

MOYEN-ORIENT LA NOUVELLE DONNE

La guerre contre l'Iran rebat les cartes dans la région

L'Alliance des Etats du
Sahel face à l'adversité

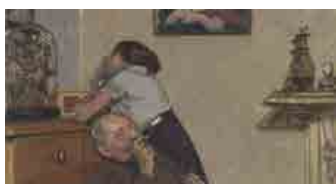
Groenland, le bal de
l'hypocrisie

Place Tian'anmen :
le narratif officiel revisité

GPA et famille :
l'évolution du féminisme

TRIBUNE

Le privilège
de s'ennuyer



MÉDIAS

Le faux procès des
médias alternatifs



Août 2026

Réseau International

Entreprise individuelle

Siret : 334 561 768

11 rue Galin 33100 BORDEAUX

www.reseauinternational.net

Abou Sy

Directeur de publication

avic@reseauinternational.net

07 49 69 47 85

Marie Françoise

Assistante de direction

07 49 69 47 85

Raphaël Berland

Rédacteur en chef

raphael@reseauinternational.net

06 79 69 07 44

Kaoutar Aît-Tizy

Graphiste

Pascal Dos Santos

Rédacteur

Zakaria Et talii

Designer / Maquettiste

zakaria.ettalii.pro@gmail.com

Fabien Clément

Conception

hypermepatro@gmail.com

Imprimé en France

Le temps de l'analyse, la liberté de penser

À l'heure où l'accès à l'information n'a jamais été aussi vaste, les citoyens cherchent de plus en plus à confronter les points de vue, à exercer leur esprit critique et à s'affranchir des lectures uniques du monde. Ce besoin de compréhension, de pluralité et de réflexion nourrit l'ambition de ce magazine.

Notre vocation est de proposer un espace d'analyse indépendant, ouvert aux débats, aux idées et aux regards contradictoires. Nous considérons que la connaissance se construit par la confrontation des sources, l'examen des faits et la diversité des opinions plutôt que par l'adhésion à des vérités préétablies.

Sans appartenance politique, idéologique ou religieuse, ce magazine entend favoriser la réflexion plutôt que la croyance, le questionnement plutôt que le conformisme, et l'intelligence du débat plutôt que les logiques de clan. Il faut passer de « je crois » à « je pense ».

Notre objectif n'est pas de dire à nos lecteurs ce qu'ils doivent penser, mais de leur fournir les éléments nécessaires pour construire leur propre jugement. Parce qu'une société libre repose avant tout sur des citoyens informés, curieux et capables d'exercer leur esprit critique.

Édito

Pour commencer mon premier éditto, je tiens à exprimer ma profonde gratitude auprès de l'équipe historique de Réseau International pour la confiance qu'elle m'accorde. Lorsqu'elle m'a contacté pour me proposer le poste de Rédacteur en Chef de son nouveau magazine, c'était pour moi un rêve qui se concrétisait.

J'aurais moi même beaucoup aimé lancer un magazine de géopolitique, il y a 5 ans environ, mais la vie en a décidé autrement, et je travaille aujourd'hui comme journaliste indépendant. Alors, quand l'équipe qui gère depuis 13 ans le site internet www.reseauinternational.net m'a appelé, j'ai été plus que ravi, car je savais que nos lignes éditoriales respectives étaient très proches.

Lorsque je m'occupais du site internet du Cercle des Volontaires (média citoyen qui a existé de 2011 à 2018), il me tenait à cœur de diversifier le choix des intervenants que je sollicitais. Nous avons interviewé des royalistes, des marxistes, des anarchistes, des républicains, des patriotes, des nationalistes, des indépendantistes, des « pro-démocratie réelle » et des personnes ne se situant nulle part sur l'échiquier politique...

Cette diversité de points de vue est également chère à Réseau International. Et cette ouverture se double chez eux d'une exigence sur le sérieux des analyses, quelles que soient les « obédiences » politiques ou religieuses de leurs auteurs.

Nous nous efforçons de rester honnêtes et objectifs lorsque nous rapportons ou relayons des faits, mais également lorsque nous livrons ou relayons des analyses. Notre objectif est de dépeindre le monde tel que nous le percevons, sous tous les angles et dans tous ses aspects, y compris les plus sombres, sans en rajouter ni être inutilement anxiogène.

Puisse ce numéro 0 — galop d'essai pour la délicate mission que nous nous sommes fixés — nous porter chance et surtout vous présenter ce que nous voulons publier mensuellement : beaucoup de géopolitique, mais aussi de l'histoire, de la géographie, des sujets de société, des chroniques de films, des livres anciens, etc. Tout cela à travers les écrits d'auteurs divers et variés, mais surtout de grand talent !
À suivre...



Raphaël Berland
Rédacteur en chef

SOMMAIRE

02

A PROPOS

Le temps de l'analyse, la liberté de penser



03

ÉDITORIAL

Édito de Raphaël Berland

06

SOCIÉTÉ

Le privilège de s'ennuyer

Plaidoyer pour un temps long dans un monde sous pression.

10

MOYEN-ORIENT

La nouvelle donne

Entre recompositions régionales et rivalités persistantes, le Moyen-Orient redéfinit ses équilibres.



44

DÉCRYPTAGE

Ukraine - Russie, comment en est-on arrivé là ?

Chronologie d'un conflit aux racines profondes et aux répercussions globales.

47

GÉOPOLITIQUE

L'Alliance des États du Sahel face à l'adversité

Alliances, souveraineté et nouveaux partenariats : quels chemins pour l'Alliance des États du Sahel ?





62

HISTOIRE

Tian'anmen, la vraie histoire

Ce que les archives et les témoins révèlent de la contestation étudiante de 1989.

68

DIPLOMATIE

Groenland, le bal de l'hypocrisie

Entre convoitises géostratégiques et discours moralisateurs.

72

LETTRE DE LA LNPLV

Hommage vibrant à Christine Cotton, suite à son envol ce 1er juin 2026

74

IDÉES

Créer une société alternative ou disparaître avec le système

Initiatives, expérimentations, résistances : ils imaginent déjà le monde d'après.

78

Conseil de Lectures

80

TRIBUNE

Le faux procès des médias alternatifs

Liberté d'informer ou illusion contrôlée ?



82

IDÉES

L'éléphant et la baleine



84

FÉMINISME

L'avenir de la GPA, pour un nouveau féminisme



90

SOCIÉTÉ

L'Empire des têtes penchées



Le privilège de s'ennuyer



Illustration : Walter Sickert – « Ennui » (1914).



Mounir Kilani

Mounir Kilani est un auteur et analyste indépendant. Ses écrits portent principalement sur la géopolitique contemporaine, les conflits internationaux, les dérives idéologiques des élites occidentales et la crise de souveraineté des États et des peuples. À travers une approche critique et documentée, il interroge les récits dominants, les mécanismes de propagande et les impasses stratégiques du monde actuel.



L'ennui a disparu de nos vies, remplacé par le scroll infini et la stimulation permanente. Pourtant, cette fuite devant le vide a un prix : sans ennui, plus de pensée lente. Sans silence, plus de profondeur. Et sans profondeur, plus de citoyen critique – seulement un consommateur fatigué. Cet essai explore comment le silence est devenu une ressource rare et inégalitaire, et pourquoi le droit à l'ennui pourrait bien être l'un des derniers privilèges contemporains.

On ne s'ennuie plus. Presque jamais. Dès qu'un temps mort apparaît, nous le comblons immédiatement : un défilement de vidéos, une notification, un message, un article ouvert sans être lu jusqu'au bout, une musique lancée pour éviter quelques secondes de vide. L'ennui est devenu une gêne silencieuse qu'il faut étouffer le plus vite possible. Nous avons pris l'habitude de fuir le moindre intervalle de silence.

Dans les files d'attente, les ascenseurs, les transports, les repas solitaires, parfois même au milieu d'une conversation, la main glisse mécaniquement vers le téléphone. Ce geste paraît anodin. Pourtant, il révèle une transformation profonde : nous supportons de moins en moins de rester seuls avec nos pensées. Or cette disparition progressive de l'ennui n'est pas sans conséquence.

Car l'ennui n'est pas seulement un vide. Il est aussi un espace intérieur. Un moment étrange où le temps ralentit, où l'esprit cesse de réagir en permanence aux sollicitations extérieures et commence à vagabonder librement. C'est souvent dans ces moments apparemment inutiles que surgissent les idées les plus personnelles, les remises en question profondes, les intuitions imprévues.

Sans silence, pas d'ennui. Sans ennui, pas de pensée lente. Sans pensée lente, plus de citoyen critique – seulement un

consommateur fatigué. Nous pensions avoir vaincu l'ennui grâce à la connexion permanente. En réalité, nous avons surtout appris à nous épuiser continuellement.

La disparition de l'ennui

Pendant longtemps, l'ennui faisait partie de la condition humaine ordinaire. Il traversait les dimanches après-midi, les trajets interminables, les journées lentes, les attentes silencieuses. Il pouvait être inconfortable, parfois pesant, parfois douloureux. Mais il existait. Aujourd'hui, cet espace disparaît.

L'économie numérique a méthodiquement colonisé les temps morts. Chaque instant disponible est devenu une opportunité de captation de l'attention. Le moindre vide doit être rempli immédiatement. Les plateformes ne supportent pas l'inactivité : leur survie économique dépend précisément de notre incapacité à décrocher.

Nous ne consultons plus notre téléphone. Nous le vérifions compulsivement. Le temps mort est devenu un territoire exploitable. Pour beaucoup, le smartphone est devenu la première interface avec le monde, parfois même avec soi-même. Nous nous réveillons avec lui. Nous nous endor-

mons avec lui. Entre les deux, il absorbe les fragments dispersés de notre attention.

Mais la véritable transformation est ailleurs : notre rapport au vide a changé. Autrefois, l'ennui profond apparaissait lorsqu'aucune stimulation immédiate ne venait occuper l'esprit. Ce n'était pas seulement une absence d'activité ; c'était un état particulier dans lequel le temps semblait s'étirer. L'esprit, privé de distraction, se mettait à dériver, à associer librement des idées, à observer, à imaginer. Cet ennui-là pouvait nourrir.

L'ennui contemporain est très différent. Il ressemble davantage à une impatience irritée. Quelques secondes sans stimulation suffisent à produire un réflexe de compensation immédiate. Nous ne laissons même plus le vide s'installer assez longtemps pour qu'il devienne fécond. La preuve ? Une simple coupure d'internet. Le Wi-Fi qui ne répond plus, la page qui ne charge pas, le réseau qui disparaît. En quelques secondes, le voilà paniqué. Il rafraîchit, il vérifie, il éteint et rallume. Non pas parce qu'un contenu précis lui manque, mais parce que la sollicitation s'est arrêtée. Et sans elle, il ne sait plus quoi faire de son attention. La panique révèle ce que la connexion cachait : il n'y a plus rien en lui pour habiter le vide.

Nous avons remplacé la capacité de supporter le vide par une compulsion à le combler. Résultat : nous ne nous ennuyons presque plus, nous nous épuisons. Cette fatigue n'est pas seulement psychologique. Elle est cognitive. Les études sur l'attention montrent une fragmentation croissante de nos capacités de concentration. Là où l'esprit pouvait autrefois demeurer longtemps sur une même tâche, il saute désormais d'un contenu à l'autre. L'esprit ne s'installe plus ; il ricoche.



Assise sur un rocher au bord du lac. (Domaine public)

Après une interruption numérique, retrouver un état de concentration profonde peut demander de longues minutes. Or les interruptions sont devenues permanentes. Le problème n'est pas seulement que nous perdions du temps. C'est que nous perdons progressivement la capacité d'habiter le temps autrement que dans la stimulation continue.

Le silence, ressource invisible

Le silence est souvent mal compris. On le réduit au simple calme acoustique, à l'absence de bruit. Mais le véritable silence est plus rare. Il est surtout l'absence de sollicitation permanente : un espace mental dans lequel rien ne réclame immédiatement notre attention. Or cet espace devient exceptionnel.

Nous vivons dans des environnements conçus pour capter continuellement nos réflexes : écrans lumineux, publicités sonores, notifications permanentes, flux infinis, recommandations personnalisées. Même le repos devient connecté. Le silence n'a donc pas seulement disparu des lieux. Il disparaît des consciences. Et cette disparition est profondément inégalitaire.

Dans une étrange inversion historique, le privilège contemporain n'est plus d'échapper à l'ennui, mais de pouvoir encore le choisir. Les plus favorisés peuvent acheter du calme : retraites silencieuses, maisons isolées, applications de méditation, bureaux protégés des interruptions, vacances sans réseau. Ils peuvent préserver des espaces de continuité intérieure.

D'autres vivent dans un flux constant de sollicitations : logements exigus, écrans omniprésents, temps fragmenté, surcharge mentale. Le calme devient un luxe. Comme l'air pur ou l'eau claire, le silence commence à se privatiser.

Il ne s'agit pas ici de moralisme. Nous sommes tous pris dans le même système. Les outils numériques ont apporté des possibilités immenses. Le problème n'est pas la technologie elle-même. C'est une économie qui organise presque exclusivement ces technologies autour de la captation maximale de notre attention.

Nos seuils de tolérance au vide ont été redessinés par des outils conçus pour nous retenir le plus longtemps possible. Et plus le silence disparaît, plus la pensée lente devient difficile.

L'ennui comme résistance

On objectera peut-être que cet éloge de l'ennui relève d'un romantisme nostalgique. Après tout, l'ennui ancien n'avait rien d'idyllique. Il pouvait être synonyme d'isolement, de frustration, de journées interminables.

C'est vrai. Mais l'ennui ancien possédait encore un potentiel que nous avons presque entièrement perdu : celui d'ouvrir un espace intérieur. On bricolait, on rêvait, on observait, on marchait longtemps, on laissait les pensées dériver sans objectif immédiat. Aujourd'hui, nous avons remplacé ce vide imparfait par un remplissage continu. Or l'ennui profond n'est pas l'absence de quelque chose. Il est l'espace où quelque chose peut enfin advenir.

C'est dans ces moments suspendus, débarrassés de sollicitations constantes, que l'esprit cesse de simplement réagir pour commencer à créer. Les décisions importantes,

les intuitions durables, les remises en question profondes émergent rarement dans le tumulte. Elles demandent du silence et de la lenteur.

La pensée lente est devenue une forme de résistance. Car un esprit constamment stimulé devient réactif plutôt que réfléchi. Il répond à l'émotion immédiate davantage qu'aux arguments. Il consomme l'information plus qu'il ne la digère. Comment former un citoyen critique si l'on ne lui laisse plus le temps de penser par lui-même ?

La démocratie exige pourtant exactement cela : de la patience, de l'attention, une capacité à soutenir des raisonnements longs, à supporter le temps du désaccord, de la nuance et parfois de l'incertitude. Un citoyen qui ne supporte plus quinze minutes de discours sans vérifier son téléphone est un citoyen fragilisé face aux exigences de la démocratie.

Les algorithmes, eux, ont parfaitement compris ce qui capte le mieux notre attention : la colère, la peur, l'indignation, le conflit, la simplification émotionnelle. Ces contenus produisent des réactions rapides, faciles, prévisibles. Le problème n'est donc pas seulement informationnel. Il est politique.

Une société incapable de supporter l'ennui devient une société incapable de soutenir une pensée longue. Peu à peu, le citoyen se transforme en spectateur impatient. Le débat devient flux. La délibération devient réaction. Et même la réflexion finit par adopter les caractéristiques du système qui la porte : vitesse, fragmentation, stimulation permanente.

Le droit au silence

.....

Si le silence est une condition de la pensée libre, alors sa disparition devient un problème politique. Nous avons longtemps considéré l'attention comme une ressource individuelle. Elle est en réalité devenue un enjeu collectif majeur. Protéger la capacité de concentration, ce n'est pas seulement protéger le confort personnel. C'est préserver une condition fondamentale de l'autonomie intérieure.

Un individu incapable de maintenir durablement son attention devient plus influençable, plus réactif, plus prévisible. Il réagit davantage qu'il ne réfléchit. Le droit au silence pourrait alors apparaître non comme une utopie nostalgique, mais comme une extension logique des libertés publiques. Cela ne signifie pas abolir les technologies ni revenir à un monde sans écrans. Il s'agit plutôt de réintroduire des limites dans une économie qui tend naturellement vers la sollicitation infinie.

Car le silence n'est pas un vide inutile. Il est une infrastructure invisible de la pensée. Nous avons appris à protéger l'air, l'eau, les paysages, les données personnelles. Peut-être faudra-t-il bientôt protéger aussi les conditions mentales minimales de la liberté intérieure.

Réapprendre le silence

.....

Le plus inquiétant n'est peut-être pas que nous soyons devenus dépendants de la stimulation permanente. Le plus inquiétant est que cette dépendance nous paraisse désormais normale. Nous avons fini par considérer comme naturel le fait de ne plus pouvoir attendre quelques minutes

sans consulter un écran, de ne plus lire longtemps sans distraction, de ne plus marcher sans écouteurs, de ne plus rester seuls avec nos pensées. Nous avons perdu l'habitude du silence au point de commencer à le craindre.

Pourtant, réapprendre l'ennui n'a rien d'un retour nostalgique à un passé idéalisé. Il ne s'agit pas de rejeter la modernité ni de culpabiliser les usages numériques. Il s'agit de retrouver une capacité humaine élémentaire : habiter le temps sans devoir constamment le remplir.

Le privilège contemporain n'est plus d'échapper à l'ennui. C'est de pouvoir encore choisir le silence. Et peut-être que le premier geste politique du XXI^e siècle commencera là : dans la reconquête de quelques minutes inutiles, d'un espace intérieur préservé, d'un temps libéré de la sollicitation continue.

Car une société qui ne laisse plus place au silence finit aussi par ne plus laisser de place à la pensée libre. Et une démocratie composée d'individus incapables de ralentir devient peu à peu une démocratie de réflexes, de flux et de fatigue. Nous pensions que la liberté consistait à pouvoir tout voir, tout entendre, tout consommer, tout le temps. Nous découvrons peut-être, un peu tard, qu'elle dépend aussi de notre capacité à nous taire, à attendre, à nous ennuier parfois – et à penser dans ce silence retrouvé. ■

Journaliste : Le monde sera comment en 2026 ?

Enfant des années 1980 : Tout ira très vite. Trop vite.

Journaliste : c'est grave ?

Enfant : oui, parce qu'on n'aura plus le temps de s'ennuyer. Et c'est l'ennui qui fait rêver.



MOYEN ORIENT

La nouvelle donne

Entre recompositions régionales et rivalités persistantes, le Moyen-Orient redéfinit ses équilibres.

- 
- 12 Introduction
Jean Michel Vernochet
-
- 17 La Grenouille de Sion et le Taureau Perse
Azzedine Kaamil Aït-Ameur
-
- 18 Le martyr du peuple syrien occulté
Entretien avec Ayssar Midani
-
- 20 Voyage au pays de Bachar... du temps de l'espoir
Olivier Mukuna
-
- 21 Syrie : Quel rôle la CIA et le MI6 ont-ils joué dans le recyclage d'Al-Joulani ?
Mouna Alno-Nakhal
-
- 25 Le Liban toujours debout
Djamel Labidi
-
- 29 L'Olivier et le drone
Mounir Kilani
-
- 32 Palestine : La vérité nue du monde
Laala Bechetoula
-
- 34 Pour notre confort, fermons les yeux
Olivier Field
-
- 36 Général Qassem Soleimani : « Notre force, c'est la foi en Dieu »
-
- 38 Iran : vers l'émergence d'une puissance que quarante ans de sanctions n'ont pas réussi à étouffer
Serge Van Cutsem
-

Introduction

Nous savons tous que la trêve estivale et les grandes migrations vidant les concentrations urbaines pour les lieux de villégiatures, est propice aux convulsions géopolitiques. Qui n'a pas en mémoire, en août 2008, l'épisode géorgien et l'intervention russe au profit de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, ceci alors que se déroulaient les Jeux olympiques de Pékin ? Or quelle est la situation aujourd'hui dans l'arc de confrontation Est/Ouest qui part de l'Ukraine et finit au golfe d'Oman et aux portes de la mer Rouge ?

La Tour Azadi, Téhéran, Iran. Alireza Heydarifard, (2018)

Qu'en est-il de l'accord à négocier — une simple feuille de route sans engagement formel — passé entre Washington et Téhéran et couvrant un délai de soixante jours ? Un cessez-le-feu précaire, ponctué dès le départ de violentes escarmouches. Depuis le 17 juin la signature du protocole d'accord — dont a été exclu Tel-Aviv — prévoit en son article premier, la cessation complète des combats au Sud Liban et le retrait des forces israéliennes. Or non seulement des incidents plus ou moins graves n'ont cessé de se multiplier aux abords du détroit, mais la guerre s'est intensifiée au Sud Liban, avec son cortège de morts et de destruction de villages entiers, rendant de facto caduc le protocole d'entente.

Affrontements et stratégie de la tension maximale

Le 6 juillet, alors que se déroulaient à Téhéran les grandioses cérémonies funéraires du Guide suprême assassiné le 28 février dans une frappe israélienne dite de « décapitation », et que le protocole d'entente du 17 juin est censé garantir la sécurité du transit maritime pendant les soixante jours de trêve préalable à la négociation proprement dite, les Gardiens de la révolution islamique ont montré leur détermination à conserver un contrôle exclusif sur le détroit d'Ormuz. À telle enseigne que la salle des machines du méthanier qatari Al-Rakayyat a été sévèrement touchée par un tir — non revendiqué par l'Iran — tandis qu'il tentait de traverser le détroit. Immédiatement après les prix du pétrole ont bondi de 5 % ! Idem pour un pétrolier saoudien qui a subi de lourds dommages structurels et trois autres

bâtiments depuis, avec pour conséquence le gel immédiat des pourparlers indirects et une forte riposte américaine qui a frappé quelque 80 cibles en Iran. Une opération « punitive » dirigée depuis le Commandement Central de l'Armée américaine (Centcom) visant les capacités offensives et logistiques iraniennes dans le détroit et dans le Golfe lui-même. Soit des sites de batteries de missiles de croisière antinavires et des centres de déploiement de drones d'attaque notamment sur les îles de Qeshm et de Kharg ; des centres de communication et des stations radar assurant le suivi des navires commerciaux ; enfin des bases de la « flotte moustique », vedettes rapides armées qui poursuivent et harcèlent le trafic marchand non amical.

En réponse, dans la nuit du 7 au 8 juillet, la Force aérospatiale du CGRI (Corps des Gardiens de la Révolution) lançait une vague conjointe de missiles et de drones sur 85 installations militaires et logistiques américaines au Koweït et à Bahreïn et abattait au-dessus des eaux du Golfe un drone de surveillance américain MQ-9 Reaper, pour l'anecdote d'une valeur d'environ 50 millions de \$. À ce stade il est loisible de parler d'une reconflitualisation, le président Trump pour sa part s'étant cru devoir, en marge du sommet de l'OTAN à Ankara, annoncer la mort de l'accord de cessez-le-feu du 17 juin, le « Protocole de Versailles ». Qualifiant de surcroît les dirigeants iraniens de « menteurs avec qui il ne perdrait plus son temps à négocier » et de « cancer qu'il faut extirper ». Effectivement, cette reprise même limitée des attaques réciproques réallume dans le détroit d'Ormuz un état de guerre ouverte avec l'amorce de cette nouvelle escalade. Le 9 juillet après deux nuits consécu-

tives de frappes américaines au cours desquelles 170 cibles auraient été touchées dans le sud de l'Iran, principalement à Bandar Abbas, Bouchehr et sur l'île de Kharg, Téhéran a répliqué en lançant une pluie de drones et de missiles sur les bases américaines du Koweït (Arifjan et Ali al Salem) et à Bahreïn (Juffair et Cheikh Isa), le calme semble néanmoins être revenu. L'OTAN a justifié ces frappes américaines — « absolument nécessaires » — au motif d'assurer la sécurité énergétique mondiale, sachant que les réserves stratégiques américaines (permettant de maintenir les prix à la pompe) sont en passe d'être épuisées et que le pétrole qui sortait tout juste hier encore du Golfe était destiné en priorité à Singapour, au Japon ou à la Chine. Qu'en outre même avec une réouverture totale, sans restriction, l'acheminement d'huile acide nécessaire aux États-Unis à la production de gasoil et de carburant utilisable pour le trafic aérien tant civil que militaire, requiert un minimum de 43 jours. Autant dire que la crise énergétique se profile à très court terme et que, Washington pris à la gorge, pourrait être tenté d'obtenir par la force ce que la négociation ne peut et ne pourra parvenir à débloquent, rouvrir maintenant, sans restriction le détroit à la navigation commerciale. Pour la bonne et simple raison que la Maison Blanche, le département d'Etat, l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee, les Likoudniks de Tel-Aviv, personne n'a jamais eu l'intention véritable de composer, de trouver un terrain d'entente et de bâtir une paix régionale durable. Cette victoire du camp israélo-américain impossible par les armes doit par conséquent être obtenu par le mensonge, la tromperie, le fameux deception game si cher aux Britanniques, maîtres en la matière.

Deception Game

Une vision rétrospective du comportement diplomatique américain (au moins depuis 1991 et l'Opération Tempête du désert quand le régime bassiste irakien après avoir détruit ses missiles à courte portée à la demande des Nations unies en gage de bonne volonté, subit l'offensive coalisée à peine trois semaines plus tard), permet de l'affirmer catégoriquement : Washington et les maîtres du Capitole



Le général Dan Caine, président du Comité des chefs d'état-major, tient une conférence de presse sur l'Opération Epic Fury aux côtés du secrétaire à la Guerre Pete Hegseth, au Pentagone, le 19 mars 2026. (Benjamin Applebaum, Département de la Guerre américain)

(qui paye est maître dit un dicton qui s'applique aux membres du Congrès) n'a jamais eu l'intention d'appliquer les 14 points du protocole intérimaire et encore moins de mener à terme un quelconque processus de paix ou de stabilisation régionale. Parce qu'en premier lieu, Israël ne quittera pas le Liban sans avoir obtenu le désarmement intégral du Hezbollah. Projet auquel adhère pleinement le président Joseph Aoun et les soutiens compradores de son gouvernement (l'accord cadre du 26 juin 2026 signé à Washington place le gouvernement libanais en position de complète soumission à l'égard des exigences sécuritaires israéliennes). Le Hezbollah doit être détruit tout comme le régime iranien et l'Iran tout entier si possible. Occuper le Sud Liban rend chimérique stricto sensu l'application du protocole d'entente, le retrait de Tsahal étant avec l'ouverture du détroit d'Ormuz les deux clefs de voûte autorisant la progression des discussions. Même s'il est prévu mi-juillet leur reprise « indirecte » à Islamabad. Bref, les dirigeants sionistes n'en démordront pas pour en avoir fait une question existentielle [voir Comprendre la destruction de l'Iran, JM Vernochet — Éd. Déterna 2025]. Il est d'ailleurs moins que certain que les élections législatives à venir (septembre) en Israël rebattent les cartes, en effet le principal opposant à M. Netanyahu, Naftali Bennett, ex-premier ministre de 2021 à 2022, soit moins enragé que l'actuel premier ministre. Issu de la droite sioniste-religieuse, il a dirigé le Conseil des colonies de Cisjordanie et se montre résolument hostile à tout projet d'État palestinien, face à l'Iran il est d'une

intransigeance sans faille.

Mais il lui fallait urgemment une « pause » à l'Amérique pour remplir ses cuves (en l'occurrence généralement des mines de sel) et alimenter ses raffineries avec le pétrole acide importé, indispensable pour la fabrication du gasoil et du carburant d'aviation. Enfin il s'agit de réarmer autant que faire se peut, compte-tenu de délais de fabrication considérables... Parce que les arsenaux américains sont conçus exclusivement pour des guerres courtes, des frappes de sidération quand la menace seule n'a pas suffi ; sauf exceptions (il en existe) les armes made in America sont des produits d'appel pour vitrines commerciales, c'est-à-dire d'abord destinées à la vente et l'exportation de matériels dont l'efficacité peut être sujette à caution : par exemple les missiles anti-missiles Patriot PAC-2 ont un taux de coup au but égal à zéro, quant au PAC-3, leur ratio de succès est compris au mieux entre 5 et 10% ! À ce propos on ne peut être que sidéré par la chutzpah de M. Zelensky qui prétend obtenir les licences pour construire des intercepteurs Patriot sur son propre territoire alors que les États-Unis ont déjà consommé la majeure partie de leurs réserves, qu'il faut un délai de deux ans par unité et que l'embargo chinois sur les terres rares rend la chose extrêmement acrobatique. Où passeront, dans quelle poche, les milliards européens dévolus à l'acquisition de ces précieux missiles incontestablement inutiles ?

Reste la longue pratique iranienne des perpétuels mensonges américains associée au sentiment d'avoir nettement mis en échec la superpuissance.

Ceci grâce à un recours à de nouvelles formes de guerre indirecte d'une rare efficacité (utilisation massive de drones et de missiles en l'absence de toute capacité aérienne ; frapper et détruire les bases arrières-avancées de l'ennemi et punir ceux qui les hébergeaient). Victoire en demi-teinte car il ne faut pas préjuger de l'avenir, qui a suscité un légitime sentiment d'orgueil national exprimé notamment dans les cortèges de plusieurs millions de personnes (qui viennent tout juste de s'achever à Meched le 9 juillet à l'est du pays), sorte de gigantesque « catharsis » (selon la formulation du pragmatique et influent colonel Douglas Macgregor). Une exaltation collective qui n'est pas sans danger parce qu'outre la pénible blessure narcissique infligée au président Trump, il n'y a pas de plus grand danger que de mettre l'adversaire le dos au mur. Ainsi que Sun Tzu l'enseigne dans *L'Art de la Guerre*. Au fond, avec le protocole d'entente signé dans l'urgence, D. Trump s'est lui-même jeté dans une impasse dont il lui sera difficile de s'extraire : l'accord en substance est inapplicable car Israël ne pliera pas et n'évacuera pas le Liban ni ne renoncera à ses ambitions territoriales à Gaza, en Cisjordanie et en Syrie (M. Bennet a déjà désigné la Turquie en tant que menace stratégique majeure et prochaine cible à abattre : « la Turquie est le nouvel Iran ! » – 16 fév. 2026).

À maintes reprises, D. Trump a textuellement menacé l'Iran de destruction totale « en une seule nuit... une démolition complète ». Ses cibles ne

seraient dans ce contexte plus exclusivement militaires mais concerneraient les infrastructures vitales

« chaque pont en Iran sera anéanti et chaque centrale électrique mise hors service, en flammes, en train d'exploser et plus jamais utilisable », autant de violations massives du droit international et de crimes de guerre. Rappelons que le point 13 du protocole d'entente prévoit que la préparation des négociations à venir ne peut se faire sous la menace en accord avec la Convention de Vienne (1969 art.52 du Droit des traités) laquelle dispose qu'est réputé « nul tout traité dont la conclusion a été obtenue par la menace ou l'emploi de la force... ». Certes de part et d'autre chacun met en pratique à sa façon, la théorie des jeux (illustrée en 1955 dans le film « La Fureur de vivre » de Nicolas Ray dans la séquence de « course à la mort »), celui qui cède le premier perd ! Pareillement, ici il est question d'une stratégie de tension maximale, méthode ordinaire de la part de D. Trump, mais absolument crédible, même si le processus du dispositif militaire américain est déjà enclenché car il ne pouvait être question d'opérations au sol, les 25 000 marines présents dans le Golfe étant en nombre tout à fait insuffisant pour tenir assez de temps la plus petite position pouvant assurer le libre transit dans le détroit, pas même l'île de Kharg. Le seul et ultime moyen de briser les défenses iraniennes et de faire capituler ses dirigeants politiques et militaires, reste le bombardement à outrance, la tabula rasa, méthode utilisée par Israël à Gaza et

actuellement au Sud Liban, seul domaine dans lequel l'armée américaine excelle, la seule chose qu'elle sache véritablement faire depuis la Seconde guerre mondiale mais avec un rendement très mitigé aussi bien hier au Vietnam qu'à présent en Iran.

Et puis aucune opération terrestre comme en Irak en 2003 n'est évidemment envisageable, l'Amérique, même avec un budget d'un millier et demi de dollars affectés à la Guerre, n'en a plus les moyens, alors que faire pour sortir de la nasse du Golfe ? Certes il eut fallu, pendant qu'il en était encore temps, clamer haut et fort la victoire et tourner les talons et surtout pas chercher à récupérer la mise par voie diplomatique. Depuis le début de l'Opération Epic Fury lancée le 28 février 2026, Trump oscille en permanence entre des démonstrations de force, des annonces fracassantes et des annonces de paix imminentes. Dans son discours du 4 juillet, il se félicitait une fois de plus d'avoir « envoyé par le fond la marine iranienne » et affirmait que la guerre était « quasiment finie » pour mieux lancer à nouveau de nouvelles et meurtrières attaques. La rupture brutale de la trêve, la réescalade de ces dernières heures montrent cependant que les déclarations de fermeté du président américain ne sont pas de simples vantardises ou des postures électorales destinées à la galerie c'est-à-dire à l'électorat MAGA et à la multitude des sionistes-chrétiens. L'Amérique de Mr. Trump est-elle finalement condamnée à se battre — ou se faire battre — jusqu'à son dernier missile ? ■



Canon antiaérien ZU-23-2 exposé au musée Mleeta du Hezbollah, au Liban. Frode Bjørshol, (2013)



Jean-Michel Vernochet

Jean-Michel Vernochet, ancien élève de l'École nationale des langues vivantes et juriste, ancien grand reporter au Figaro magazine.

Abonnez-vous

pour recevoir les prochains numéros



Lire le monde autrement.

Chaque mois, les analyses géopolitiques de Réseau International réunies dans une revue imprimée : dossiers de fond, cartes, tribunes. Sans dépendance, sans ligne dictée.



Je m'abonne en ligne
lemag.reseauinternational.net



Prénom Nom

Adresse

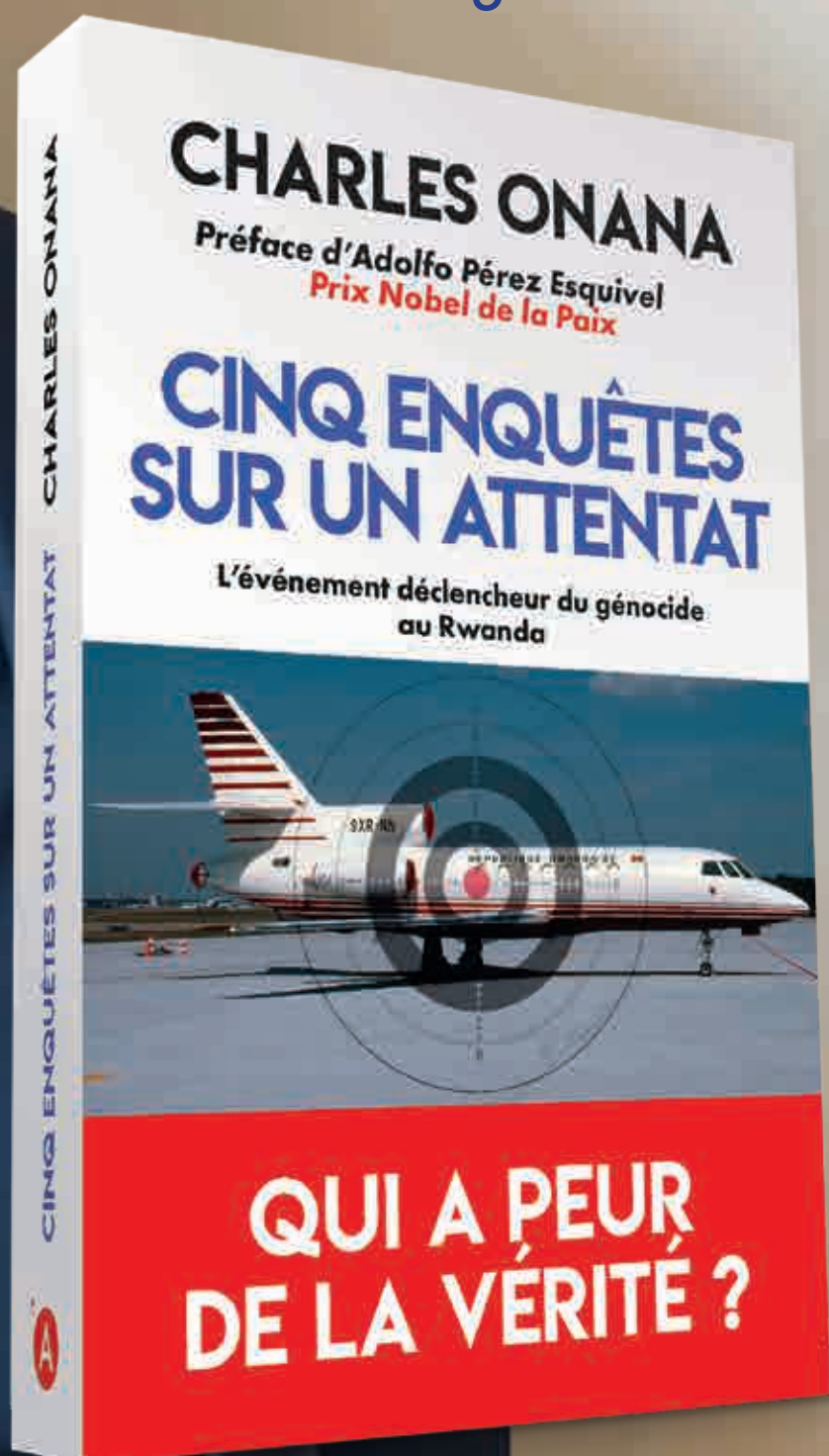
Code postal Ville

Téléphone Adresse Email

Offre 1 an (99 €) ☐ 6 mois (59 €) ☐

**«Une lecture salutaire
qui dérange la version
imposée en France par
les inconditionnels
de Paul Kagame»**

Le Figaro



EN LIBRAIRIES

La Grenouille de Sion et le Taureau Perse



Azzedine Kaamil Aït-Ameur

Azzedine Kaamil Aït-Ameur est essayiste et auteur indépendant. Auteur de plusieurs essais, il analyse les rapports de pouvoir, les mécanismes d'influence et les transformations des sociétés modernes. Il est également le créateur de la série « Spiritview – Les Revenants », qui met en scène le dialogue entre de grandes figures historiques et les questionnements de notre temps.

Dans les marais brûlants qu'éclairait
l'Orient,
Vivait une Grenouille de Sion,
Orgueilleuse au parler conquérant.
De ses vices surtout elle faisait vertu.
Elle n'était pas plus grosse qu'un œuf de
coucou.
Mais elle rêvait d'un cloaque immense,
Où nul animal n'oserait croasser sans sa
loi.
Envieuse, elle dit aux roseaux :
« Voyez cette montagne !
Pourquoi serait-ce elle que le désert ac-
compagne ?
Moi aussi je puis croître, et dominer les
cieux,
Faire trembler les peuples et les royaumes
vieux. »
D'abord elle enfla ; puis étendit ses ro-
seaux,
Absorba les flaques voisines,
Et fit taire les oiseaux des rives anciennes.
Chaque marécage conquis
Lui semblait preuve de grandeur.
Elle disait :
« Le Nil répondra bientôt à l'Euphrate,
Et tout ce qui rampe ou boit
Vivra sous ma vase ».
Les chacals serviles du Diwan* applau-
dirent.

Les hérons parlèrent de sécurité.
Chaque peur devenait prétexte à se ré-
pandre.
Les serpents promettaient des frontières
éternelles.
Alors la Grenouille enfla encore.
Mais plus elle grossissait,
Plus son corps devenait dépendant
Du vent qu'on soufflait en elle.
Plus elle craignait le monde,
Plus elle voulait l'engloutir.
Et le marais tremblait moins de sa force
réelle
Que du bruit sans repos qu'elle faisait au-
tour d'elle.
Au loin, le Taureau Perse, immobile et
sévère,
La toisa sans répondre aux clameurs du
marais.
L'appétit des petits royaumes devient sans
mesure
Lorsqu'ils se rêvent empires sous des ailes
étrangères.
Qui veut changer le monde en marécage
à son image
Finira tôt ou tard englouti par sa vase.

*Le « Diwan » désigne ici la cour du
pouvoir des monarchies du Golfe.

Le Martyr du peuple syrien occulté



Minaret d'une mosquée syrienne. Musaabr, (2026)

Depuis la prise de pouvoir à Damas par Abou Mohammed al-Joulani alias Ahmed al-Charaa¹, la Syrie semble avoir quasiment disparu des écrans radar des médias occidentaux. Comment expliquez-vous cette occultation ?

A.M. : Depuis le 8 décembre 2024 et l'arrivée au pouvoir d'al-Joulani, porté par les USA, Israël, la Turquie et le Qatar, le peuple syrien vit probablement les jours les plus noirs de son histoire. Outre les crimes et le génocide « tournant » contre les composantes du peuple syrien, le nouveau pouvoir procède à des licenciements massifs des fonctionnaires de l'Etat, y compris l'armée et la police. La Syrie est aussi soumise aux agressions répétées d'Israël sur son territoire, son ciel, ses eaux et ses ressources. Ce sont les terroristes dépêchés depuis 2011 pour détruire la Syrie qui sont au pouvoir.

Le soutien américano-israélien et de l'OTAN à al-Joulani fait que les médias occidentaux et arabes non seulement occultent ses crimes, mais créent également l'illusion que tout va bien, qu'il y a une grande liberté d'expression et que les sanctions vont être ou ont été levées... Ce qui n'est que mensonges éhontés ! Les Syriens sont affamés ; les Turcs ont réduit le débit du Tigre et de l'Euphrate, les Israéliens ont mis la main sur les eaux de la vallée de Yarmouk, Kenitra et Deraa, sans parler des massacres et vols de Sweida, et sur la côte syrienne ; ajouté à la destruction systématique de toute l'industrie syrienne.

Al-Joulani et des troupes terroristes ont pris la direction du pays, et ont mis des analphabètes (ou presque) à la tête de chaque administration ou ministère. Ils modifient

et effacent des pans entiers des programmes scolaires. Ils suppriment des congés nationaux commémorant l'histoire glorieuse de lutte contre les occupants et la célébration des martyrs, au profit d'appels répétés à la haine contre l'ancien pouvoir du parti Baas tombé suite à l'embargo étouffant des USA, de l'OTAN, le pillage de nos richesses pétrolières et gazières par eux, et les attaques systématiques pendant 14 ans de l'infrastructure du pays. Les accords d'Astana (voir ci-après) n'ont jamais été respectés par les Turcs, ce qui a été d'ailleurs été toléré par le « garant Russe ».

L'Armée arabe syrienne avait résisté pendant 14 années de guerre (2011 — 2024), face à des groupes terroristes composés notamment de combattants étrangers, et soutenus par plusieurs puissances régionales et mondiales. Comment expliquez-vous la rapidité de l'avancée des troupes terroristes qui, en partant d'Idlib en novembre 2024, ont pris la capitale Damas en seulement 12 jours de combats ?

A.M. : L'Armée arabe syrienne a effectivement résisté pendant 14 ans aux attaques terroristes venant de toutes parts : Daech² à l'est, Hayat Tahrir al-Cham³ au sud. D'ailleurs, ils coopéraient ouvertement avec Israël : certains blessés étaient soignés dans les hôpitaux israéliens, Netanyahu est même allé leur rendre visite pour les encourager ; leur liste d'objectifs militaires était alimentée par les Israéliens. C'est ainsi que ces groupes terroristes avaient commencé dès 2012 par la destruction des défenses aériennes des frontières sud de la Syrie (frontières avec Israël), en « coordination » des attaques des Ouïghours et des Tché-

tchènes dans le nord près de la Turquie, et celles des Kurdes — soutenus par les USA et l'OTAN — du côté nord-est de la Syrie.

Effectivement, l'Armée arabe syrienne a libéré toute la Badiya syrienne⁴ de Daech, et a vaincu Jabhat al-Nosra⁵ dans le sud à Douma. Les accords d'Astana qui regroupaient Russes, Iraniens et Turcs — les Turcs introduits comme garants des terroristes par la Russie — ont permis à Jabhat al-Nosra (également soutenu par la France et l'Allemagne) de s'extraire d'une situation difficile voir intenable. En effet, les combattants rebelles, encerclés à la Ghouta près de Damas, et en très grande difficulté militaire, ont pu ainsi être exfiltrés vers Idlib dans le nord du pays, à la condition de ne plus commettre d'actes terroristes ; condition qu'ils n'ont hélas pas du tout respectée par la suite. L'aide turque et occidentale fournie à ce groupe terroriste, en matière de détermination de cibles et d'outils modernes (notamment en drones et en IA), leur ont permis de s'introduire dans les réseaux de communication de l'armée, et de singer les voix des dirigeants en appelant à rendre les armes et ne pas se battre. Une autre hypothèse va dans le sens de la corruption des généraux dirigeant l'armée...

C'est encore difficile aujourd'hui de savoir ce qu'il s'est réellement passé. L'avenir permettra certainement de révéler des éléments militaires et diplomatiques décisifs, éléments qui demeurent aujourd'hui secrets.

Qui sont aujourd'hui les parrains internationaux qui soutiennent le nouveau président syrien al-Joulani ?

A.M. : Ses parrains internationaux sont principalement Israël, les USA, l'OTAN, dont la Turquie qui transforme Alep et le nord de la Syrie progressivement en province turque : drapeaux turcs sur les bâtiments administratifs syriens, monnaie turque (ou dollar) qui supprime la livre syrienne, langue turque de plus en plus répandue...

Israël occupe illégalement le Golan syrien depuis 1967, mais depuis la chute de Bachar Al-Assad, l'armée israélienne a considérablement étendu sa mainmise sur le sud de la Syrie, sans pour autant qu'al-Joulani ne s'y oppose réellement.

La Syrie était autrefois un pays globalement auto-suffisant (nourriture, vêtements, médicaments), et sans dette publique, avec un tissu industriel important. Que devient la Syrie d'al-Joulani ?

A.M. : En 2010, la Syrie était effectivement autosuffisante : elle mangeait et s'habillait de ce qu'elle produisait ; de la même manière pour les médicaments. La Syrie exportait aussi du blé, des ressources énergétiques et des marchandises en direction de 60 à 80 pays. De plus, la santé et l'enseignement étaient totalement gratuits. Les denrées essentielles, comme le pain et les combustibles, étaient subventionnés. Les Syriens pouvaient souscrire à des associations pour acheter leur logement.

Depuis 2011 les destructions ont visé essentiellement ces trois secteurs. Les hôpitaux, les écoles, les agricultures et les industries notamment celles du ciment et des médicaments. Depuis le coup d'Etat de décembre 2024, ce mouvement s'est accéléré par la pénurie d'électricité et de combustible et par la présence massive de denrées turques, achevant ainsi ce qui restait de l'industrie syrienne après ces 14 années de terrorisme ravageur.

Aujourd'hui la Syrie produit peu de choses. La dernière fabrique de médicaments a été fermée par le gouvernement al-Joulani, sous le prétexte fallacieux de « non-conformité des locaux »...

Paradoxalement, la guerre des années 2010 avait permis l'organisation des premières élections législatives avec une opposition politique librement représentée à l'Assemblée nationale. Que devient le pluralisme politique depuis novembre 2024 ?

A.M. : La réponse est simple : il n'y a plus de pluralisme politique, mais un monolithisme flagrant. Jabhat al-Nosra est partout, à tel point que toutes les expertises des cadres sont mises de côté, avec aucune volonté de les faire participer, ce qui, de fait, mène à une destruction systématique du savoir-faire et de l'État syrien dans tous les domaines.

Le pays que j'ai visité en 2015 était profondément laïque, avec des citoyens qui s'affirmaient syriens avant tout, quelle que soit leur confession. Est-ce toujours le cas ?

A.M. : Oui, la Syrie était un pays profondément laïque, ouvert et diversifié. Chacun pouvait pratiquer ses rites et sa religion en toute liberté, et avec bienveillance envers les autres. De plus, on participait collectivement aux fêtes et occasions des uns et des autres, en toute simplicité et fraternité.

Maintenant, et après 14 ans de propagande confessionnaliste et de crimes pour « différences de croyances », crimes contre les Alaouites, contre les Druzes, les chrétiens ou les Kurdes, les gens ont peur les uns des autres... Des campagnes de haine sont orchestrées sur les réseaux sociaux et dans les mosquées, afin de préparer les esprits aux divisions. Le risque de guerre civile est réel, et constitue d'ailleurs l'objectif ultime d'Israël et de l'OTAN pour désintégrer la Syrie, pour abattre tous les fondements de la pensée syrienne et du nationalisme arabe.

Actuellement, des mouvements unitaires s'opposent à cette haine et à la division, ainsi qu'aux difficultés quotidiennes des citoyens. Le mouvement grandit. Le peuple syrien n'acceptera jamais l'occupation et la soumission...

Propos recueillis par Raphaël Berland le 7 juin 2026

Notes :

(1) Nom de guerre de chef d'Etat syrien, lorsqu'il était chef du groupe terroriste HTC.

(2) Groupe terroriste dont la fondation remonterait à 2006, en Irak.

(3) Groupe terroriste né en 2017 par la fusion du Front Fatah al-Cham (ex-Front al-Nosra) et de plusieurs autres groupes terroristes syriens.

(4) Large bande désertique dont la partie syrienne se situe au sud-est du pays.

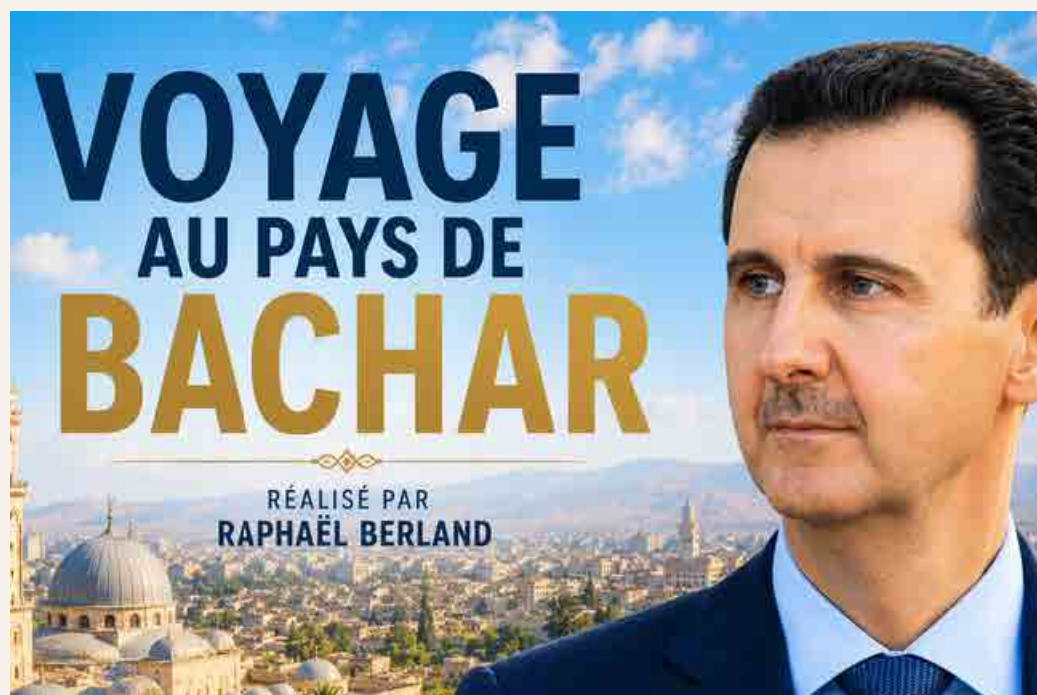
(5) Le Front al-Nosra ou Jabhat al-Nosra est un groupe terroriste fondé en Syrie



Ayssar Midani

Docteur en chimie, expert dans le traitement de l'information de l'université Paris VI. Soutient le combat du peuple palestinien depuis 1970. Présidente de l'association Ahfad Ashtar fondée en Syrie en 2014, lutte contre l'agression terroriste de la Syrie depuis 2013. Depuis ce temps, interventions à des congrès, conférences et interviews diverses sur internet.

Voyage au pays de Bachar... du temps de l'espoir



Olivier Mukuna

Diplômé d'un Master en Journalisme et Communication de l'Université Libre de Bruxelles (1997), le journaliste et essayiste Olivier Mukuna a travaillé, depuis, pour une quinzaine de médias belges, français et luxembourgeois (presse écrite et en ligne), et co-signé diverses productions audiovisuelles.

D'une grande honnêteté intellectuelle, le documentaire « Voyage au Pays de Bachar » se visionne comme une échappée, physiquement risquée, à travers la Syrie de 2015. Disponible sur YouTube, ce documentaire indépendant, écrit et réalisé par Raphaël Berland, n'a pas perdu de son intérêt malgré les « évolutions » qu'a connues depuis la Syrie.

Loin des diabolisations entretenues, le journaliste Berland a donc interviewé une diversité d'acteurs syriens en novembre 2015. Ceux-ci vont du politique au religieux, du combattant à une directrice d'école, en passant par des journalistes, un poète ou un célèbre DJ de Damas. Oscillant entre sociopolitique et socioculturel, le « Voyage » fait tomber plusieurs lieux communs et propagandes occidentales...

Dans une immersion très réussie, l'auteur dépeint notamment sa visite du quartier du vieux Damas « qui est à l'image de la Syrie tout entière : y cohabitent, en harmonie, des mosquées et des églises, des chrétiens et des musulmans ; au moment même de notre visite, des combats se déroulent à quelques centaines de mètres et pourtant les habitants ont l'air de vivre normalement. »

Il enchaîne sur le christianisme syriaque, largement méconnu en France comme en Europe. « Les Syriaques sont les habitants d'origine de la Syrie. Ils ont aidé à faire la liaison entre les civilisations grecque et arabe. Avec leur ancienneté dans la religion chrétienne, ils ont ouvert les portes de Damas et d'autres villes syriennes à l'Islam. Mais l'histoire les a oubliés et leur nombre s'est réduit avec le temps. Aujourd'hui, les Syriaques sont dispersés dans le monde, en Europe, aux États-Unis en Australie ou dans le sud de l'Inde », explique le Père Gabriel, prêtre syriaque habitant Damas.

Tout au long de son « Voyage », Berland cherche à évaluer si les journalistes qui travaillent en Syrie « sont étroitement contrôlés par

le pouvoir ou s'ils peuvent plutôt librement faire leur travail » ? Réponse de son alter ego syrien, Yad Ruder : « Les journalistes syriens critiquent, chaque jour, le gouvernement, dans leur média et sur les réseaux sociaux ». Tout en concédant qu'il existe « des lignes rouges » pour le gouvernement syrien « qui tolère la critique publique, mais pas, par exemple, les insultes contre l'armée syrienne – sur les réseaux sociaux ou ailleurs – parce que nous sommes en guerre. »

Dans un hôtel de Lattaquié, par une nuit étoilée, sur fond d'horreurs de guerre, le poète Fayçal El Haeck Ali confie à Berland : « La Syrie est comme un Phénix... Nous, Syriens, nous réjouissons avec le soleil et avec la pluie, et n'allons jamais nous résigner à l'obscurantisme. » À Damas, sur une terrasse bruyante de Café, le DJ Saad complète : « Moi, je ne fais pas de politique ; mon arme, c'est la musique. Je tente de créer une musique orientale avec des influences françaises et anglaises. Nous aimons les Français sans rien attendre d'eux. Ici, c'est un peuple aimé, avant la crise et encore maintenant, malgré que leur gouvernement combat le nôtre. »

Au final, ce « Voyage au pays » – que désormais Bachar al-Assad a fui pour Moscou – est aussi un témoignage, précieux et diversifié, d'une période où vibrerait l'espoir d'un retour à l'unité et l'indépendance syriennes. On sait, hélas, ce qu'il en est advenu...

Aujourd'hui dirigée par Ahmed al-Chaara — ex-chef terroriste d'Al-Nosra et pantin des USA et d'Israël —, la Syrie est encore loin de pouvoir restaurer sa souveraineté et son indépendance.

Une « donne » actuelle qui fait conserver toute sa pertinence à la dédicace choisie par Raphaël Berland en ouverture de son documentaire : « au peuple syrien, dans toute sa diversité, et, plus généralement, à tous les peuples victimes de la guerre. » ■

Syrie : Quel rôle la CIA et le MI6 ont ils joué dans le recyclage d'Al-Joulani ?



| Les multiples facettes d'Ahmed al-Charaa. (Source : XMedia)

Le 15 mai dernier, le quotidien Le Monde publiait un article réservé aux abonnés, mais qui laissait à lire la déclaration suivante de Robert Ford, ex-ambassadeur des États-Unis en Syrie :

« L'intérêt américain en Syrie est de combattre le terrorisme, et particulièrement l'organisation État islamique (EI). C'est ce que fait Ahmed al-Charaa depuis 2014, livrant des batailles difficiles contre eux à Idlib, Alep ou Rakka¹ ».

Ahmed al-Charaa, alias al-Joulani, étant le chef du Front Al-Nosra devenue Hay'at Tahrir al-Cham ou HTC ; ces quelques lignes stipulent que nous avons désormais affaire à des terroristes halals (licites) appartenant à HTC, et des terroristes harams (illicites) appartenant à l'EI ou Daech.

Comment en sommes-nous arrivés là ? La réponse nous est donnée par Robert Ford lui-même, lors d'une conférence tenue le 1er mai devant le Baltimore Council on Foreign Affairs, mais dont la vidéo n'a été publiée que le 13 mai sous le titre : « Les rebelles syriens gagnent – Et maintenant ?² ».

Nous laisserons de côté les passages propagandistes de son discours destinés à nourrir ses manœuvres fondées sur les divisions ethniques et confessionnelles. Elles ont suffisamment nui à toutes les composantes de la mosaïque syrienne en train d'exploser.

En revanche, il ne nous paraît pas inutile de dérouler la technique anglo-saxonne de blanchiment d'al-Joulani, le chef de l'organisation terroriste HTC issue d'Al-Qaïda, laquelle a été créée et soutenue par Obama et Hilary Clinton, cette dernière l'ayant publiquement reconnu, alors que le président Donald Trump a clamé haut et fort que les deux ont aussi créé l'EI (Daech). Combien de fois faudra-t-il le rappeler pour que Robert Ford et ses partenaires cessent

de faire croire qu'ils comptent sur al-Joulani et son HTC pour se débarrasser de Daech ? De quoi se demander s'ils ont jamais combattu le terrorisme en Syrie.

Une technique de blanchiment pernicieuse, qui absout al-Joulani de tous ses crimes et lui donne le bon Dieu sans confession. Une propagande de bas niveau, néanmoins adoptée par les pays de l'OTAN, l'Union européenne, les gouvernements arabes et plus particulièrement les Pays du Golfe, parce qu'il est désormais clair que le sous-sol de la Syrie et ses eaux territoriales occupent une situation hautement stratégique au cœur du monde, et que ses richesses font d'al-Joulani un nabab oriental peut-être aussi riche que tous les autres, tant qu'il restera aux commandes distribuant les ressources du pays contre sa légitimation et la bénédiction de ses donneurs d'ordre.

Seuls les Israéliens refusent de blanchir al-Joulani alors qu'ils ont publiquement soutenu son terrorisme en Syrie et, qu'en retour, il leur a ouvert grand les portes du pays, n'a même pas réagi à leurs centaines de raids aériens depuis le 8 décembre 2024, ni à leur occupation déclarée du Sud syrien, ni à leurs balades touristiques, médiatiques, mémorielles et immobilières à Damas ou ailleurs. Ce qui risque de mener à une confrontation indésirable entre les deux alliés des USA, Israël et la Turquie, comme l'explique Robert Ford lui-même dans son discours. D'où sa recommandation à l'investisseur immobilier et Envoyé spécial des États-Unis au Moyen-Orient, Steven Witkoff, de faire en sorte que cela n'arrive pas.

Pour rappel, Robert Ford, nommé ambassadeur des États-Unis en Syrie en janvier 2011, a joué un rôle majeur dans la mobilisation des premiers manifestants à Damas et notamment à Hama, ce qui avait provoqué la colère du gouvernement syrien et incité Washington à le rappeler en 2014, sans lui nommer de successeur. Mais, nous avons



S'exprimant au Conseil des affaires étrangères de Baltimore le 5 mai 2023, lors d'une conférence intitulée « Les rebelles ont gagné en Syrie... et maintenant ? », le diplomate américain Robert Ford admet que lui-même et le MI6 britannique ont contribué à redorer l'image d'Abou Mohammed al-Joulani. – Capture d'écran

appris hier, 21 mai, que Washington va nommer son ambassadeur en Turquie en tant qu'Envoyé spécial pour la Syrie³. Il s'agit de M. Thomas Barrack, diplomate libano-américain, ami de longue date du président Donald Trump, homme d'affaires et également investisseur dans le secteur immobilier. À bon entendeur salut...

Ci-dessous, un extrait de cette conférence de Robert Ford concernant al-Joulani. Découvrez ses arguments et demandez-vous s'il vous aurait convaincu que ce « type », tel qu'il le décrit, est celui qui débarrassera le Levant et le monde du terrorisme, comme il le prétend, abstraction faite de la confiance que certains médias et gouvernements dits civilisés lui ont prétendument accordée :

« Premièrement, ce type [al-Joulani], comme Roy [le président du Conseil] a dit, faisait partie d'Al-Qaïda en Irak. Je me trouvais en Irak entre 2000 et 2003. J'ai servi jusqu'en 2010 avec des vacances de 20 mois pour bonne conduite. Par la suite, ils m'ont nommé ambassadeur en Algérie. Puis, Condoleezza Rice m'a envoyé de nouveau en Irak au moment où ce type — qui se trouve à gauche de la diapositive et qui est maintenant devenu président de la Syrie — était un éminent chef de l'organisation Al-Qaïda à Mossoul, une ville au nord de l'Irak.

Vous vous rappelez sans doute qu'à cette époque Mossoul était l'un des pires endroits pour les Américains qui se trouvaient en Irak. En vérité, le département d'État des États-Unis y a perdu cinq de ses diplomates lors de deux explosions successives de voitures piégées, et des centaines de soldats américains y ont été tués ou blessés aux mains de ce type et de ses combattants.

Début 2023, une ONG britannique spécialisée dans la résolution des conflits m'a sollicité pour l'aider à extirper ce type du monde du terrorisme et de l'introduire dans celui de la politique régulière. Je dois vous dire que j'avais beaucoup hésité à y aller, en m'imaginant en combinaison orange avec un couteau sur ma gorge. Mais après en avoir parlé à nombre de personnes qui étaient allées là-bas, l'une d'entre elles l'ayant rencontré, j'ai décidé de saisir l'occasion.

Quand j'ai rencontré ce type pour la première fois, son nom de guerre était Abdul Qader al-Joulani. Mais, son vrai nom est Ahmad al-Charaa. Il ne l'a révélé au monde qu'après avoir capturé Damas lors d'une guerre éclair en décembre 2024, c'est-à-dire depuis cinq mois environ. Je lui ai dit en arabe, d'aussi près que je le suis de Roy en cet instant : « Jamais au grand jamais, je ne me serais imaginé m'asseoir à vos côtés avec une longue

barbe et en habit militaire ». Il m'a regardé et m'a répondu très calmement : « Wa la ana... moi non plus. » Nous avons ensuite eu une discussion plutôt civilisée. Si je vous rapporte cette conversation c'est parce qu'il a dit quelque chose qui a piqué ma curiosité. Il ne s'est jamais, jamais, excusé à propos des attaques terroristes en Irak ou en Syrie, celles menées en Syrie ayant été beaucoup moins importantes qu'en Irak, mais il a dit : « Maintenant, je gouverne une région du nord-ouest de la Syrie contrôlée par l'opposition et je suis en train d'apprendre que les tactiques et les principes que j'appliquais en Irak ne sont plus applicables lorsqu'il vous revient de gouverner quatre millions de personnes. »

Il s'agit d'une région (plus précisément, la région d'Idlib, le fief d'al-Joulani contrôlé par les factions armées du Front al-Nosra et la Turquie ; Ndt) qui comptait 2 millions d'habitants, auxquels se sont ajoutés deux autres millions de réfugiés venus d'autres régions de Syrie, d'où les quatre millions au total. Il a dit aussi : « Je suis en train d'apprendre que pour gouverner, vous devez faire des concessions. »

J'ai été très impressionné par cela. Cette (première conversation avec al-Joulani) a donc eu lieu en mars 2023, c'est-à-dire, il y a un peu plus de

deux ans. Une deuxième a eu lieu en septembre (les deux rencontres ayant eu lieu à Idlib ; Ndt). Puis, je suis retourné en Syrie en janvier (2025).

Oh, j'ai oublié de dire que les deux fois, nous avons rencontré les communautés chrétiennes de la région [...] Et, avant de le quitter, je lui ai dit en arabe : « Qu'en est-il de l'unique propriété qui n'a pas été restituée (aux Syriens chrétiens, par un groupe de terroristes) ». Il a dit : « Je préfère agir de manière politique plutôt que de mener une bataille armée contre ce groupe. »

Pourquoi je vous raconte cette longue histoire (de la prétendue extrême satisfaction des Syriens chrétiens du gouvernement actuel ; Ndt) ? Parce que si vous suivez les nouvelles de Syrie, vous savez qu'il y a eu des assassinats portant sur la communauté Alaouite de la côte syrienne en mars dernier (et qui continue avec enlèvements de femmes, d'enfants et trafic d'organes de surcroît ; Ndt) et des combats autour de Damas ces derniers jours. Or, Charaa, ce type, a envoyé des forces mais n'a pas ouvert le feu, ne s'est pas attaqué aux milices qui ne sont que vaguement sous son commandement ou aux milices qui rejettent la loi de Damas. Il essaye de

réunir les gens et de leur parler. Ce qui n'est pas la manière dont Al-Qaïda est supposée diriger le monde. Non... je ne plaisante pas.

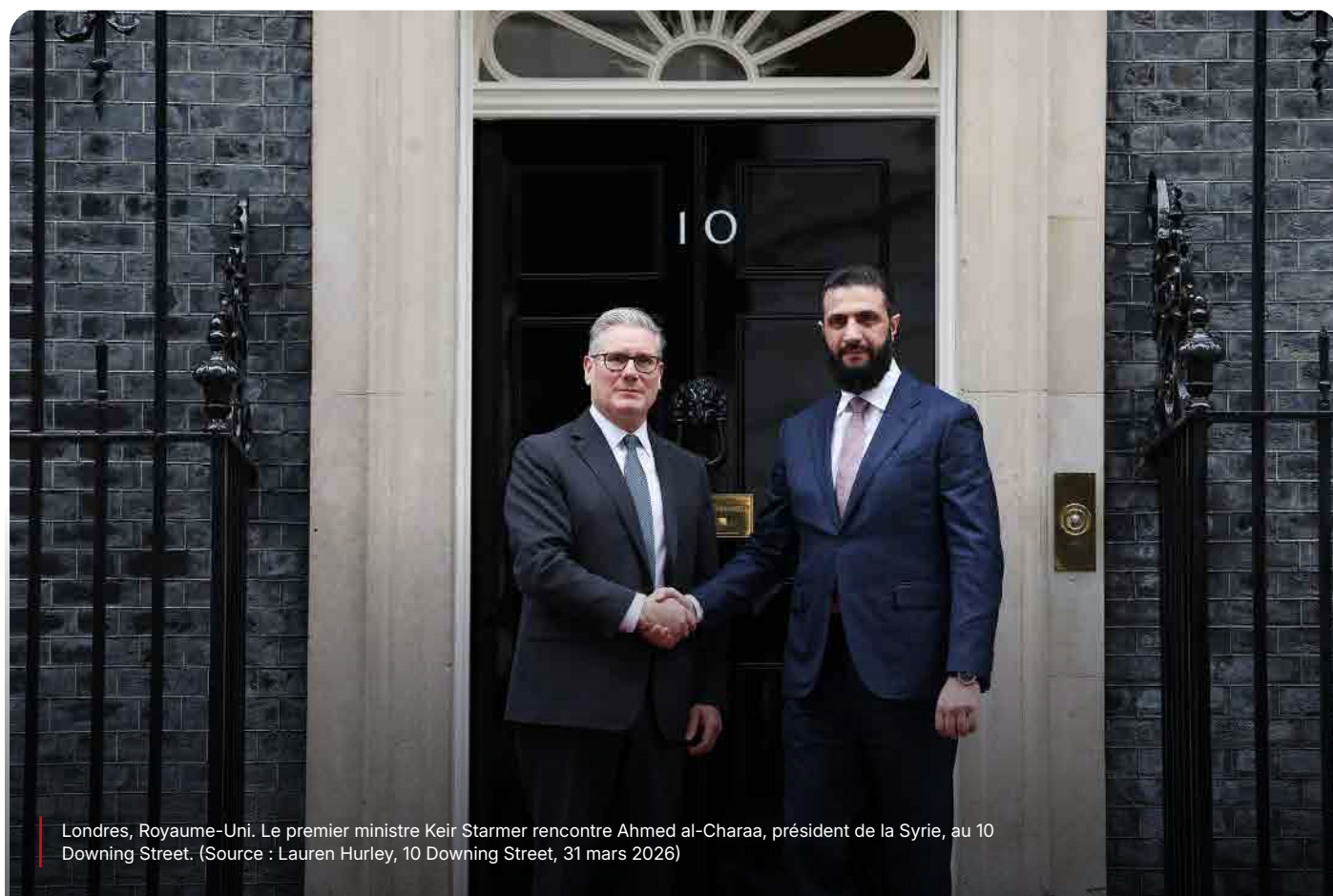
Tony Blinken m'a appelé en décembre quand le gouvernement est tombé. Je me trouve dans le Maine en pleine grosse tempête de neige et je me demande si tout cela n'est pas surréel. Je suis installé dans mon salon en train de regarder la neige et Tony Blinken m'appelle pour me demander que faire à propos de la Syrie !

Il a dit : « Robert, sais-tu ce que nous devons faire ? Devons-nous lui parler ? Qu'en penses-tu ? ». Il savait que j'avais rencontré Charaa deux fois en 2023, parce que je les avais informés. Il a ajouté : « Que penses-tu de lui ? ». J'ai dit : « Je ne pense pas que c'est le genre de type qui correspondrait à l'idée que nous nous faisons d'Al-Qaïda ». J'ai ici des exemples de choses qu'il a faites qui m'amènent à penser qu'il est différent.

Pour commencer, voici son épouse. Combien parmi vous ont-ils jamais vu une photo de l'épouse d'Ousama ben Laden ? Combien parmi vous ont-ils jamais vu une photo de l'épouse d'Al-Baghdadi, le chef de l'EIIL (Daech) ? Il connaissait Al-Baghdadi. Il a travaillé avec lui en Irak.

La voici sur cette photo du retour de leur pèlerinage à la Mecque. Elle est très clairement identifiée par les médias comme étant Madame Charaa. Et Charaa l'a présentée aux médias ; ce qui ne se fait pas dans les cercles de djihadistes salafistes traditionnellement intransigeants. Cela ne s'est jamais fait. Jamais ! Elle a accueilli des réunions avec des organisations de la société civile en présence des médias ; ce qui ne se fait pas et ne s'est tout simplement jamais fait.

Et maintenant, je vais vous donner juste un petit aperçu sur l'idéologie islamiste des djihadistes salafistes. Ici, aux USA, la légitimité d'un gouvernement vient des élections et de la Constitution. Si vous êtes des djihadistes salafistes d'Al-Qaïda, la légitimité d'un gouvernement ne vient pas des élections parce qu'elles élisent des individus qui légifèrent. Ils disent que les individus sont faillibles et que les seules sources infaillibles de légitimité sont Dieu, les lois de Dieu : la Charia. Donc si vous appelez à des élections, ils diront que vous êtes un infidèle. C'est pourquoi il n'y a pas eu d'élections en Afghanistan, par exemple, où Ousama ben Laden n'a jamais appelé à organiser des élections. Et, les types d'Al-Qaïda, comme ce type, ont abso-



Londres, Royaume-Uni. Le premier ministre Keir Starmer rencontre Ahmed al-Charaa, président de la Syrie, au 10 Downing Street. (Source : Lauren Hurley, 10 Downing Street, 31 mars 2026)

lument rejeté les élections en Irak. J'y étais pour organiser les élections avec le gouvernement américain et il les a rejetées quitte à faire exploser des bureaux de vote. Il ne s'en est jamais excusé, ce que je veux souligner et que j'ai dit à Blinken.

Mais il y a un mois, il a dit : « Nous allons organiser des élections en Syrie. Ce ne sera pas tout de suite. Ce sera dans trois ou quatre ans, mais nous organiserons des élections (faux : il a dit 5 ans). Tu ne peux pas être un djihadiste salafiste et appeler à des élections. Ça ne marche pas. [...] »

Et lorsque je l'ai rencontré au palais présidentiel (à Damas) en tant que nouveau président, je lui ai dit : « Jamais au grand jamais, je me serais attendu à vous voir en ce lieu ».

Il a souri discrètement et a répondu : « J'aime vous surprendre continuellement Monsieur l'ambassadeur ». Il a le sens de l'humour ! Je ne pense pas qu'Al-Qaïda possède habituellement le sens de l'humour. »

Qui est donc cette ONG britannique qui aurait transmis cet humour à al-Joulani, grâce au concours de Robert Ford qui pavoise et lance des

wow et des waou tout au long de sa plaidoirie euphorique face au spectacle de trois pays du Levant, l'Irak, la Palestine et la Syrie, tombés dans l'escarcelle anglo-saxonne grâce aux proxys terroristes et/ou sionistes ?

La réponse serait d'abord venue d'un site saoudien dans un article publié le 21 mai sous le titre : « Independent Arabia révèle l'identité de l'organisation britannique qui a entraîné Charaa à la politique⁴ ». Il s'agirait d'Inter-Mediate qui se présente en tant qu'organisation à but non lucratif opérant à partir de Londres pour soutenir les processus de paix et les canaux de dialogue dans certaines des zones de conflit les plus difficiles du monde. Elle a été fondée en 2011 par Jonathan Nicholas Powell qui a été chef de cabinet de Downing Street de 1997 à 2007 sous Tony Blair. Depuis le 2 décembre 2024, il occupe le poste de conseiller à la sécurité nationale du Royaume-Uni sous la direction de Keir Starmer.

Depuis, le gouvernement d'al-Joulani a nié le récit de Robert Ford en parlant de délégations venues étudier

l'expérience de sa gouvernance à Idlib, et les médias ainsi que les réseaux sociaux en langue arabe sont en effervescence. La chaîne I24 News arabe a traité l'information sous le titre : « Quel rôle les services de renseignement britanniques et américains ont-ils joué dans l'ascension d'Ahmed al-Charaa ? » ; le journaliste, Ata Farhate ayant insisté sur les points suivants :

« La chute du régime syrien est la conséquence d'un jeu international et régional, et non du rôle tenu par le Front Al-Nosra ou l'une des multiples factions militaires en Syrie. De ce fait, de nouveaux éléments ont commencé à émerger. Les services de renseignement britanniques et américains étaient en contact avec

Les services de renseignement britanniques et américains étaient en contact avec al-Charaa, l'avaient sélectionné depuis plusieurs années jusqu'à devenir ses principaux partenaires et le soutenir financièrement.

al-Charaa, l'avaient sélectionné depuis plusieurs années jusqu'à devenir ses principaux partenaires et le soutenir financièrement. Un rapport militaire américain a même parlé de l'octroi de 100 millions de dollars à Idlib pour soutenir économiquement al-Joulani dans les zones qu'il contrôlait, afin d'y maintenir la stabilité. Un autre point

important est que Jonathan Powell et Robert Ford ont joué un rôle clé auprès des agences américaines et britanniques qui ont conçu le plan l'ayant porté au pouvoir à Damas.⁵ » C'est sans doute ce qui flatte l'ego de Robert Ford et laisse à penser que dans son imaginaire, il occupe toujours le poste d'ambassadeur des

« Malheurs-Unis » (jeu de mots : en arabe, al-waylate veut dire malheurs et les États-Unis se traduisent par al-wilayate al-mouttahida), titre qui lui est attribué par nombre d'analystes depuis ses prouesses révolutionnaires en Syrie.

Notes :

(1) Robert Ford, ancien ambassadeur des États-Unis à Damas : « En Syrie, al-Charaa est le meilleur outil pour les États-Unis contre l'organisation État islamique », Le Monde, 15 mai 2025

(2) « Syrian Rebels Win – Now What ? », Baltimore Council on Foreign Affairs, YouTube, 12 mai 2025

(3) Le Libano-Américain Thomas Barrack, actuel ambassadeur US en Turquie, va être nommé « envoyé spécial pour la Syrie », L'Orient-Le Jour, 21 mai 2025

(4) « Independent Arabia révèle l'identité de l'organisation britannique qui a formé politiquement Al-Sharaa.

(5) i24 news : Quel rôle les services de renseignement britanniques et américains ont-ils joué dans l'ascension d'Ahmed al-Sharaa ?



Mouna Alno-Nakhal

Autrice et militante française, connue pour ses analyses géopolitiques centrées sur le Moyen-Orient, notamment la Syrie, le Liban et le Qatar. Elle est cofondatrice de l'organisation de solidarité avec la Palestine « La Pierre et l'Olivier » et a siégé à la commission d'enquête non gouvernementale sur la vérité en Libye.

Chronique du jour d'avant demain - Le Liban toujours debout

Deux musiciens de rue jouent du violon et du tambour, sous le regard amusé des passants et l'intérêt manifesté par un enfant. Melih Özmen



Je voulais dans cette chronique parler de bien des choses, chacune si importante en elles-mêmes : la résistance glorieuse de l'Iran, le détroit d'Ormuz la tragicomédie burlesque trumpienne etc. Et puis j'ai commencé à parler du Liban et je ne pouvais m'arrêter. Les souvenirs de la guerre civile attisée par Israël remontaient, douloureux, insupportables. L'Histoire va-t-elle se répéter. Les gens ont-ils la mémoire aussi courte ?

18 avril 2026. La mort tragique d'un soldat français de la FINUL au Liban est l'occasion d'un déferlement de rage contre le Hezbollah, avant même les résultats de l'enquête sur les plateaux de la pensée unique. Un agent du Mossad, Raphael Jerusalmy, livre son analyse sur l'un de ces plateaux d'information. C'est un habitué, il y est comme chez lui. Petits yeux cruels,

écume aux commissures des lèvres, bouche en rictus permanent, toute la laideur du monde sur un seul visage, il est connu dans la France médiatique qui lui ouvre les bras. Il a justifié en live tous les crimes possibles et imaginables avec une froideur qui devraient donner froid à ses hôtes, tant ils en disent long sur son parcours. Il avait même débordé le Proche-Orient, et préconisé en direct l'assassinat de Poutine et de bien d'autres. Autant d'appels au meurtre et à la haine qui auraient justifié partout ailleurs une poursuite en justice. Mais le système régnant préfère réserver ses poursuites aux Français qui dénoncent les crimes israéliens. C'est dire ce qu'est devenu l'information en pays « civilisés » et des « droits de l'homme » à l'époque de Netanyahu et Trump. La déontologie professionnelle y a depuis longtemps fait naufrage. Aucune information donnée par Jerusalmy, seulement de la propagande, émaillée de critiques pour certaines positions

officielles françaises, et même de menaces voilées pour ceux, qui sur les plateaux, osent parler, pourtant avec maintes précautions, de crimes de guerre israéliens. Autant dire que les animateurs de plateaux le ménagent. On ne sait jamais...

Quand le loup se fait agneau

Mais aujourd'hui, miracle, le loup est devenu agneau et Jerusalmy parle soudain d'un sujet qui ressemble à un blasphème dans sa bouche : la paix entre le Liban et Israël. On sent d'ailleurs aux mouvements de sa glotte que ça passe difficilement. L'air tout attendri, empathique qu'il essaie d'afficher, est assez comique. Que s'est-il passé ? Tout simplement la nouvelle ligne éditoriale donnée par Netanyahu qui a préconisé des discussions directes avec le gouvernement libanais. Elles viennent de se tenir à Washington entre ambassadeurs

des deux pays. Netanyahu s'est mis à aimer le peuple libanais, ce qu'il avait déjà prouvé largement à coup de bombes, d'assassinats de masse et de maisons dynamitées au Sud Liban. Cette orientation directrice de Netanyahu est d'ailleurs immédiatement reprise sur les plateaux, ce qui, accessoirement, sert à dévoiler la proximité de certains avec Israël et le sionisme. En réalité, et c'est tellement visible, tant la ficelle est grosse, Netanyahu veut développer une guerre civile au Liban, Libanais contre Libanais comme Israël l'avait déjà fait de 1975 à 1990, pendant 15 ans plongeant le Liban dans le chaos, armant le parti chrétien des Kataeb, connus surtout sous le nom de « phalanges libanaises », car à leur création en 1938 ils avaient copié la structure d'organisation fasciste. Mais peu importe ce passé et les principes, ils étaient les chéris d'une France toujours présente et influente, partisane et toujours méfiante vis-à-vis de la composante arabe et musulmane de la société libanaise.

Sabra et Chatila, le terrible souvenir

On se souvient du massacre terrible de Sabra et Chatila commis par les phalangistes sous la direction et la protection d'Israël quand 3500 Palestiniens, civils, hommes, femmes et enfants sans défense, à la suite du départ de l'OLP de Beyrouth, ont été impitoyablement massacrés dans ces camps de réfugiés. Lâcheté indélébile. La guerre civile au Liban, attisée par Israël, a fait selon les estimations entre 150 000 et 250 000 morts. La situation au Liban a toujours été liée à la situation en Palestine, c'est un résultat de l'Histoire et de la géographie. Jamais Israël n'a pu faire renoncer le Liban à son devoir de solidarité avec la Palestine, ce qui est d'ailleurs une condition existentielle pour le Liban lui-même. N'oublions pas que le Hezbollah, a été créé en 1982 dans la résistance même à l'envahissement et l'occupation du Liban par Israël. C'est un mouvement de libération nationale. L'opinion aurait-elle la mémoire si courte qu'elle laisserait Israël rejouer le drame de la guerre civile sous couvert de combattre l'Iran ? Aujourd'hui Israël revient pour prélever son tribut de sang. Les signes existent déjà. Les Kataeb avaient fait jonction



Cadavres de réfugiés palestiniens s'entassant dans le camp de Chatila, à Beyrouth au Liban, après le massacre du 16 au 18 septembre 1982 par des milices libanaises chrétiennes, avec l'accord de l'armée israélienne occupant la zone. UNRWA, (1982)

avec l'armée israélienne, au moment de l'invasion du Liban. Ex-alliés d'Israël, ils sont sollicités de nouveau et commencent à réapparaître dans les médias et sur la scène politique, la guerre contre l'Iran leur redonnant plus d'utilité encore.

Israël et les Phalangistes

On est triste de voir certains milieux sociaux au Liban partagés entre le patriotisme et les sirènes de la pax israélienne, malgré le prix terrible payé déjà par le Liban à la volonté, jamais assouvie, de domination israélienne. Depuis le long protectorat français, qui ne semble pas terminé vu le ton d'autorité avec lequel souvent la France officielle s'adresse au gouvernement libanais, le Liban a vu une partie de ses élites s'extravertir totalement, vivant entre Beyrouth et Paris, intégrée à la vie politique française, participant à toutes les « affaires », comme l'a montré l'affaire Sarkozy, vivant de l'exportation des capitaux vers l'extérieur, et empêchant ainsi toute accumulation économique durable au Liban, bref sacrifiant la souveraineté nationale à leurs intérêts égoïstes. Ainsi a fonctionné le Liban, les clivages culturels et identitaires se transformant en problèmes politiques et économiques. Une histoire qu'on retrouve dans bien d'ex-colonies mais qui prend un relief particulier au Liban, où, Israël aidant, les franco-israéliens font souvent la jonction avec les franco-libanais. Le parti Kataeb,

avait voulu monopoliser la représentation chrétienne au Liban mais sans y parvenir face à l'opposition du courant chrétien nationaliste arabe. Les « phalangistes » reviennent aujourd'hui et pointent déjà l'ennemi, le Hezbollah, « proxy de l'Iran ». Inversion totale où celui-là même qui s'était allié à l'envahisseur israélien pendant la guerre civile, traite ceux qui s'étaient opposés à l'agression, et continuent de le faire, de « principal ennemi de la souveraineté libanaise. » Mais Israël et ses supplétifs, n'avaient pas prévu un événement incroyable : dès la nouvelle du cessez le feu, la population du Liban du Sud est revenue en masse, drapeau du Hezbollah flottant au vent, vers sa terre et ses maisons, mêmes détruites, et malgré le danger et la précarité du cessez le feu. Quelle meilleure réponse à donner à ceux qui veulent dresser les Libanais les uns contre les autres.

Sur certains plateaux mainstream, certains regardent, désappointés, ces drapeaux jaunes. Le Liban est debout, malgré les centaines de milliers de réfugiés que l'État sioniste a poursuivis jusqu'à Beyrouth, malgré l'apocalypse sur Beyrouth. D'un seul coup, s'écroule tout ce récit opiniâtre, redondant, d'Israël et de ses relais politiques et médiatiques cherchant à présenter le Hezbollah comme une force exogène au Liban, un « proxy », ce mot qu'ils martèlent sans cesse. Ce drapeau jaune est bien celui de la résistance libanaise. Y en a-t-il une autre d'ailleurs ?

Portrait d'un supplétif

Il faut parfois donner un visage à certains comparses de cette propagande effrénée contre la résistance libanaise. L'un de ces visages est celui d'Antoine Basbous. Il est invité régulièrement sur les plateaux, à chaque aventure, à chaque agression contre un pays arabe. Il est présenté sous le label ronflant de fondateur d'un mystérieux « Observatoire du monde arabe ». Son expertise consiste à donner des informations qu'il aurait de première main à partir de son réseau arabe. Elles sont plutôt de nature anecdotique, généralement incontrôlables, mais il les apporte comme on vend un plat tout chaud. Il émaille ses interventions de mots ou de noms arabes, une touche locale qu'il juge à même de valoriser ses services et son expertise. Mais l'essentiel de ses interventions n'ont rien à voir avec de l'information, et consistent en des interprétations personnelles ou des opinions, qu'il veille toujours à appuyer d'un mépris ostentatoire pour la partie arabe, quelle qu'elle soit d'ailleurs, amie ou ennemie de l'Occident, selon ses critères. Les prévisions, dans lesquelles il se hasarde, sont régulièrement démenties par la réalité mais

il n'en a cure comme ses employeurs d'ailleurs, son rôle étant de l'ordre métaculturel, celui de conforter les idées reçues, et de rassurer sur l'éternité de la domination occidentale. Ce même 18 avril, face aux images des drapeaux du Hezbollah, Basbous commente, exaspéré :

« ils crient victoire alors qu'ils ont été détruits, leurs dirigeants tués, ils font toujours ainsi, ils sont dans le déni de la réalité ». D'évidence il ne peut pas comprendre ce qu'est la résistance et qu'on puisse résister à plus fort. Cela lui est intrinsèquement impossible à même imaginer.

C'est une constante de l'Histoire de mettre en scène de tels personnages qui viennent des pays dominés pour proposer au maître leur supposée expertise. Ils font de ce service leur fonds de commerce. En fait, ils finissent par intoxiquer leur propre maître tant ils veulent lui faire plaisir et parviennent à lui ressembler.

Dans l'agression contre la Libye, Antoine Basbous avait poussé le zèle jusqu'à proposer tout simplement sur les plateaux « qu'on loge, pour en finir, une balle dans la tête de Kadhafi ». Sur le Liban, il exultait à la nouvelle de l'assassinat ciblé de Nasrallah et des dirigeants du Hezbollah, prédi-

sant l'effondrement rapide désormais de toute résistance. Il avait fait de même après l'assassinat des dirigeants iraniens, dans une joie débordante, indécente pour la mort de ceux qui avaient osé s'opposer au maître et qui décidément n'avaient pas compris ce que lui, Antoine Basbous, avait su comprendre depuis longtemps, le confort de la soumission. Aujourd'hui il déchante évidemment mais il recommencera. C'est une seconde nature.

La FINUL

Mais revenons à ce sujet de la FINUL. Un général français, Philippe Sidos, ancien responsable du « bureau de la FINUL » est sollicité sur le sujet de cette mort tragique d'un soldat français. Mais il déborde le sujet pour parler de sa propre expérience à la tête de cette force. Il se veut honnête et parler vrai. On découvre alors un parti pris flagrant contre le Hezbollah pour une force supposée neutre et de paix. On en oublierait que le Hezbollah est libanais, et qu'il est, lui, au contraire de l'armée israélienne, sur son territoire, chez lui. Pour appuyer sa position, le général se réfère sans cesse à la résolution 1701 du Conseil de sécurité qui



19 avril 2026 – Beyrouth, Liban – Le chef de mission et commandant de la force de la FINUL, le général de division Diodato Abagnara, rend hommage au sergent-chef Florian Montorio, soldat de la FINUL décédé hier lors d'un tragique incident à Ghanduriyah. (Source : FINUL)

régit l'action et les pouvoirs de la FINUL. Comme on aimerait qu'on parle ainsi des dizaines de résolutions qu'Israël a superbement ignorées, avec la complicité des États-Unis et d'autres puissances occidentales. Le fameux deux poids deux mesures est ici si flagrant que les bras vous en tombent. En fait, dès le départ, les dés sont pipés. Dans ses propos, le général met Hezbollah et Israël sur le même plan alors qu'Israël est une force occupante et que du point de vue du droit international, toute résistance à l'occupant est légitime. Il ne les renvoie même pas dos à dos car, pour lui, la mission de la FINUL est de désarmer le Hezbollah. On comprend, au passage alors, comme il le mentionne incidemment, pourquoi c'est Israël et les États unis qui ont tenu à la prolongation de la mission de la FINUL jusqu'à la fin 2026. En somme on donne à la FINUL la responsabilité que n'a pas pu prendre en charge l'État Libanais, ou qu'il s'est refusé de prendre malgré les pressions, car elle conduit fatalement à un affrontement entre Libanais. N'est-ce pas d'ailleurs le but caché de ces appels incessants à désarmer le Hezbollah ?

Que le lecteur n'oublie pas ces plaies ouvertes de l'Histoire, quand l'OLP a quitté Beyrouth pour la Tunisie, confiante dans les garanties qu'on lui avait données. Alors a commencé le massacre des Palestiniens. Je me souviens d'une phrase cynique d'un habitué des plateaux mainstream : « L'opinion publique a la mémoire courte ». Tout le secret de la propagande est peut-être là.

Comme nous le décrit le général Sidos, cette force de la FINUL, du moins dans sa composante française, passait donc le plus clair de son temps à rechercher les caches d'armes ou de munitions du Hezbollah. Posons une question bien innocente : Pourquoi désarmer le Hezbollah et pas Israël ? Et pourquoi, pour continuer, dans le registre des questions innocentes, déployer la FINUL en territoire libanais et pas en territoire israélien ? Le territoire libanais et ses populations seraient-ils moins respectables, moins « civilisés » que le territoire israélien ?

Une « ligne jaune »

On apprend d'ailleurs, ce jour même du 18 avril, qu'Israël a décidé de déplacer la nouvelle ligne de démarca-

tion de 10 km en profondeur sur le territoire libanais. Il décide d'y tracer une « ligne jaune », terme bizarre, comme sur une autoroute. Sur cette surface, qu'Israël décide de se réserver en dehors de toute règle internationale, (ah ! le respect des frontières si cher à l'Occident dans la guerre en Ukraine) Israël a entrepris de détruire toute vie, de raser toutes les habitations libanaises. Les bulldozers sont déjà à l'œuvre après que les maisons aient été dynamitées. Des maisons si jolies dans ce paysage de collines verdoyantes. Mais ça n'a l'air de ne troubler personne sur des plateaux si prompts à s'indigner quand il s'agit du drapeau jaune du Hezbollah.

L'armée israélienne a pris le goût du sang à Gaza. Elle est devenue un monstre. Elle n'attend que le moment de l'affaiblissement du Hezbollah pour de nouveau fondre sur une population sans défense. S'il vous plaît, portez secours au Liban. Ne laissez pas faire de nouveaux Gaza. ■



Djamel Labidi

Le professeur Djamel Labidi est Docteur en Économie du développement et Professeur des universités, à l'Université Alger 2, cours Sociologie, et Économie de l'Éducation. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont Science et pouvoir en Algérie, deux tomes, OPU, 1993.

L'Olivier et le drone



Un olivier a pris feu à la suite de l'explosion d'une grenade lacrymogène lors d'une manifestation contre la confiscation de terres. (2016)

Il existe des conflits qui saturent les écrans puis disparaissent. D'autres traversent les décennies sans quitter les consciences. La question palestinienne appartient à cette seconde catégorie.

Depuis près d'un siècle, elle revient inlassablement au centre du regard mondial. Non parce qu'elle serait le plus ancien des conflits ou le plus meurtrier, mais parce qu'elle touche à quelque chose de plus profond : deux manières d'habiter le monde.

Depuis des décennies, les analyses se succèdent : frontières, résolutions internationales, négociations

avortées, rapports de force régionaux, calculs diplomatiques. Toutes ces dimensions sont réelles. Toutes sont importantes. Pourtant, elles laissent échapper une part essentielle de ce qui se joue sous nos yeux.

Car la Palestine n'est pas seulement un territoire disputé. Elle est devenue le lieu où se rencontrent, de manière particulièrement visible, deux conceptions du rapport à la terre, au temps et à la mémoire.

D'un côté, un monde ancien, fondé sur l'enracinement. De l'autre, un monde dominé par la technologie, la gestion et le contrôle des espaces. Entre

les deux, l'olivier et le drone sont devenus, presque malgré eux, les symboles d'une confrontation qui dépasse largement les frontières de la région.

L'olivier n'est pas un arbre comme les autres. En Palestine, il est bien davantage qu'un élément du paysage ou qu'un produit agricole. Il représente une continuité. Il relie les générations entre elles. Il marque l'appartenance à un lieu. Il témoigne d'une présence humaine dans le temps long.

Certains oliviers ont vu naître, vivre et mourir plusieurs dizaines de générations. Ils ont traversé les empires, les guerres, les changements de souveraineté. Ils constituent une mémoire silencieuse du territoire. Dans un monde où tout s'accélère et s'oublie, ces arbres rappellent que certaines choses exigent du temps pour exister vraiment.

Cette relation à la terre ne se réduit pas à une question économique. Elle touche à l'identité même des individus et des communautés. Le village, la maison familiale, le verger, le puits, le cimetière, les sentiers empruntés depuis l'enfance forment un ensemble de repères qui donnent sens à l'existence.

Pourtant, depuis 1967, plus de 800 000 oliviers palestiniens ont été arrachés par l'armée israélienne ou par des colons — certaines sources évoquent jusqu'à 2,5 millions d'arbres toutes espèces confondues. En 2023, plus de 10 000 oliviers ont été vandalisés. Chaque saison des olives ramène son lot d'arbres brûlés, coupés ou volés. Derrière ces chiffres se cachent 80 000 familles qui voient disparaître à la fois leur revenu et une part de leur mémoire vivante.

Au-dessus de Gaza, le drone impose son ombre obsédante. Son bourdonnement sourd et ininterrompu, cette « zanana » qui ne s'arrête jamais, incarne une nouvelle forme de terreur : celle d'être constamment observé, traqué, potentiellement frappé, sans jamais savoir quand le bruit se transfor-

mera en explosion. Il est la voix mécanique de l'occupation du ciel, l'angoisse faite son.

Le XXI^e siècle est celui des systèmes. Les satellites observent les mouvements à l'échelle de la planète. Les algorithmes analysent les comportements. Les drones surveillent, cartographient et interviennent à distance. La technologie transforme progressivement les espaces en ensembles de données exploitables. Le territoire devient un objet de gestion, de contrôle et d'optimisation.

Dans ce contexte, le drone possède une portée symbolique particulière. Là où l'olivier représente le temps long, le drone incarne l'instantanéité. Là où l'olivier plonge ses racines dans le sol, le drone observe depuis le ciel. Là où l'olivier évoque la transmission, le drone évoque l'information. Là où l'olivier appartient à un paysage, le drone appartient à un système. Tout oppose ces deux manières d'être au monde, et c'est précisément cette opposition qui rend le conflit si emblématique.

Bien entendu, ces images ne doivent pas être prises au pied de la lettre. Il ne s'agit pas d'opposer artificiellement tradition et modernité. Les Palestiniens sont pleinement des hommes et des femmes de leur temps. Mais leur combat a conservé une dimension

particulière : celle d'un peuple qui refuse que la terre de ses ancêtres soit réduite à une simple donnée géographique et qui continue de voir dans chaque village, chaque maison et chaque olivier une part de son histoire vivante.

C'est sans doute pour cette raison que la question palestinienne continue de résonner bien au-delà du Moyen-Orient. Dans le Sud global, beaucoup y voient moins un conflit régional qu'une histoire universelle de dépossession, de résistance et d'attachement à la terre. Cette résonance ne s'arrête pas aux victimes directes de la dépossession. Partout, y compris au sein des sociétés les plus privilégiées, les individus éprouvent la sensation que les lieux perdent leur densité. Les paysages se ressemblent davantage. Les centres commerciaux remplacent les places publiques. Les écrans occupent une part croissante de l'expérience quotidienne. Les communautés locales s'affaiblissent tandis que les réseaux numériques étendent leur influence.

L'homme moderne dispose d'une capacité inédite à communiquer, à se déplacer et à accéder à l'information. Pourtant, il éprouve souvent des difficultés croissantes à se sentir véritablement quelque part. Il visite des lieux sans les habiter, traverse des paysages sans



Vytas-Oliveraie.Unsplash (2020)



les interioriser. Ce malaise silencieux, rarement exprimé, traverse pourtant nos sociétés comme une question sans réponse.

Dans un monde où tout semble devenir mobile, flexible et interchangeable, la Palestine rappelle l'importance persistante des lieux, des racines et de la mémoire. Elle rappelle qu'une maison peut être davantage qu'un bien immobilier, qu'un arbre peut représenter davantage qu'une production agricole, qu'un paysage peut constituer une part essentielle de l'identité humaine.

Au-delà des affrontements, des négociations et des stratégies géopolitiques, la Palestine pose une interrogation que toutes les sociétés devront affronter tôt ou tard : jusqu'où l'être humain peut-il se détacher de ses lieux sans perdre une part de lui-même ? Elle ne fournit pas de réponse simple à cette question. Aucun conflit ne le pourrait. Mais elle nous oblige à la poser.

Peut-être qu'au fond la Palestine ne cesse de revenir parce qu'elle ne parle pas seulement d'un territoire disputé, mais d'une condition humaine en train de se transformer. Entre l'olivier et le drone, entre la lenteur des racines et la vitesse des systèmes, quelque chose se joue qui dépasse les frontières

du Proche-Orient.

Ce n'est pas seulement une histoire de guerre ou de diplomatie. C'est une interrogation plus vaste, presque silencieuse : que devient un monde lorsque les lieux cessent d'être des mémoires et deviennent des données, lorsque les arbres ne sont plus des héritages mais des objets, lorsque les peuples eux-mêmes risquent de n'être plus que des flux ?

Il restera peut-être toujours des oliviers. Et il y aura toujours des drones au-dessus d'eux. Mais entre les deux demeure une question que ni les armées, ni les diplomates, ni les technologies ne pourront jamais entièrement résoudre : que devient l'homme lorsqu'il perd le lien vivant qui l'unit à sa terre, à ses morts et à sa mémoire ?

C'est peut-être pour cela que la Palestine continue de nous parler. Parce qu'au-delà de son drame, elle nous rappelle que les peuples peuvent survivre à bien des épreuves, mais qu'ils cessent d'être eux-mêmes lorsqu'ils cessent d'habiter le monde.

Les bulldozers, les bombes et les drones érodent le cessez-le-feu. Le monde se tait et détourne les yeux. La Palestine, elle, ne se tait pas : elle nous tend un miroir. ■



Mounir Kilani

Mounir Kilani est un auteur et analyste indépendant. Ses écrits portent principalement sur la géopolitique contemporaine, les conflits internationaux, les dérives idéologiques des élites occidentales et la crise de souveraineté des États et des peuples. À travers une approche critique et documentée, il interroge les récits dominants, les mécanismes de propagande et les impasses stratégiques du monde actuel.

Palestine : La vérité nue du monde

Bande de Gaza. Jaber Jihad Badwan, (2025)



Quatre mille embryons, détruits par une frappe au début de décembre 2023. Par où commencer, sinon par un fait que rien ne console ? Il existe une question qui, à elle seule, juge toutes les autres : la Palestine. Depuis des décennies, et aujourd'hui avec une acuité devenue insoutenable, elle agit comme un révélateur : ce qui demeurerait latent dans l'ordre international y apparaît au grand jour ; ce que l'on voulait taire s'y trouve consigné, irréfutable. Gaza n'est pas une anomalie de cet ordre. Elle en est la confession.

C'est pourquoi un journal qui naît — et celui-ci naît avec ce numéro — ne pouvait commencer ailleurs : là où se mesure la valeur réelle de nos mots les plus graves, le droit, l'humanité, la civilisation. À Gaza, les principes comparaissent devant les faits. Les démocraties y révèlent la géométrie variable de leurs indignations ; les institutions, la distance qui sépare leurs proclamations de leur courage ; l'Occident, le reflet qu'il s'efforçait encore d'éviter.

Pour qui vient d'Algérie, rien dans cette mécanique n'est inédit. Nous en connaissons la grammaire, car elle fut écrite sur nos terres avant de l'être ailleurs. En décembre 1852, ma ville, Laghouat, fut livrée à un massacre dont les survivants portèrent longtemps le souvenir comme une blessure murmurée. Un siècle plus tard, des hommes comme Ahmed Chatta — enlevé en 1958, jamais rendu à la terre — payaient encore de leur disparition le seul refus

de se soumettre.

Le colonialisme de peuplement n'invente presque jamais rien. Il déplace, déporte, enferme, efface, rebaptise. Il transforme une présence ancienne en problème administratif, un peuple vivant en obstacle démographique, une terre habitée en espace disponible. Il appelle « sécurité » la conquête, « retour » la dépossession, « civilisation » l'anéantissement, « dommages collatéraux » les vies qu'il a cessé de considérer comme pleinement humaines.

Malek Bennabi nommait colonisabilité la disposition intérieure qui rend une société vulnérable à la domination. Il existe une disposition symétrique : celle du dominateur, qui refuse obstinément l'humanité pleine de celui qu'il foule. De l'Algérie colonisée à la Palestine occupée, les instruments se modernisent, les justifications se perfectionnent ; la logique profonde demeure.

Ce qui distingue notre époque, c'est la sophistication de la mise à mort. Achille Mbembe a donné un nom à cette souveraineté : la nécropolitique, ce pouvoir qui ne se contente plus d'administrer les vivants, mais décide qui peut vivre, manger, être soigné, enfanter ou être enterré dignement — et qui peut être abandonné à la mort. Les chiffres, ici, ne consolent pas : ils accusent. Selon ONU Femmes, plus de trente-huit mille femmes et filles ont été tuées à Gaza entre octobre 2023 et décembre 2025 — au moins quarante-sept

par jour¹. Et ces décomptes officiels restent en deçà du réel : une enquête de terrain publiée en février 2026 par la revue *The Lancet Global Health* estime, pour les quinze premiers mois de la guerre, les morts violentes à plus de soixante-quinze mille, soit environ 53 % de plus que les 49 090 décès alors recensés par le ministère de la Santé — sans compter les morts indirectes ni ceux que les décombres n'ont jamais rendus².

Car ce qui est frappé n'est pas seulement l'existence immédiate d'une population : c'est sa capacité à durer. Le 13 mars 2025, la Commission d'enquête indépendante des Nations unies, présidée par l'ancienne juge Navi Pillay, a conclu qu'Israël avait détruit « en partie » la capacité reproductive des Palestiniens de Gaza par des mesures destinées à empêcher les naissances — l'une des catégories d'actes reconnues par la Convention sur le génocide³. Le rapport documente la destruction systématique des structures de santé reproductive et le bombardement d'Al-Basma, principale clinique de fécondation in vitro du territoire : ces embryons par lesquels j'ai commencé, anéantis sans qu'aucune information crédible n'indique un usage militaire du bâtiment. Israël a rejeté ces conclusions en bloc ; mais on ne réfute pas quatre mille embryons par un communiqué. C'est ce que l'on peut nommer reprocide⁴ : non plus seulement tuer des êtres humains, mais frapper la faculté même d'un peuple à se reproduire, à guérir, à se projeter dans le temps. Tuer un homme, c'est supprimer une vie. Empêcher qu'un peuple renaisse, c'est prétendre l'expulser de l'histoire. Ce qui a sidéré le monde, pourtant, n'est pas seulement l'ampleur de la destruction : c'est le silence organisé qui l'a couverte. Jamais l'humanité n'avait disposé d'autant d'images, de témoignages et de satellites pour voir ; jamais l'écart entre ce qui est vu et ce qui est empêché n'avait été aussi obscène. Les institutions parlent, les chancelleries appellent à la retenue, les résolutions circulent — et les armes continuent d'arriver. J'ai appelé coercition performative cette diplomatie qui met en scène sa fermeté précisément pour éviter de l'exercer : le cessez-le-feu réclamé d'une bouche pendant que l'autre signe les livraisons d'armes.

À cette impuissance calculée s'ajoute parfois une strate plus archaïque :

le cadrage géothéologique. Dans certaines des capitales les plus puissantes, certains responsables et courants influents invoquent la prophétie, l'Armageddon, la fin des temps, comme si la géopolitique n'était plus que l'exécution d'un texte sacré dévoyé. Une politique fondée sur l'intérêt peut encore négocier ; une politique persuadée d'accomplir une prophétie tient toute limite pour une trahison. On ne négocie pas la fin du monde avec ceux qui rêvent de la voir advenir.

Et pourtant, la Palestine demeure. C'est là le scandale que ses bourreaux ne pardonnent pas. Frantz Fanon l'avait compris : le colonisé est d'abord enfermé dans une négation, jusqu'à l'heure où, par son refus même, il se réinvente comme sujet de l'histoire. Ce que les Palestiniens opposent à la machine n'est pas seulement une résistance : c'est un pouvoir de présence, la décision têtue d'être encore là. Rester, c'est contredire la carte. Nommer, c'est contredire l'effacement. Transmettre, c'est contredire l'oubli. Le monde regardait Gaza pour la voir mourir ; c'est Gaza, désormais, qui regarde le monde et le somme de répondre.

Ce renversement oblige d'abord ceux qui écrivent. Dans toute entreprise coloniale, la première bataille est celle des mots : avant de rendre un crime acceptable, il faut lui trouver un nom plus confortable. Contre cette langue de l'euphémisme, une seule exigence : rendre aux choses leur nom. Dire occupation lorsqu'il y a occupation, massacre lorsqu'il y a massacre, peuple lorsqu'un peuple existe, enfant lorsqu'un enfant est tué. Telle est la raison d'être d'une publication comme celle qui paraît aujourd'hui : non pas ajouter du bruit au tumulte, mais tenir un registre — celui des faits, des mots exacts, et de ce que l'on voudra demain nous faire oublier.

La Palestine ne nous demande pas la pitié : elle nous demande la lucidité. Elle tend ce miroir où chacun mesure la distance entre ce qu'il proclame et ce qu'il accepte, entre les principes dits universels et l'usage très sélectif qui en est fait — souveraineté entière pour les uns, conditionnelle pour les autres. Mais elle révèle aussi qu'aucune puissance, si écrasante soit-elle, ne possède éternellement le dernier mot sur la conscience des hommes. Les empires passent. Laghouat se souvient encore de 1852, et la France

n'y règne plus. Gaza, un jour, racontera ses morts à des enfants libres. Ce n'est pas un espoir naïf : c'est une connaissance arrachée à notre propre histoire. La Palestine est la vérité nue de notre monde. Reste à savoir si nous aurons le courage de la regarder en face. ■

Notes :

(1) ONU Femmes, « The Cost of the War in Gaza on Women and Girls », 17 avril 2026 (estimations portant sur la période octobre 2023 – décembre 2025).

(2) Michael Spagat et al., « Violent and non-violent death tolls for the Gaza conflict: new primary evidence from a population-representative field survey », *The Lancet Global Health*, publication en ligne, 18 février 2026, DOI : 10.1016/S2214-109X(25)00522-4. L'étude estime 75 200 morts violentes entre le 7 octobre 2023 et le 5 janvier 2025, contre 49 090 décès recensés par le ministère de la Santé pour la même période.

(3) Commission d'enquête internationale indépendante sur le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et Israël (ONU), « More than a human can bear: Israel's systematic use of sexual, reproductive and other forms of gender-based violence since 7 October 2023 », A/HRC/58/CRP.6, 13 mars 2025, §§ 41–42 et conclusion.

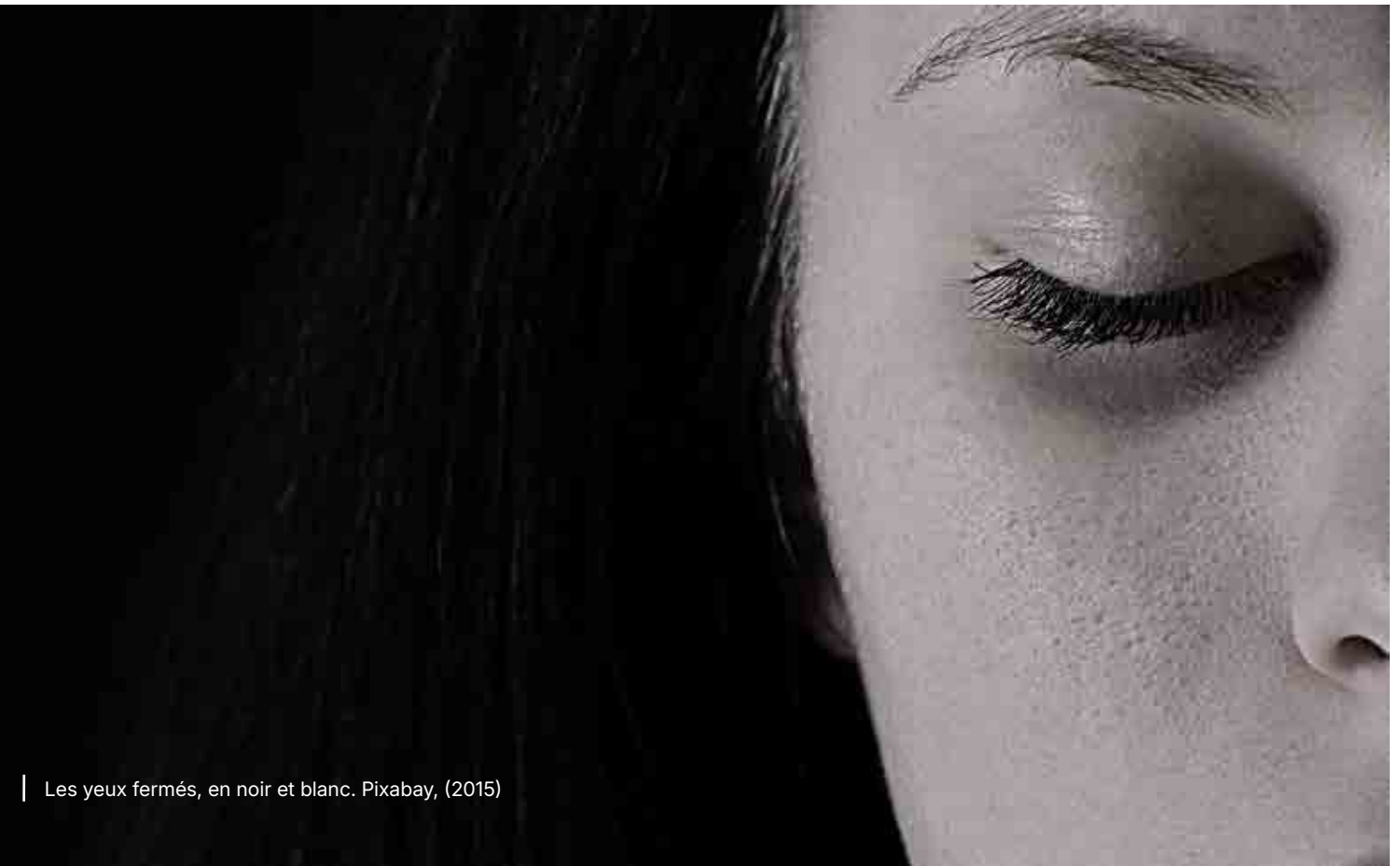
(4) Hala Shoman, « Reproicide in Gaza: The Gendered Strategy of Genocide Through Reproductive Violence », *Institute for Palestine Studies*, 20 août 2025. L'autrice définit le reproicide comme le ciblage systématique des capacités reproductives biologiques et sociales d'un groupe dans une stratégie d'effacement.



Laala Bechetoula

Laala Bechetoula est un historien, journaliste et analyste géopolitique algérien. Chercheur associée au Centre de recherche sur la mondialisation (Montréal). Il a publié des articles dans *Countercurrents*, *Global Research*, *Sri Lanka Guardian*, *Just International*, *Nexus Newsfeed*, *Ummid.com* et *Réseau International*.

Pour notre confort, fermons les yeux



Les yeux fermés, en noir et blanc. Pixabay, (2015)

Hors le confort, il ne se trouve guère d'arguments pour notre cécité collective. C'est très naturel de privilégier son confort comme un intérêt supérieur et le coût reste modique : sa conscience. D'autant que les façons de fermer les yeux sont multiples. Le désintérêt forcé, le mensonge et le choix de le valider, la banalisation, le relativisme, le paravent de la neutralité...

Israël, après des décennies de crimes contre les autochtones du pays, l'enfermement, la mise en camp fermé autogéré (Gaza), le déni d'humanité pour cette population, a dépassé toutes les bornes hormis peut-être le massacre de 1994 au Rwanda. Sur un espace asphyxié pendant près de 20 ans, monitoré par une police de guerre, truffé de traîtres, collabos et de technologies de surveillance, fort de son impunité réelle démontrée pendant des décennies, Israël a lancé sa solution finale.

Des centaines de milliers de mort sur l'espace de 10 arrondissements parisiens, par une armée aguerrie au massacre, équipée de matériel de guerre à plusieurs dizaines de milliards de dollars, en contrôle de

tout... oui c'est la « guerre israélo-palestinienne » !!? L'omniprésence de propagande sioniste sur à peu près tous les médias occidentaux, l'uniformité de la parole, laissée libre de répandre des présentations biaisées, la collaboration zélée de l'essentiel des personnalités et gens de médias, tout montre un triomphe. Triomphe du mensonge, triomphe du pouvoir, triomphe du puissant sur la masse, triomphe du Mal sur la morale. Et combien de Leni Riefens-tahl pour la mise en images...

Pourtant, comme certainement beaucoup, je ne peux m'y résoudre. Les arguments pour nous faire avaler cette horreur présente restent efficaces, certes. Le rappel des épreuves des juifs d'Europe, il y a 85 ans, dans une furie de destruction, de crimes, de vols et de souffrances dans un continent dévasté par une guerre que nos « élites » d'alors n'avaient su ni prévenir ni transformer en une paix sage en est le sommet. Les juifs d'aujourd'hui en Israël sont victimes d'être bourreaux ! Et pour tous les juifs, je crois qu'il est bon de savoir que si nous tous chantons la mélodie « le crime des crimes », au fond, cette horreur passée, ne nous

affecte pas plus que la disparition de l'intégralité des Amérindiens, l'opération presque « réussie » d'extermination du peuple arménien de 1915, la folie collective de la guerre ethnique du Rwanda, et tant d'autres à travers les âges, mais pas moins. Sans la publicité quotidienne pour nous rappeler cet événement en particulier, nous serions libres de nous offusquer du crime d'Israël, de leurs guerres contre tous, ses voisins, le monde entier... et sans leur contrôle objectif des médias, de la finance et de la politique des États-Unis, hégémon belliqueux et violent notre jugement serait clair. L'autre argument préféré de ces criminels est le stratagème de l'antisémitisme, toujours et partout, l'antisémitisme ! Tellement fonctionnel apparemment qu'il doit servir en toute occasion. Comment ne pas voir que tout ce travail de lutte contre, parfaitement mal intentionné avec le bel exemple de la loi Yadan, ne vise qu'à enfonce l'iceberg (tout en le faisant grandir...). La partie visible diminue et la partie immergée ne fait que croître. Même des sionistes depuis toute leur carrière tel Renaud Girard fi-

nisse par lâcher que leur Némésis se rapproche. Le peuple juif saura-t-il renoncer à sa quête de pouvoir pour se sauver ? Trouvera-t-il la force interne pour mettre fin à ces comportements pathologiques, pas uniques mais omnipotents et transmis dans leur éducation ? Je leur souhaite.

Et nous, que faire ? Je m'efforce quotidiennement de me mettre en situation de communiquer avec d'autres assoupis, sur l'exceptionnalité de notre silence collectif face à l'inhumanité totale et actuelle de ces crimes. C'est peu, mais... Renoncer à son confort, sa lâcheté face à la crainte d'être sanctionné, ostracisé, calomnié ? Renoncer à son confort, sa position sociale, sa carrière sans heurts ?

Le pape Jean Paul II rappelait « N'ayez pas peur », repris par Klaus Schwab avec d'autres motivations dans son « il ne fô pas avoir peur ». Oui il ne faut pas avoir peur... d'avoir peur ! Si nous laissons notre monde glisser vers la tolérance du mensonge, de l'injustice au nom d'un confort, de surcroît probablement très provisoire, nos enfants nous haïront. Ayons au moins peur de cela. ■

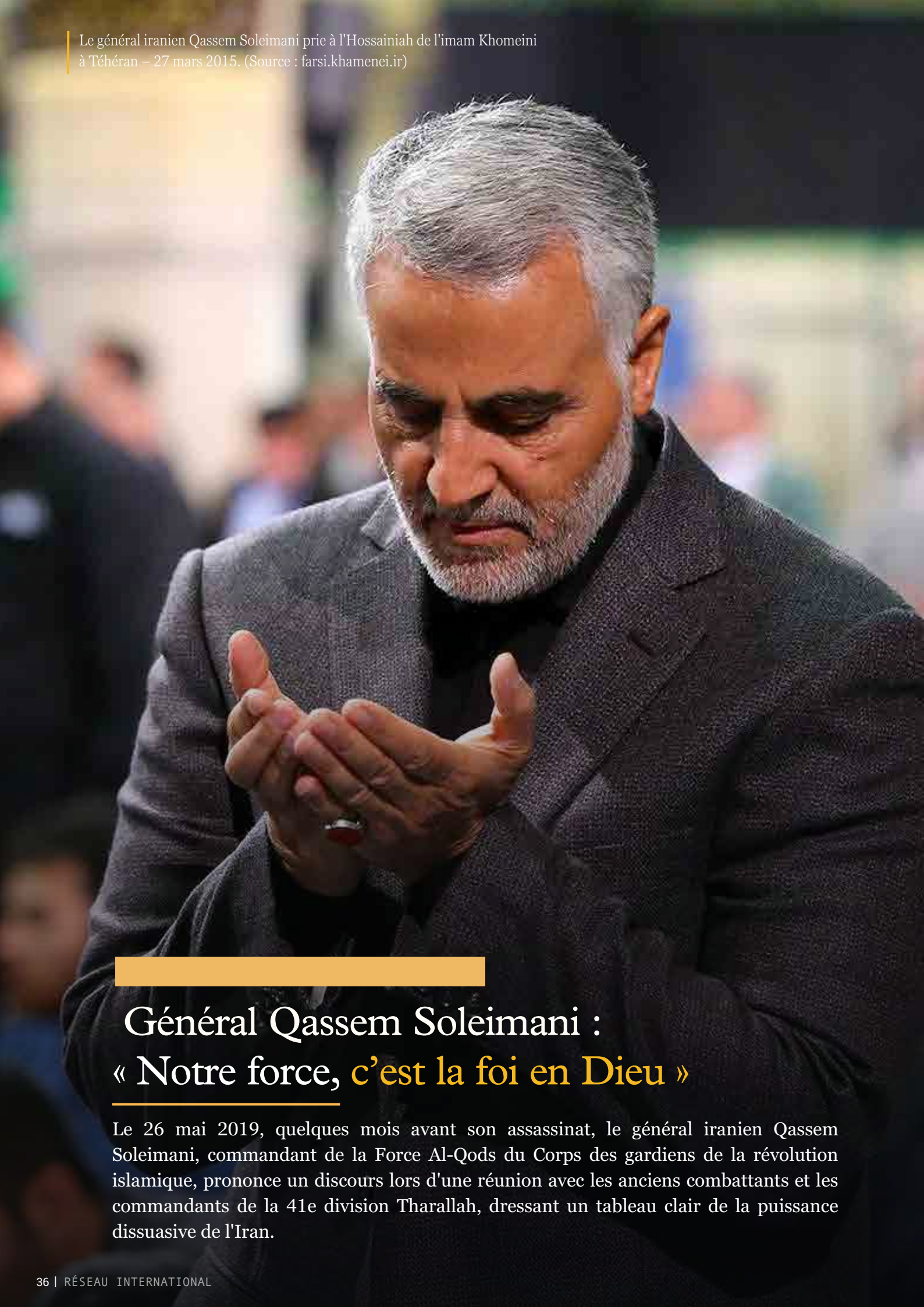


Olivier Field

Après une très brève carrière dans l'industrie, Olivier Field a œuvré dans la gestion de patrimoine. Cette industrie, à la rencontre des préoccupations personnelles de chacun, lui a permis d'exercer sa passion : la recherche d'informations de toutes sortes, autant historiques qu'économiques politiques ou sociales.



Les forces de défense israéliennes mènent des opérations dans la bande de Gaza, Opération « Épées de fer ». FDI, (2024)



Général Qassem Soleimani : « Notre force, c'est la foi en Dieu »

Le 26 mai 2019, quelques mois avant son assassinat, le général iranien Qassem Soleimani, commandant de la Force Al-Qods du Corps des gardiens de la révolution islamique, prononce un discours lors d'une réunion avec les anciens combattants et les commandants de la 41e division Tharallah, dressant un tableau clair de la puissance dissuasive de l'Iran.



Face à une telle ampleur et une telle magnitude, à ce rassemblement [d'ennemis]... ? Pouvons-nous sortir victorieux de cette guerre ? N'est-ce pas là l'une de ces crises au cœur de chaque déviation où Dieu ordonne une grande victoire pour la Révolution ? Le monde est différent, il est plus vaste et incontrôlable. Personne ne peut dire : « Je contrôle le monde. »

S'ils veulent s'opposer à nos ventes de pétrole, eh bien, cela entraînera une hausse des prix du pétrole. Deuxièmement, chaque incident qui se produit, chaque pression exercée sur nous, se répercutera sur les autres.

Nous avons 1600 à 1700 kilomètres de côtes. Les superpétroliers transportant du pétrole depuis l'Arabie saoudite, l'Irak et les Émirats arabes unis doivent, par la force des choses, passer par ces îles.

Imaginez une personne assise ici ; vous faites passer de la nourriture juste devant elle — comme il est facile de s'emparer de cette nourriture.

Lorsque nos responsables ont déclaré : « Si notre pétrole n'est pas vendu, celui des autres ne le sera pas non plus », ce n'était pas un bluff. C'est faisable, c'est possible.

« Fermer le détroit d'Ormuz... » concernant la déclaration faite à Hamedan, vous devez comprendre que c'est précisément là où vous imaginez que nous ne sommes pas que nous sommes le plus près de vous.

Il est impossible qu'il y ait eu un seul jour où nous n'y ayons pas pensé. Ne croyez pas le contraire : nos ennemis les plus importants... comment serait-il possible que nous n'y ayons pas pensé ? Nous avons certainement mis en place les mécanismes appropriés.

Toutes ces forces qu'ils ont déployées dans le golfe Persique... et pour quoi faire ? Ces grands bâtiments qui affichent leur grandeur à la télévision, ces gratte-ciels aux Émirats arabes unis et dans bien d'autres endroits... ils sont faits de verre.

Ils peuvent déclencher une guerre, mais ils savent que si cette guerre éclate... l'Iran a établi une garnison face à chacune de leurs garnisons et détient la puissance.

Ils le savent, et ils le déclarent eux-mêmes : la puissance asymétrique de la République islamique est incomparable à celle des autres

puissances.

En fait, avant même qu'ils n'entrent sur cette ligne, nous étions prêts pour la guerre. Nous sommes prêts à défendre ce pays à ces niveaux mêmes, avec dignité et puissance. Si vous vous opposez à notre religion, nous nous opposerons à votre monde tout entier de toutes nos forces. Quelle est notre religion ? Notre religion est la République «islamique». L'Islam qui, en son sein, est la république, une religion incarnée.

Cela a été prouvé dans le monde islamique — lorsque la situation a basculé en Égypte. Cette prise de conscience est bien ancrée au sein du monde islamique : tout incident concernant la République islamique affecte l'ensemble du monde islamique : l'Islam sunnite, l'Islam chiite et l'Islam politique.

Juste ici, à nos côtés, à l'ouest et au sud de notre pays, les États-Unis ont déployé plus de 50 000 soldats dans une région et plus d'un millier dans une autre.

Lorsqu'ils sont entrés, et que même les forces de réserve américaines ont fait leur apparition dans le golfe Persique, le résultat a été ce que cet homme stupide [Trump] a dit et montré : ils sont arrivés en Irak avec les phares de l'avion éteints, au milieu du désert, et dans la tente obscure [en référence à la visite inopinée de Trump en 2018 à la base aérienne d'Eïn Al-Asad en Irak], ils n'ont pas osé allumer la lumière.

Ils ont guidé le président américain à la lumière d'un téléphone portable, ils l'ont emmené là-bas avec son épouse tout en gardant la nouvelle totalement secrète. À son retour aux États-Unis, il a montré la tente obscure.

À l'heure actuelle, les signes de la défaite de l'ennemi sont parfaitement visibles. Ces signes ne sont pas rares. À tel point que l'ennemi est en proie à la terreur et à l'angoisse... ce niveau de terreur et d'angoisse chez l'ennemi nous est inimaginable.

Nous, avec notre certitude en Dieu et notre confiance en Dieu... dans nos calculs, nous ne pouvons pas vivre une vie sans Dieu dans chaque calcul. Nous n'avons rien d'autre. Notre force, c'est la foi en Dieu. Notre force, c'est de compter sur la victoire de Dieu. Nous vivons de cette conviction.







Serge Van Cutsem

Iran : vers l'émergence d'une puissance que quarante ans de sanctions n'ont pas réussie à étouffer

Derrière la mise en scène « trumpienne » d'une victoire imaginaire à Ormuz, se profile une réalité que les médias mainstream peinent à formuler, ou alors du bout des lèvres : l'Iran ne sort pas de cette guerre comme une nation vaincue qui retrouve sa place, plusieurs indices suggèrent qu'il pourrait en sortir comme une puissance en mutation profonde.

Il est des erreurs d'analyse qui naissent d'une confusion entre l'état d'un pays et l'état de son gouvernement. Pendant quarante ans, le monde occidental a assimilé la République islamique à l'Iran tout entier, sanctionnant l'un en croyant punir l'autre. Cette confusion a produit un des plus remarquables aveuglements géopolitiques de notre époque.

Car pendant que Washington imposait embargo sur embargo, pendant que les laboratoires ne pouvaient plus commander de réactifs, pendant que les universités étaient exclues des réseaux académiques internationaux, pendant que les ingénieurs ne pouvaient assister à des conférences scientifiques aux États-Unis... Et bien l'Iran formait des ingénieurs, beaucoup d'ingénieurs, mais aussi des physiciens, des médecins et des informaticiens.

Il est une dimension que Washington, et Trump en particulier, semble structurellement incapable d'intégrer dans ses calculs : la profondeur historique d'une civilisation.

Le 4 juillet 2026, l'Amérique célébrera 250 ans d'indépendance, en d'autres mots, leur existence. Leur hégémonie monétaire mondiale repose sur le pétrodollar, dont les fondations furent posées à Bretton Woods en 1944 puis consolidées, après l'effondrement de la convertibilité dollar-or en 1971, par les accords avec l'Arabie saoudite en 1974. C'est-à-dire hier à l'échelle de l'Histoire. Une puissance dont toute la mémoire collective tient en deux siècles et demi, qui a fondé sa domination sur un instrument financier vieux de moins de quatre-vingts ans, vient d'affronter militairement un pays dont la continuité étatique et civilisationnelle remonte à 552 avant Jésus-Christ.

L'Empire achéménide fondé par Cyrus le Grand n'est pas une référence académique abstraite pour les Iraniens, c'est une identité vécue, une mémoire active qui traverse les régimes politiques, les révolutions et les dynasties. La Perse a absorbé des conquérants qui croyaient l'avoir



détruite — Alexandre le Grand, les Arabes, les Mongols — et a émergé à chaque fois, en intégrant ce qu'elle pouvait assimiler et en rejetant le reste. Cette capacité d'absorption et de résurgence n'est pas une métaphore : elle est inscrite dans la structure psychologique d'une nation qui se sait plus vieille que la plupart des États qui prétendent aujourd'hui lui dicter sa conduite.

Un peuple qui a une mémoire de 2 500 ans ne mesure pas le temps comme un peuple qui en a 250. Pour Washington, une décennie de sanctions est une stratégie de long terme. Pour Téhéran, c'est une parenthèse dans une continuité qui lui survivra. Cette asymétrie temporelle peut contribuer à expliquer pourquoi les calculs américains sur l'Iran ont si souvent échoué : ils raisonnent à l'horizon d'un mandat présidentiel, quand leur interlocuteur raisonne à l'horizon de siècles. Ils ont assassiné leur chef en croyant faire imploser le pays et la nation, ils ont juste réussi à décupler leur résilience.

La Russie procède exactement de la même lecture du temps long, et ce n'est pas un hasard si Téhéran

et Moscou se sont rapprochés avec une telle évidence ces dernières années. Un pays qui a survécu aux invasions mongoles, à l'effondrement de l'URSS, et qui revendique mille ans d'histoire étatique depuis la Rus' de Kiev¹, ne raisonne pas davantage à l'échelle d'un cycle électoral américain. Les sanctions occidentales post-2014 et post-2022 devaient asphyxier l'économie russe en quelques mois ; elle a tenu plus de quatre ans, le temps de réorganiser ses circuits commerciaux vers l'Asie. Là où Washington voit une punition décisive, Moscou comme Téhéran voient une contrariété conjoncturelle, l'une des nombreuses qu'elles ont déjà traversées et qu'elles traverseront encore.

C'est précisément cette convergence de logique temporelle — bien plus que des intérêts économiques de circonstance — qui explique la solidité du partenariat russo-iranien : deux civilisations anciennes, habituées à survivre aux puissances qui se croient éternelles, qui ont fini par se reconnaître mutuellement dans leur manière de tenir face à un Occident pressé.

Trump hurle sa victoire sur Truth So-



cial à trois heures du matin. Téhéran, lui, peut attendre.

Les chiffres ne mentent pas et ils sont têtus. L'Iran se classe troisième au monde pour le nombre d'ingénieurs diplômés annuellement, avec environ 230 000 par an, avec une proportion féminine qui a atteint 70 % des inscriptions en sciences et ingénierie dès 2006. Ses étudiants universitaires représentent 4,7 millions de personnes, dont la moitié sont des femmes. Les diplômés STEM (sciences, technologies, ingénierie, mathématiques) atteignent environ 335 000 par an, un volume comparable à celui de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de la France réunis.

Ces chiffres ne sont pas le fruit d'une propagande d'État, ils sont documentés par l'UNESCO, confirmés par des classements internationaux, ils peuvent contribuer à expliquer pourquoi, malgré le délabrement économique provoqué par les sanctions, l'Iran a été capable de développer en autonomie un programme nucléaire, une industrie balistique, et des capacités en cybersécurité que ses adversaires ont sous-estimées jusqu'à la dernière minute.

Ce qu'il y a de particulièrement remarquable dans le cas iranien, c'est la féminisation de cette expertise, n'en déplaise à ceux qui s'imaginent que les femmes iraniennes sont les servantes de leur mari et ne sortent pas de chez elles. Les femmes représentent environ 35 % des diplômés STEM en Iran. Aux États-Unis, les femmes ne constituaient que 12,7 % des diplômés STEM en 2021. En matière d'inscription féminine en ingénierie, l'Iran s'est classé premier au monde. En sciences, il se classe second à l'échelle mondiale.

De quoi faire réfléchir ceux qui ont utilisé pendant des décennies la condition des femmes iraniennes comme argument moral pour justifier les sanctions.

Il y a cependant un problème qui est bien réel : le paradoxe de la fuite des cerveaux — mais qui reste une diaspora iranienne. En effet, l'Iran souffre de cette fuite considérable des cerveaux, c'est un fait documenté et grave. Le FMI estime à plus de 250 000 le nombre d'ingénieurs et de médecins iraniens vivant aux États-Unis. En moyenne, 16 000 étudiants iraniens partent chaque année poursuivre leurs études à l'étranger, et plus de 10 000 médecins émigrent

annuellement. Ce phénomène est en grande partie la conséquence directe des sanctions et de l'exclusion de l'Iran des réseaux académiques internationaux.

Mais ce qu'on a tendance à ignorer, c'est la spécificité de la diaspora iranienne : elle est massivement qualifiée, elle entretient et conserve des liens forts avec le pays d'origine, et elle constitue un capital humain disponible, dormant, que la levée des sanctions pourrait en partie rapatrier ou mobiliser à distance. Les Iraniens de la Silicon Valley, de Paris, de Toronto ou de Berlin ne sont pas des citoyens perdus pour leur pays d'origine : ils en sont une ressource extérieure en attente de conditions d'activation. L'Histoire comparée le confirme. La diaspora chinoise a joué un rôle déterminant dans le décollage économique de la Chine continentale à partir des années 1990. La diaspora indienne irrigue son pays d'origine en capitaux, en réseaux, en transferts de compétences. Les précédents chinois et indiens suggèrent que la diaspora iranienne, l'une des plus éduquées au monde, pourrait jouer un rôle analogue dès lors que les conditions politiques et économiques le permettront.

Contrairement à ce que suggère le narratif occidental d'un Iran isolé et acculé, Téhéran a mené depuis 2021 une diplomatie d'insertion méthodique dans le monde émergent. La stratégie dite du « Regard vers l'Est » (en farsi, *Negah bé Shargh*) n'est pas une improvisation de guerre : elle a permis à l'Iran d'intégrer l'Organisation de coopération de Shanghai en juillet 2023, puis les BRICS — devenus BRICS+ avec cet élargissement — en janvier 2024. En y accédant, l'Iran peut désormais s'appuyer sur les systèmes de contournement de paiement alternatifs à SWIFT, notamment le CIPS chinois et BRICS Pay.

Cette insertion institutionnelle a précédé la guerre et elle lui survivra. Elle signifie concrètement que l'Iran dispose désormais d'accès à des mécanismes financiers, commerciaux et diplomatiques qui ne dépendent pas du bon vouloir de Washington. La Chine est déjà le premier partenaire commercial de l'Iran, à hauteur de 28 % de ses échanges extérieurs. Tout porte à penser que la reconstruction post-guerre pourrait s'appuyer principalement sur des capitaux et des technologies orientales. Ce n'est pas une

prédiction, c'est déjà en cours.

Ce que la guerre a changé, c'est la nature du rapport de force dans lequel cette insertion s'inscrit. Un Iran qui négocie depuis une position de faiblesse chronique — monnaie en chute libre, jeunesse au bord de la rupture, sanctions étouffantes — est un Iran qui accepte des conditions défavorables. Un Iran qui sort d'un conflit armé avec un détroit co-administré, un programme nucléaire dont l'état réel reste opaque aux adversaires, et une légitimité nationale renforcée par la résistance, dispose certainement d'une marge de négociation plus importante qu'auparavant.

Il existe une dimension que les analystes occidentaux ne parviennent pas à intégrer dans leurs modèles : la valeur de la résilience comme ressource géopolitique.

L'Iran a vécu sous sanctions pendant plus de quarante ans. Il a appris à produire localement ce qu'il ne pouvait importer. Il a développé des industries de substitution, des technologies de contournement, des réseaux informels d'approvisionnement. Cette contrainte a été douloureuse car elle a appauvri des millions de personnes, détruit une grande partie de la classe moyenne, et fait fuir les cerveaux. Mais elle a aussi créé, par la nécessité, une forme d'autonomie industrielle et technologique que peu de pays en développement possèdent.

Une puissance qui reconstruit après avoir survécu à l'isolement et à la guerre n'est pas une puissance qui repart de zéro. Elle repart avec un capital institutionnel, un savoir-faire de la débrouille à l'échelle nationale, et une population qui a prouvé au monde, mais aussi à elle-même, sa capacité à encaisser des coups que la plupart des autres nations n'auraient pas supportés.

Mon article précédent apportait un éclairage différent sur la mécanique de la victoire inventée par Trump



sur le détroit d'Ormuz. Mais derrière l'anecdote de communication trum-pienne se profile quelque chose de plus fondamental : pour la première fois depuis la révolution islamique de 1979, l'Iran sort d'une confrontation directe avec les États-Unis non pas humilié, mais en position de co-gestionnaire d'une route maritime stratégique mondiale. Le monde entier était certainement persuadé que l'Iran allait être détruit, taillable et corvéable à merci.

Si les mécanismes actuellement annoncés se confirment dans la durée, ils pourraient marquer une évolution difficile à remettre en cause. Le négociateur en chef iranien Mohammad Bagher Ghalibaf a déclaré sans ambiguïté que l'administration du détroit d'Ormuz ne redeviendrait jamais ce qu'elle était avant la guerre. On peut minimiser cette déclaration, mais ce qu'on ne peut pas faire, c'est la réfuter factuellement : le comité conjoint irano-omanais existe, les frais de service sont prévus, et les États-Unis n'en feront pas partie.

La symbolique compte autant que la réalité institutionnelle. Dans une région où la puissance se mesure aussi à sa capacité à tenir tête à l'hyperpuissance américaine, l'Iran vient d'accomplir quelque chose que ni l'Irak de Saddam Hussein, ni la Libye de Kadhafi, ni la Syrie d'Assad n'ont réussi : survivre à une confrontation militaire directe américano-israélienne, conserver son État et en sortir avec de nouveaux leviers.

En conclusion : quarante ans de sanctions ont produit l'exact opposé de ce qu'elles visaient. Elles n'ont pas renversé le régime et elles n'ont pas empêché le développement nucléaire ni

neutralisé les capacités balistiques. Elles ont en revanche appauvri une population éduquée, alimenté un ressentiment national que même les opposants au régime partagent, et poussé l'Iran dans les bras d'une Chine et d'une Russie qui en ont tiré profit à leurs propres conditions.

Ce qui est désormais inévitable n'est pas un Iran démocratisé selon les canons occidentaux. L'Histoire de la région nous aura au moins appris la modestie sur ce point. Cependant tout indique que l'Iran pourrait progressivement devenir un acteur régional et mondial d'une autre nature que ce que l'Occident a voulu voir dans le régime des Mollahs : une civilisation millénaire, une population jeune et instruite, une diaspora mondiale qualifiée, des ressources énergétiques considérables, et désormais une position institutionnelle dans les structures du monde multipolaire émergent.

En ignorant que l'Iran c'est d'abord la Perse — 2 500 ans de continuité civilisationnelle contre 250 ans d'Histoire américaine —, Washington a commis l'erreur classique de celui qui confond la durée de sa propre mémoire avec la mesure universelle du temps. Ce n'est pas de l'arrogance que de le noter, c'est simplement lire l'Histoire avec les yeux ouverts.

L'Iran de demain ne sera pas celui d'avant 1979, ni celui de 1979. Ce sera quelque chose que nous n'avons pas encore de grille pour lire. Et c'est peut-être pour cela que les grands médias continuent de l'analyser avec les lunettes du siècle dernier. Si cette lecture s'avère exacte, l'Histoire, elle, ne regardera pas en arrière. ■

Notes :

(1) Rus' de Kiev — L'apostrophe dans « Rus' » transcrit le signe mou (ь) de l'alphabet cyrillique, indiquant une légère palatalisation. La Rus' de Kiev (Kyivska Rus' en ukrainien, Kievskaya Rus' en russe) désigne l'Etat médiéval fondé au IX^e siècle par les Varègues sur les rives du Dniepr, dont Kiev était la capitale. Premier grand Etat slave de l'histoire, il est revendiqué comme berceau civilisationnel à la fois par la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie — ce qui en fait l'un des enjeux symboliques profonds du conflit russo-ukrainien contemporain : Moscou y puise la légitimité d'un héritage millénaire, Kiev y fonde sa propre identité nationale distincte.



Serge Van Cutsem

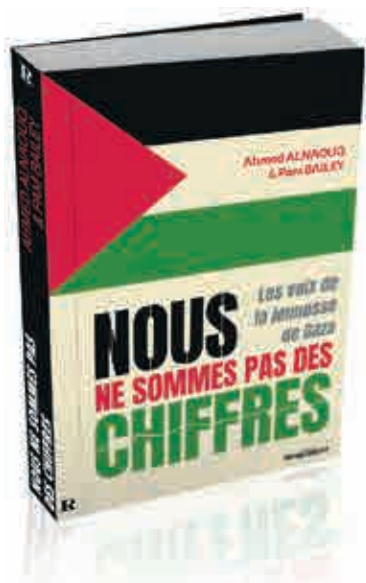
Serge Van Cutsem est informaticien de formation autodidacte depuis 1970, avec une carrière de plus de cinquante ans dans le développement de systèmes complexes. Après avoir consacré l'essentiel de sa vie active à l'informatique, il s'est tourné vers l'écriture analytique et le journalisme d'investigation, collaborant notamment avec Kairos Presse, média belge francophone indépendant fondé sur les principes de la Charte de Munich, ceci en tant que chargé des relations publiques et auteur.



Donner les clés pour comprendre les événements qui façonnent le monde.
Proposer des essais sur des sujets sociétaux, politiques et géopolitiques
parce que le monde ne s'arrête pas à nos frontières...

**Avec la collection Résistances,
vous n'êtes pas au bout de vos surprises!**

www.editionsdemilune.com



Nous ne sommes pas des chiffres

Les voix de la jeunesse de Gaza

d'Ahmed ALNAOUQ & Pam BAILEY

Nouveauté : à paraître en juin 2026

Israël & la Bombe

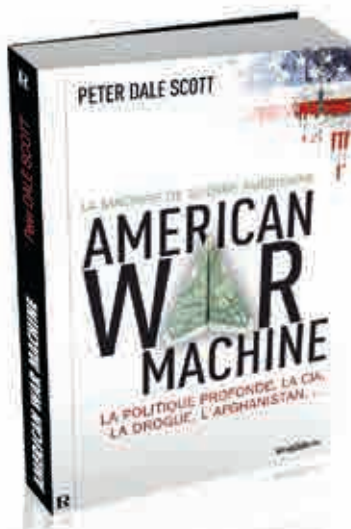
L'histoire du nucléaire israélien

d'Avner COHEN



La trilogie Peter Dale SCOTT

L'auteur qui a popularisé le concept d'État profond



La trilogie Daniele GANSER



Conflit entre la Russie et l'Ukraine : Comment en est-on arrivé là ?



| Soldats de l'armée de la Fédération de Russie. Sabirab, (2017)

Le 24 février 2022, la Russie lance l'opération militaire spéciale. Les médias et les politiciens occidentaux hurlent à l'agression non provoquée de la Russie contre l'Ukraine, présentée comme la victime. Mais la réalité est tout autre et pour comprendre comment on en est arrivé là, il faut remonter loin dans l'histoire de ces deux pays qui n'en formaient qu'un.

Tout commence par la fondation au IX^e siècle par des Scandinaves d'un État allant de Novgorod à Kiev : la Rus'. Le pays est christianisé dès la fin du Xe siècle, et son Église, issue de celle de Constantinople, devient Orthodoxe après 1054. Cette fédération féodale resta profondément instable durant les trois siècles de son existence, qui prit fin en 1240 lorsque les Mongols envahissent Kiev.

Ce qui reste de la Rus' se concentre alors dans la principauté de Vladimir (où se trouve Moscou), qui deviendra le cœur de la future Russie. De leur côté les territoires de ce qui deviendra l'Ukraine sont divisés et changent de main pendant sept siècles, passant des Mongols aux Lituanais, aux Polono-Lituanais, et à l'empire Austro-Hongrois, avant qu'une partie importante revienne à la Russie.

Ce retour des territoires au sein d'un même État a lieu lorsque les Polono-Lituanais, catholiques, tentent de convertir de force les habitants, orthodoxes. Si ceux de l'ouest acceptent, les cosaques de Zaporozhïe refusent et se soulèvent au début du XVII^e siècle. Ils font appel au Tsar en 1648 pour les protéger en échange de l'intégration de leurs terres à la Russie. Cela déclenche une guerre à l'issue de laquelle la Pologne cède à la Russie la rive gauche du Dniepr, plus Kiev. Le reste des territoires de l'actuelle Ukraine sera conquis par l'empire russe au XVIII^e siècle.

Une récupération que la Pologne voit d'un très mauvais œil. Elle va alors élaborer un plan pour récupérer ces terres : créer une identité nationale fictive pour ces territoires afin de pousser la population à se révolter contre « l'occupant ». C'est ainsi qu'est créée l'idée d'un peuple ukrainien, et d'un pays, l'Ukraine (qui signifie bordure, frontière). C'est à ce moment-là que la langue ukrainienne (parlée par très peu de gens) est formalisée.

L'Autriche de son côté va soutenir la création d'une identité galicienne basée sur le peuple ruthène. Fidèles à l'Autriche lors de plusieurs soulèvements, les Galiciens recevront en cadeau l'étendard bleu et jaune qui deviendra plus tard le drapeau de l'Ukraine.

Ce n'est qu'en 1917, avec la révolution qui désintègre l'empire russe, que naîtra un premier État ukrainien, qui disparaîtra rapidement, avant d'être remplacé par la RSS d'Ukraine, qui ne comprend ni la Crimée, ni la Galicie (qui a été récupérée par la Pologne après la guerre russo-polonaise). Sa création se fait aux forceps, les populations de l'est ne voulant pas intégrer la nouvelle république soviétique, mais réintégrer la Russie dont elles faisaient partie jusqu'en 1917. Pour essayer de faire prendre corps à ce pays artificiel, l'URSS mènera une ukrainisation forcée de la population, alors majoritairement russophone. Méthode inefficace qui finira par être abandonnée.

En 1939, la Galicie est intégrée à la RSS d'Ukraine, infectant le pays de son nationalisme fanatisé. Des organisations comme l'OUN, de Stepan Bandera et Andreï Melnyk, profondément antisémites, collaborent activement avec l'Allemagne nazie, participant à la Shoah, et exterminant plus de 100 000 civils polonais en Volhynie, sans parler des Russes, Tziganes et autres populations jugées indésirables. Après 1945, ces organisations passent dans la clandestinité et les États-Unis les financent, pour les utiliser comme 5^e colonne en cas de guerre contre l'URSS. En 1945, des régions hongroises et roumaines sont ajoutées par Staline à la RSS d'Ukraine, et la Crimée le sera en 1954 par Khrouchtchev, sans consultation des habitants.

Lorsque l'URSS s'effondre en 1991, ces organisations comme l'OUN sortent de la clandestinité et commencent



à réécrire l'Histoire du pays, avec l'aide des États-Unis qui financent une première « révolution » en 2004, pour empêcher Viktor Ianoukovitch de devenir président. Les élections sont déclarées invalides et Iouchtchenko est déclaré vainqueur d'un troisième tour frauduleux. C'est pendant sa présidence que Stepan Bandera, le collaborateur nazi, sera décrété Héros de l'Ukraine. Cette première tentative de rapprocher l'Ukraine de l'UE et de l'OTAN finira en fiasco. Ianoukovitch est finalement élu en 2010, révoque le titre de héros national à Stepan Bandera, et se voit offrir deux propositions d'union économique. L'offre russe étant bien meilleure que l'europpéenne, Ianoukovitch repousse la signature de l'accord avec l'UE.

Washington déclenche alors, et finance, une nouvelle révolte violente avec l'aide de l'OUN, et d'autres groupes néo-nazis comme Svoboda : l'Euromaïdan de 2014. Ianoukovitch est renversé de manière anticonstitutionnelle, et la première décision des nouvelles autorités est de retirer

à la langue russe son statut de langue régionale officielle dans les régions majoritairement russophones. Ces dernières (Crimée, Odessa, Kharkov, Donbass) se soulèvent alors, refusant l'imposition de l'ukrainien et de héros collaborateurs de nazis. La révolte est matée dans le sang à Odessa et Kharkov. La Crimée, dotée d'un parlement et d'une constitution organise légalement un référendum et rejoint la fédération de Russie. Le Donbass organise lui aussi un référendum, mais faute de parlement et d'autonomie légale, même la Russie ne reconnaît pas les Républiques Populaires de Donetsk et de Lougansk (RPD et RPL) ainsi créées.

Kiev lance alors en avril 2014 « l'opération anti-terroriste », et envoie l'armée et des bataillons néo-nazis (Azov, Aïdar, Secteur Droit, etc.) mater le soulèvement dans le sang. Mais la population locale s'organise en milice populaire, prend d'assaut les bases militaires, ainsi que celles du SBU, et s'arme comme elle le peut en pillant même les musées. La guerre du Donbass vient de commencer, et dès le début, Kiev vise délibérément les civils, provoquant un véritable bain de sang. L'armée ukrainienne reprend au départ le contrôle d'une grande partie des régions de Donetsk et Lougansk, puis la milice populaire reprend le dessus, infligeant de lourdes défaites à Kiev, l'obligeant à signer en septembre 2014 les accords de Minsk, pour arrêter la boucherie. Accords qui ne seront pas respectés, débouchant sur une reprise du conflit, et la signature des deuxièmes accords de Minsk en février 2015 après la défaite de l'Ukraine à Debaltsevo.

Suite à ces accords une période de sept ans de ni paix ni guerre s'installe dans le Donbass, avec un cessez-le-feu jamais respecté par Kiev, dont l'armée vise régulièrement les civils pour terroriser la population. Mais, comme l'avoueront plus tard Merkel et Hollande, ces accords n'avaient pour but que d'acheter du temps pour que l'Ukraine renforce son armée avant de reprendre ces territoires par la force. Et c'est ce qui a fini par arriver.

Fin 2021, la RPD et la RPL commencent à alerter sur l'accumulation d'armes lourdes et de soldats ukrainiens près de la ligne de front. À ce moment-là plusieurs centaines de milliers d'habitants de ces deux républiques ont reçu des passeports

russe (l'Ukraine ne fournissant plus de papiers d'identité, la Russie a pris le relais en 2019 pour éviter de laisser les gens sans documents reconnus à l'international). Le 16 février 2022 l'armée ukrainienne commence à bombarder massivement le Donbass, et tente de franchir la ligne de front dans les jours qui suivent. L'attaque ukrainienne tant redoutée a commencé. Le 21 février 2022, la Russie reconnaît officiellement la RPD et la RPL, et signe avec elles un accord de coopération militaire. Mais l'attaque ukrainienne se poursuit malgré la menace claire d'intervention de la Russie pour protéger ses citoyens. Alors le 24 février 2022 au petit matin, Vladimir Poutine annonce le lancement d'une opération de démilitarisation et de dénazification de l'Ukraine. L'opération militaire spéciale vient de commencer... ■



Christelle Néant

Christelle Néant est reporter de guerre dans le Donbass depuis 2016. Après avoir travaillé deux ans pour l'agence DONi Press, elle fonde le site Donbass Insider en 2018, avant de co-fonder l'agence d'information International Reporters fin 2023. Elle est aussi l'auteur de deux romans : « Úlfarsaga - Le temps des loups » et « La balance et l'épée ».



L'ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL FACE A L'ADVERSITÉ

48 L'Afrique doit-elle encore choisir ses maîtres
ou enfin forger sa troisième voie ?
Eloi Bandia Keita

54 Interview de
Patrick Mbeko

56 Ibrahim Traoré : « Il n'y a pas de neutralité
possible »

59 Algérie 2030 : géopolitique des corridors et
centralité saharienne
Laala Bechetoula

L'Afrique doit-elle encore choisir ses maîtres ou enfin forger sa troisième voie ?

La route de Tombouctou, Mali. Annabel Symington, (2009)



Quand la Chine brise le monopole juridique américain, l'Afrique découvre que le siècle à venir ne pardonnera ni la naïveté, ni la dispersion, ni la dépendance volontaire.

Il y a dans l'Histoire des basculements qui ne font pas immédiatement le bruit des canons, qui ne s'annoncent pas par des colonnes de blindés, qui ne commencent pas par des explosions visibles sur les cartes militaires, mais par une phrase juridique, un décret technique, une ordonnance administrative, une décision apparemment froide, presque bureaucratique, et pourtant capable de modifier silencieusement l'architecture du monde plus profondément qu'une bataille navale ou qu'un bombardement spectaculaire ; car les empires modernes ne tiennent plus seulement par leurs armées, ils tiennent par leurs normes, leurs banques, leurs monnaies, leurs tribunaux, leurs assurances, leurs plateformes, leurs systèmes de paiement, leurs câbles, leurs routes commerciales, leurs classements, leurs sanctions, leurs listes noires, leurs licences, leurs brevets, leurs logiciels et cette capacité extraordinaire à faire passer leur propre droit national pour une loi planétaire que les autres peuples devraient respecter même lorsqu'ils n'ont jamais participé à son élaboration.

Le monde vient donc peut-être de se couper en deux, non pas parce qu'une guerre mondiale aurait été officiellement déclarée, non pas parce que Pékin aurait lancé une flotte contre Washington, non pas parce que Téhéran aurait tiré le missile que les chancelleries attendaient en regardant le détroit d'Ormuz, mais parce qu'une puissance majeure a finalement décidé de dire, dans le langage le plus dangereux du siècle, c'est-à-dire le langage du droit : vos sanctions ne sont pas notre loi, votre dollar n'est pas notre souveraineté, votre tribunal n'est pas notre horizon, votre peur n'est plus notre discipline.

Ce que la Chine vient de signifier au monde est d'une brutalité stratégique considérable : l'extraterritorialité américaine, ce mécanisme par lequel Washington punit des entreprises étrangères pour des transactions réalisées hors du territoire américain, avec des partenaires non américains, dans des dossiers que les États-Unis décident unilatéralement de qualifier comme menaçants pour leurs intérêts, n'est plus acceptée comme fatalité universelle. Pendant des décennies, les États-Unis ont utilisé la centralité du dollar, la puissance de leurs banques, la dépendance aux marchés financiers occidentaux, la peur des amendes géantes, la menace d'exclusion du système de paiement international et l'intimidation juridique comme des armes géopolitiques silencieuses. Les nations pouvaient bien être officiellement souveraines ; leurs entreprises savaient qu'un juge américain, un bureau du Trésor, une administration à Washington ou une liste noire publiée à des milliers de kilomètres

pouvait décider de leur vie ou de leur mort économique.

Le monde appelait cela sanctions : il fallait peut-être l'appeler autrement : gouvernement indirect de la planète par la peur juridique.

Car la grande force américaine, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, n'a pas seulement été militaire ; elle a été normative. Washington n'a pas seulement imposé des bases, des alliances, des pactes, des interventions et des coups de pression diplomatiques ; Washington a progressivement installé l'idée que l'accès au dollar, au système financier occidental, aux technologies critiques et aux marchés mondiaux dépendait d'une forme d'obéissance implicite à la volonté stratégique américaine. Le monde entier pouvait commercer, investir, transporter, assurer, financer, importer et exporter, mais à condition de ne jamais oublier qu'au sommet invisible de cette architecture se trouvait une puissance capable de déclarer soudain tel pays infréquentable, telle banque suspecte, telle entreprise toxique, tel navire interdit, tel État isolable, telle transaction punissable. Ce système a fonctionné parce que les peuples avaient peur, il a fonctionné parce que les entreprises avaient plus peur de perdre l'accès au dollar que de perdre leur dignité juridique, parce que les alliés des États-Unis, même humiliés, préféraient souvent obéir plutôt que risquer l'exclusion.

Il a fonctionné parce que l'Europe, qui se croit parfois puissance, a très souvent agi comme une province normative de Washington, incapable de défendre ses propres entreprises lorsque celles-ci furent frappées par des amendes américaines colossales, incapable de protéger ses industries stratégiques lorsque des opérations économiques hostiles furent menées contre elles, incapable même de penser jusqu'au bout la contradiction entre son discours de souveraineté et sa dépendance structurelle au système américain. Quant à l'Afrique la question n'était même pas posée puisqu'elle n'existe quasiment pas comme puissance industrielle.

Mais ce système avait une faiblesse : il supposait que personne d'assez puissant n'oserait dire non, la Chine vient précisément de dire non.

Problème : en 2026 quand Pékin dit non, ce n'est pas la même chose que lorsqu'un petit État proteste dans un communiqué oublié le lendemain.



Le président américain Donald Trump et le secrétaire général du PCC Xi Jinping à Zhongnanhai, le 15 mai 2026. (Source : Maison Blanche)

Quand la Chine dit non, ce sont les banques, les assureurs, les armateurs, les négociants, les raffineries, les industriels, les géants technologiques, les chambres de compensation, les marchés de matières premières et les services juridiques des multinationales qui doivent soudain recalculer le monde. Car Pékin ne se contente plus de protester, il crée un piège stratégique symétrique : si vous obéissez à Washington contre nous, vous violez notre droit ; si vous nous désobéissez pour satisfaire Washington, vous risquez l'exclusion de notre marché ; si vous appliquez les sanctions américaines contre des entreprises chinoises, vous pouvez être poursuivis, sanctionnés, gelés, écartés, nommés, exposés, ..., autrement dit, la neutralité confortable disparaît.

Le monde des entreprises globalisées, qui a longtemps vécu dans l'illusion qu'il pouvait profiter de tous les marchés tout en obéissant en dernier ressort aux règles du centre américain, entre dans l'âge du choix, un choix qui sera terrible, parce qu'il ne sera plus seulement moral ou diplomatique ; il sera comptable, industriel, énergétique, logistique, bancaire, juridique et existentiel.

Sans être expert en économie, l'analyse géostratégique et géopolitique est ce qu'elle est !

Qui peut se permettre de perdre le dollar ? Qui peut se permettre de perdre la Chine ? Qui peut se permettre de choisir Washington contre Pékin lorsque ses usines, ses clients, ses fournisseurs, ses marges, ses ports, ses matières premières et ses chaînes de valeur sont déjà en Asie ? Qui peut se permettre de choisir Pé-

kin contre Washington lorsque ses financements, ses assurances, ses actionnaires, ses marchés de capitaux et ses normes de conformité sont encore liés au système occidental ?

Voilà donc pourquoi ce moment est plus qu'un épisode sino-américain, il est l'annonce d'une fracture structurelle de l'économie mondiale.

Pendant longtemps, les États-Unis ont cru que les sanctions étaient un instrument de puissance presque sans coût pour eux-mêmes. On sanctionnait Cuba, l'Iran, la Russie, le Venezuela, telle banque, tel oligarque, telle entreprise, tel navire, tel fournisseur, tel pays jugé récalcitrant et le reste du monde s'adaptait. Les plus faibles obéissaient, les plus prudents contournaient discrètement, les plus dépendants tremblaient, les plus cyniques s'enrichissaient dans les marges grises du système. Mais une sanction n'est efficace que si le monde sanctionné n'a pas d'alternative suffisamment robuste. Le jour où des circuits parallèles apparaissent, où des monnaies alternatives circulent, où des chambres de compensation non occidentales s'organisent, où des flottes maritimes se reconfigurent, où des assurances non occidentales prennent le relais, où des banques apprennent à travailler hors du dollar, où des États dotés d'une profondeur industrielle et technologique décident de protéger politiquement leurs entreprises, la sanction cesse progressivement d'être une arme absolue pour devenir un accélérateur de découplage. C'est peut-être en cela que Washington a commis une erreur géostratégique majeure ou simplement n'a pas pu ou n'a pas voulu voir :

À force d'utiliser le dollar comme bâton, on apprend aux autres à chercher une forêt sans ce bâton.

À force de transformer les sanctions en réflexe automatique, on pousse les puissances ciblées à construire les infrastructures de leur propre autonomie.

À force de punir le monde entier au nom d'un ordre juridique dominé par soi-même, on finit par convaincre les autres que la souveraineté ne consiste plus seulement à avoir un drapeau, une armée et un siège à l'ONU, mais à disposer de son propre système de paiement, de ses propres routes énergétiques, de ses propres puces, de ses propres assurances, de ses propres tribunaux, de ses propres ports, de ses propres plateformes, de ses propres chaînes industrielles et de sa propre capacité à dire non sans s'effondrer le lendemain.

Voilà la nouvelle définition de la souveraineté et c'est précisément ici que l'Afrique doit ouvrir les yeux.

Car ce qui se joue entre Washington et Pékin n'est pas un spectacle lointain réservé aux grandes puissances. Ce qui se joue là-bas dessine déjà la place que l'Afrique occupera demain, soit comme espace de choix souverain, soit comme champ de chasse secondaire dans une guerre de blocs qui la dépassera et l'utilisera. Beaucoup d'Africains regardent aujourd'hui l'affrontement sino-américain avec la satisfaction de voir l'ancien hégémon contesté, humilié, défié, obligé de rencontrer une résistance structurée, cette satisfaction est compréhensible. Après des décennies d'arrogance américaine, de guerres, de sanctions, d'injonctions, de leçons, de manipulations financières et de prétention à gouverner le monde au nom d'un ordre dont les règles varient selon les intérêts de Washington, il est humain que beaucoup de peuples applaudissent lorsqu'un autre acteur dit enfin : non, vous n'êtes pas le patron de la planète.

Mais l'Afrique commettrait une faute historique si elle confondait la chute progressive de l'hégémonie américaine avec sa propre libération automatique, ce serait une naïveté dangereuse et ici je me permets de lourdement insister.

Car le monde multipolaire ne sera pas forcément un monde juste. Il sera d'abord un monde plus dur, plus compétitif, plus fragmenté, plus transactionnel, plus brutalement réa-

liste, dans lequel les puissances chercheront leurs intérêts avec moins de masques idéologiques, dans lequel les petits États dispersés seront courtisés, pressurisés, endettés, séduits, armés, sanctionnés ou abandonnés selon les besoins des grands blocs. Le fait qu'un empire recule ne signifie pas que les peuples faibles deviennent libres ; cela signifie seulement que plusieurs puissances se disputent désormais les espaces que l'ancien empire dominait seul.

La question africaine devient donc redoutable : l'Afrique sera-t-elle un sujet du monde multipolaire ou seulement son butin ?

Les Malinkés ont des images simples pour dire les vérités difficiles. On dit que rien ne prouve que le crocodile n'aimerait pas s'asseoir ; seulement sa queue ne le lui permet pas. De même, rien ne prouve que le dromadaire n'aimerait pas se coucher sur le dos ; seulement la bosse de son dos rend la chose presque impossible. Les impérialismes aussi peuvent bien prétendre qu'ils aimeraient devenir doux, égalitaires, respectueux, fraternels, sensibles à la dignité des peuples et soucieux de partenariat équilibré ;

pas à un empire affamé de devenir spontanément une ONG.

C'est pourquoi l'Afrique ne doit pas attendre d'être dorlotée par le monde nouveau. Elle aimerait peut-être, comme tout continent longtemps blessé, être enfin traitée avec douceur, justice, réparation et considération, elle aimerait être respectée sans avoir à se battre, commercer sans être piégée, se développer sans être pillée, circuler sans être humiliée, monétiser ses ressources sans être étranglée, choisir ses partenaires sans être menacée, parler sans être sermonnée. Hélas, l'Histoire n'a jamais offert la dignité gratuitement aux peuples désorganisés. Je le dis avec force : l'Afrique devra se battre pour continuer d'exister comme sujet stratégique, non pas forcément par la guerre militaire, mais par la guerre de l'intelligence, de l'organisation, de l'unité, de la monnaie, de l'industrie, de la donnée, de l'éducation, de la technologie, de l'énergie et du récit. Le monde à venir ne permettra plus certaines choses : il ne permettra plus aux États-Unis d'imposer indéfiniment leurs lois nationales au reste de la planète sans résistance organisée.



Le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine avec le président de la République du Mali, Assimi Goïta. (Source : Kremlin, 2025)

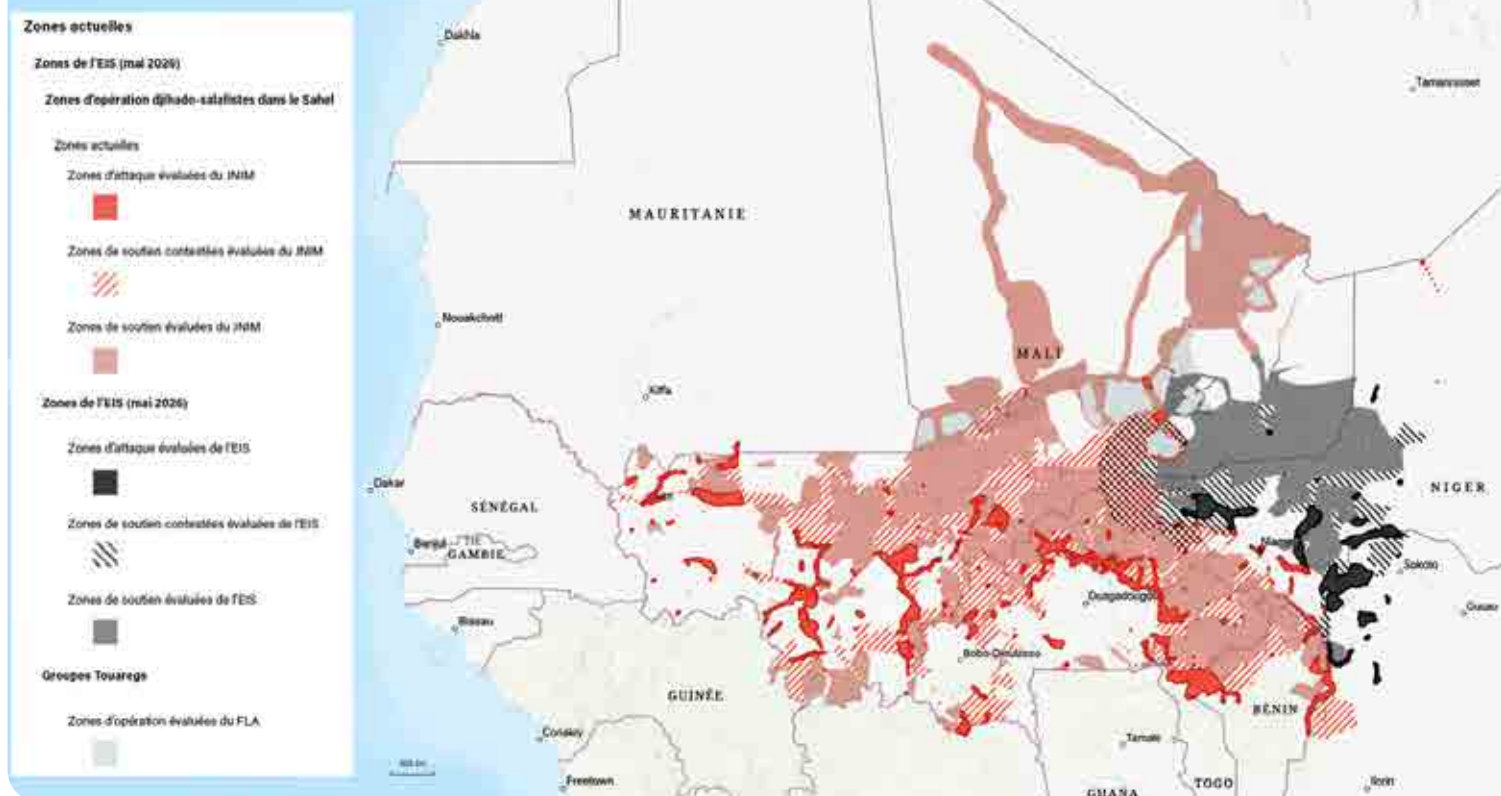
mais leur queue historique, leur bosse stratégique, leurs industries, leurs banques, leurs besoins énergétiques, leurs marchés, leurs dettes, leurs complexes militaires, leurs monnaies, leurs oligarchies et leurs appareils de puissance ne leur permettent pas toujours de devenir autre chose que ce qu'ils sont structurellement.

On ne demande pas à un crocodile de devenir une chaise, on ne demande pas à un dromadaire de marcher sur le dos, autrement dit : on ne demande

Il ne permettra plus à l'Europe de se croire centrale lorsqu'elle ne maîtrise ni son énergie, ni ses technologies critiques, ni son destin militaire, ni son autonomie financière.

Il ne permettra plus à la Chine de se cacher éternellement derrière la prudence commerciale sans assumer les conséquences géopolitiques de sa puissance.

Il ne permettra plus à la Russie de survivre seulement par la profondeur stratégique sans proposer une



architecture plus stable aux pays qui cherchent des alternatives.

Mais il ne permettra pas non plus à l'Afrique de rester dispersée, bavarde, émotionnelle, dépendante, improductive, administrativement fragile, divisée en micro-souverainetés jalouses, pauvre en industries, faible en logistique, riche en slogans et pauvre en systèmes.

Le monde qui vient ne pardonnera plus l'incohérence :

Il ne pardonnera plus les États qui produisent des discours de souveraineté mais important tout ce qui permet de vivre.

Il ne pardonnera plus les gouvernements qui parlent d'indépendance tout en dépendant des financements extérieurs pour payer leurs routes, leurs hôpitaux, leurs logiciels, leurs engrais, leurs médicaments, leurs équipements militaires et leurs infrastructures numériques.

Il ne pardonnera plus les peuples qui dénoncent l'impérialisme le matin et consomment sans stratégie les produits, les récits, les plateformes, les monnaies et les dépendances de cet impérialisme le soir.

Il ne pardonnera plus les élites qui confondent la dénonciation avec la construction. J'écris pour la postérité, en espérant une réelle prise de conscience dans les actes et actions d'aujourd'hui, pour elle demain.

Ce qui vient n'est pas un monde sentimental, c'est un monde de blocs, un monde de chaînes de valeur militarisées, un monde de monnaies concurren-

tes, un monde de sanctions croisées, un monde de semi-conducteurs, de ports, de câbles sous-marins, de terres rares, de satellites, de détroits, de pipelines, de systèmes d'exploitation, de chambres de compensation, de logistique maritime, d'intelligence artificielle, de données souveraines et d'armées économiques invisibles. Dans ce monde, le pays qui ne possède pas son énergie ne possède pas sa politique, le continent qui ne transforme pas ses ressources ne possède pas sa richesse, la région qui ne contrôle pas ses corridors ne possède pas son commerce et la civilisation qui ne raconte pas son Histoire ne possède même pas son âme.

L'Afrique doit donc forger une troisième voie, non pas une neutralité molle, non pas une équidistance paresseuse, non pas un opportunisme de mendiant passant de Washington à Pékin, de Paris à Moscou, de Bruxelles à Ankara, de Delhi à Riyad, en cherchant seulement qui donnera le plus aujourd'hui pour exiger davantage demain.

La troisième voie africaine doit être une doctrine de souveraineté active : coopérer avec tous, ne s'aligner sur personne ; commercer avec tous, ne dépendre de personne ; apprendre de tous, ne se copier de personne ; accueillir les capitaux, mais contrôler ses secteurs vitaux ; accepter les partenariats, mais refuser les tutelles ; diversifier les alliances, mais construire d'abord sa propre profondeur intérieure. Voilà la vraie ques-

tion : l'Afrique en sera-t-elle capable ? That is the question.

Parce qu'il ne suffit pas de dire que les États-Unis déclinent, encore faut-il ne pas être écrasé sous les décombres de leur déclin.

Il ne suffit pas de dire que la Chine monte, encore faut-il ne pas devenir seulement un marché captif de sa montée.

Il ne suffit pas d'applaudir les BRICS, encore faut-il savoir ce que l'Afrique met sur la table lorsque les autres viennent y chercher des minerais, des ports, des votes diplomatiques, des terres, des marchés, des câbles, des données, des corridors et des positions stratégiques.

Il ne suffit pas de critiquer le dollar, encore faut-il disposer d'une architecture monétaire africaine capable de protéger les échanges intra-africains.

Il ne suffit pas de dénoncer les sanctions américaines, encore faut-il créer des banques africaines capables de financer l'Afrique hors des humiliations extérieures.

Il ne suffit pas de parler de souveraineté numérique, encore faut-il construire des centres de données, former des ingénieurs, protéger les données publiques, maîtriser les logiciels critiques, développer des infrastructures de cybersécurité et empêcher que les administrations africaines ne deviennent de simples guichets connectés à des serveurs étrangers.

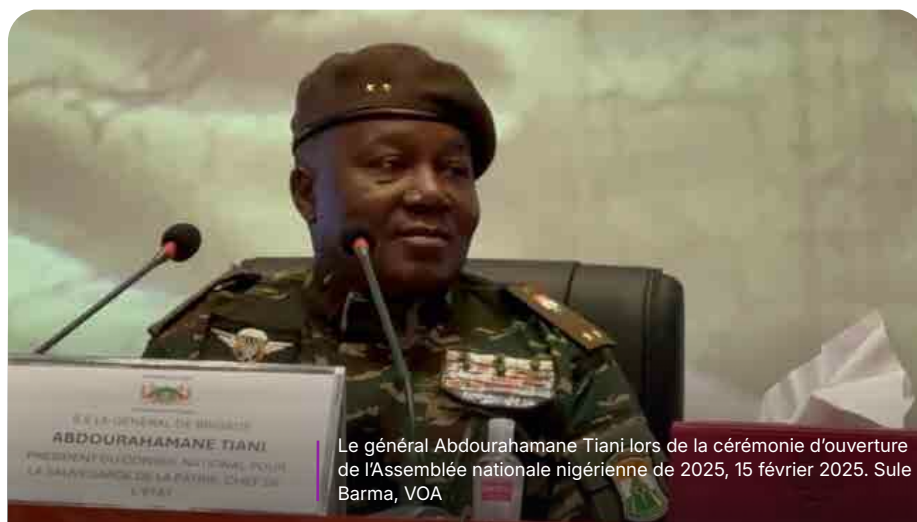
L'exemple chinois est donc fonda-

mental, non parce que l'Afrique devrait devenir chinoise, mais parce qu'il montre une vérité que les peuples faibles oublient : personne ne respecte durablement un acteur incapable de rendre les coups sur le terrain où on l'attaque.

Washington attaque par le droit ; Pékin répond par le droit, Washington attaque par la finance ; Pékin construit des circuits de paiement, Washington attaque par les sanctions ; Pékin construit un bouclier de sanctions inversées, Washington attaque par la technologie ; Pékin accélère ses propres capacités, Washington attaque par la pression maritime ; Pékin prépare les conditions d'une protection logistique plus affirmée. Voilà ce que signifie la souveraineté : non pas crier que l'on est libre, mais posséder les instruments qui rendent cette liberté coûteuse à violer.

L'Afrique, elle, crie souvent très fort, mais possède-t-elle assez d'instruments ? C'est là que le diagnostic devient impitoyable.

L'Afrique est le continent du futur, dit-on, mais un futur qui ne s'organise pas devient la propriété de ceux qui savent l'organiser. L'Afrique possède des ressources, mais la ressource brute est une richesse muette tant qu'elle n'est pas transformée. L'Afrique possède une jeunesse, mais



Le général Abdourahmane Tiani lors de la cérémonie d'ouverture de l'Assemblée nationale nigérienne de 2025, 15 février 2025. Sule Barma, VOA

une jeunesse sans formation technique, sans industrie, sans discipline productive et sans horizon devient une énergie dispersée. L'Afrique possède des terres, mais dépend encore trop souvent des engrais, des semences, des machines, des financements et des marchés extérieurs. L'Afrique possède des ports, mais pas toujours les flottes. Elle possède des minerais, mais pas toujours les usines. Elle possède des talents, mais les laisse souvent partir. Elle possède des mémoires puissantes, mais laisse encore trop souvent les autres écrire ses récits.

Voilà pourquoi l'unité africaine cesse d'être un rêve panafricaniste pour de-

venir une question de survie géopolitique.

Dans un monde coupé en deux, les pays africains isolés seront avalés un à un par les logiques de blocs. Chacun sera sommé de choisir, de voter, de signer, de céder, d'ouvrir un port, de donner une concession, d'accueillir une base, de soutenir une résolution, de condamner tel partenaire, de fermer tel canal, de garantir tel accès, de livrer telle ressource. Divisés, les États africains négocieront comme des demandeurs, mais unis, ils négocieront comme une puissance.

C'est pourquoi le passeport africain, la libre circulation continentale, les corridors ferroviaires, les marchés intégrés, les banques africaines souveraines, les industries régionales, les mécanismes communs de défense, les universités technologiques panafricaines, les chaînes énergétiques intégrées et les médias continentaux ne sont plus des options, ce sont les os et les muscles d'une souveraineté réelle. L'Afrique divisée est une basse-cour sous le ciel des aigles, l'Afrique unie devient une force que les aigles eux-mêmes doivent calculer.

Mais l'unité ne sera pas un miracle, elle suppose une révolution intérieure. Il faudra écraser la médiocrité institutionnelle, assécher les réseaux de corruption, sélectionner les compétences, construire des administrations sérieuses, sanctionner les trahisons économiques, protéger les secteurs stratégiques, former les ingénieurs, financer les producteurs, relier les territoires, discipliner les élites, refuser les guerres de clans et comprendre enfin que les États faibles ne sont pas seulement victimes des empires ; ils sont souvent aussi victimes de leurs propres négligences.

L'Afrique ne pourra pas entrer dans le



siècle des blocs avec des méthodes de cour, des réflexes de rente, des administrations lentes, des ego politiques surdimensionnés et des économies extraverties. Voyez-vous, la Chine n'a pas défié l'Amérique par un discours. Elle l'a fait parce qu'elle possède un marché immense, une industrie profonde, une capacité de planification, des banques puissantes, une technologie en progression, un État stratège, une discipline collective et une volonté de long terme. On peut critiquer la Chine sur beaucoup de choses, mais on ne peut pas lui reprocher d'avoir confondu souveraineté et slogan. Elle a construit les outils avant de hausser le ton.

Voilà la leçon : un pays qui n'a pas construit les instruments de sa souveraineté doit parler moins fort et travailler davantage.

Un continent qui veut être respecté doit devenir indispensable autrement que par ses matières premières.

Une Afrique qui veut refuser les sanctions des autres doit créer des circuits que les autres ne contrôlent pas.

Une Afrique qui veut une troisième voie doit cesser d'être seulement une géographie et devenir une architecture.

La fracture sino-américaine peut donc être une chance pour l'Afrique, mais seulement si l'Afrique cesse d'être naïve. Dans un monde où Washington et Pékin se défient, où le dollar est contesté, où les sanctions deviennent réversibles, où les technologies se découplent, où les chaînes de valeur se régionalisent, où les matières premières redeviennent politiques, l'Afrique peut négocier autrement. Mais elle ne pourra le faire que si elle se présente en bloc, avec des priorités claires, des lignes rouges, des institutions crédibles et une vision de long terme.

Sinon, elle sera seulement courtisée pour être mieux découpée, voyez-vous, le monde ancien disait à l'Afrique : choisissez votre maître, le monde nouveau risque de lui dire : choisissez votre bloc et alors la troisième voie africaine si elle existe, doit répondre : nous choisissons notre destin. Voilà le véritable enjeu.

Le monde vient peut-être de se couper en deux, mais l'Afrique n'est pas obligée de se couper elle-même en morceaux. Elle peut encore choisir de se réunir, de s'organiser, de s'industrialiser, de se protéger, de parler d'une voix plus forte, de créer ses propres

normes, d'imposer ses propres priorités, de transformer ses ressources, de financer son propre développement, de raconter sa propre histoire et de refuser la fatalité des dépendances successives.

Mais le temps se raccourcit, or dans le siècle qui vient, il n'y aura pas beaucoup de place pour les continents qui attendent d'être sauvés. L'Afrique aimerait peut-être être dorlotée par l'Histoire, hélas, l'Histoire ne dorlote pas les peuples désorganisés, elle les utilise, elle les traverse, elle les vend, les sanctionne, les contourne, les explique, elle les oublie... ou alors ils se lèvent, s'unissent, construisent et deviennent enfin impossibles à contourner.

Voilà la conclusion.

Les États-Unis pensaient que leur droit était le plafond du monde, la Chine vient de leur rappeler qu'un plafond devient inutile lorsque d'autres peuples construisent leur propre maison. L'Afrique doit comprendre la leçon avant qu'il ne soit trop tard : on ne dort pas paisiblement dans la maison des autres quand les maîtres de maison commencent à se battre.

Le monde se coupe en deux, l'Afrique doit devenir troisième, non pas spectatrice, cliente, champ de bataille, réserve de matières premières, non pas décor diplomatique ; mais puissance et si elle n'y parvient pas, elle découvrira bientôt que dans le monde nouveau, les crocodiles rêvent peut-être de s'asseoir, les dromadaires rêvent peut-être de se coucher sur le dos, les empires rêvent peut-être de se dire bienveillants, mais chacun reste prisonnier de sa propre nature tant qu'un rapport de force ne l'oblige pas à changer.

L'Afrique n'a donc plus à demander au crocodile de devenir doux, elle doit apprendre à ne plus vivre dans sa gueule. ■



Eloi Bandia Keita

Eloi Bandia Keita est enseignant-chercheur en informatique, intelligence artificielle et systèmes distribués. Ingénieur Responsable Pédagogique et analyste géopolitique, il publie régulièrement des tribunes consacrées aux enjeux du numérique, de la souveraineté et des dynamiques africaines.

Patrick Mbeko

Mali : Point sur la situation militaire et politique

Interview de Patrick Mbeko, écrivain et politologue, co-auteur de « Stratégie du chaos et du mensonge » (Éditions de l'Érablière, 2023)

Pouvez-vous nous présenter les deux principales factions armées d'opposition au Mali, l'Azawad et le JNIM¹ ? Qui soutient ces deux groupes ? La France pour le renseignement, et l'Ukraine pour les drones ?

Patrick Mbeko : Oui, l'Azawad... Il y a plusieurs mouvements indépendantistes du nord, et principalement dominés Touaregs, ça, c'est pour l'Azawad. Le Groupe de Soutien à l'Islam (JNIM) est plus proche des thèses d'Al-Qaïda. Pour ces groupes, il y a deux sortes de soutien.

On parle de la France, on parle de l'Ukraine, mais il y a certains qui soupçonnent l'Algérie aussi de faire le jeu de ces groupes-là. Ça, c'est très important de garder cela à l'esprit. Et en fait, ce qui se passe aujourd'hui au Mali, c'est que vous avez des conflits qui se superposent. Vous avez le conflit entre Maliens. Il faut le dire. Ce sont des conflits qui sont très anciens. Vous avez d'abord cet aspect-là. Mais à ce conflit entre Maliens vient se greffer aujourd'hui la rivalité qu'on observe entre la Russie et certaines puissances

occidentales, notamment l'Ukraine, et dans une certaine mesure, la France. On a entendu dire que les Ukrainiens essaient, justement, de déloger les Russes, en tout cas, d'infliger des dommages aux Russes partout où ils sont, où leurs hommes sont déployés, y compris au Mali. On a pu observer cela. Il y a des révélations qui ont été faites à ce sujet. Il faut garder à l'esprit aussi que la France a toujours entretenu des rapports ambigus avec certains mouvements de l'Azawad. D'où, justement, l'accusation qui est aujourd'hui faite à la France de soutenir des groupes djihadistes, puisque les gens de l'Azawad aujourd'hui semblent s'être rapprochés des djihadistes du JNIM, qui sont liés à Al-Qaïda.

Est-ce que les médias occidentaux n'exagèrent pas la situation sécuritaire au Mali ? Il y a quelques semaines, on entendait : « Bamako va tomber », etc. Qu'en est-il réellement ?

P.M. : Personnellement, je pense que Bamako pouvait tomber, parce qu'on a quand

même observé une poussée militaire importante. Vous savez, dans ce genre de conflit, il faut beaucoup observer ce qui se passe au niveau intérieur. Les dynamiques internes permettent de comprendre les dynamiques externes. Dans le cas du Mali, j'avais prévu une déstabilisation, justement, en raison des politiques qui sont mises en place par les autorités. D'abord, il faut rappeler qu'il y a eu le coup d'État à la suite des pressions qui ont été exercées sur l'ancien président, en partie, par la société civile. Aujourd'hui, la plupart des membres de la société civile, en tout cas les membres influents, sont en prison, beaucoup sont allés en exil. Et donc, tout ça mène, hélas, à une radicalisation des positions, y compris des membres de la société civile, qui vont se lier, en partie, à des gens peu recommandables pour essayer de faire sauter le gouvernement en place, le gouvernement militaire en place. Et donc, à cette dynamique interne viennent se greffer, justement, maintenant, les dynamiques dont on a parlé, avec la question ukrainienne,

d'un côté, et la question de l'implication française, aussi, dans son ancien pré carré, de l'autre. C'est tout ça qui permet de comprendre le désordre dans lequel aujourd'hui évolue le Mali.

Mais une chose est certaine, c'est qu'au regard de ce qu'on a pu observer, Bamako pouvait tomber, parce que c'est une alliance qui s'est formée contre le gouvernement central de Bamako : une alliance contre nature, qu'on n'avait pas observée auparavant, mais qui permet de comprendre aujourd'hui la montée en puissance, justement, de cette coalition contre le gouvernement en face.

Vous avez mentionné l'Algérie. Quel est le rôle de l'Algérie dans les troubles qui secouent le Sahel ? Quels sont les intérêts de l'Algérie d'éventuellement déstabiliser le Mali ?

P.M. : Est-ce que l'Algérie veut déstabiliser le Mali ? Il faut nuancer les choses, mais il ne faut pas perdre de vue que le Mali est, quand même, la « profondeur stratégique » de l'Algérie ; ou, en tout cas, une partie du Mali. Il faut quand même garder cela à l'esprit. Et donc, l'Algérie a intérêt à suivre de près tout ce qui se passe au Mali, quitte à instrumentaliser les positions, en tout cas, en fonction de ses propres intérêts. Ça, c'est du côté algérien. Est-ce qu'on peut parler d'un soutien ouvert au terrorisme ? Je n'irai pas jusque-là, parce que ce sont des questions géopolitiques et stratégiques très complexes. S'ils ont besoin de certains leaders musulmans qui font régner la terreur dans le nord du Mali, ils en ont besoin pour des raisons qui leur sont propres.

Parce qu'il ne faut pas oublier que dans cette région-là, les armes circulent. Il y a des groupes djihadistes qui pululent, qui deviennent un

problème aussi bien pour le Mali que pour l'Algérie, qui a connu, par le passé, des problèmes, justement, avec des mouvements intégristes. Et donc, l'Algérie peut être amenée à instrumentaliser certains d'entre eux pour pouvoir les gérer, les contrôler, surtout, de sorte à éviter d'être elle-même déstabilisée par ces mêmes groupes.

On a déjà observé cela par le passé. Le Burkina Faso l'a fait pendant longtemps sous le président Compaoré. Le président Blaise Compaoré entretenait des liens avec des groupuscules intégristes, qu'il a pu, justement, instrumentaliser, gérer, pour empêcher que ces groupes-là s'en prennent ou s'attaquent directement à son pays. Et je pense que l'Algérie pourrait inscrire sa démarche, en partie, dans cette logique-là aussi.

Le sous-sol du Mali est connu pour sa richesse en pierres précieuses et en différents fossiles (or, uranium, lithium...). Est-ce que vous pouvez commenter l'enjeu que représentent ces ressources ?

P.M. : Je pense que l'essentiel a déjà été dit. Ce que connaît le Mali aujourd'hui, c'est un peu ce qu'on a pu observer dans notre pays : la course sanglante aux ressources naturelles. Mais les ressources naturelles n'expliquent pas tout. Il y a toujours, comme je l'ai dit, des dynamiques internes qui se greffent à des dynamiques externes. Et tout cela s'inscrit dans un tout cohérent, où on a, d'un côté, des « guerres interethniques » qui s'accompagnent d'exploitation de ressources naturelles, qui profitent à des entités étrangères, qui ont des velléités géopolitiques et stratégiques dans des pays, pour des raisons qui leur sont propres.

Il y a un pays dont on ne parle pas beaucoup concernant le Mali, c'est le Qatar, qu'on a vu

à l'œuvre dans ce pays dans la partie nord, à travers une organisation caritative, une ONG qatarie, qu'on a soupçonnée de soutenir les djihadistes. Donc, vous avez, comme ça, des entités impliquées dans ce pays, chacune poursuivant ses intérêts, en fonction des objectifs qui sont les siens. Un autre pays proche du Qatar, qui est aussi très impliqué dans de nombreux pays d'Afrique et très proche d'Israël, ce sont les Émirats arabes unis. Je pense au Soudan et à bien d'autres pays.

Propos recueillis par Raphaël Berland, dans le cadre de l'émission hebdomadaire « Chronique de l'Armageddon » diffusée en direct le 5 juin 2026 sur la chaîne YouTube de Réseau International

Note

(1) JNIM : Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) est un groupe terroriste né en 2017 de la fusion d'Ansar Dine et des forces d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dans le Sahel.



Patrick Mbeko

Interview de Patrick Mbeko, écrivain et politologue, co-auteur de « Stratégie du chaos et du mensonge » (Éditions de l'Érablière, 2023)

Discours

Ibrahim Traoré : « Il n'y a pas de **neutralité possible** »

Le 17 octobre 2025, le président du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, reçoit une délégation de panafricanistes lors d'une rencontre internationale intitulée « Carrefour africain Thomas Sankara » organisée dans la capitale burkinabè Ouagadougou.



Il n'y a que deux camps et chacun devra choisir son camp. Ceux qui prétendent être neutre, soit n'ont absolument rien compris ou ont peut-être le cerveau éteint. Il faut le dire clairement. Il n'y a pas de neutralité possible. Il y a les oppresseurs, il y a les opprimés.

Et en tant que révolutionnaire, un révolutionnaire aime tous les peuples. La preuve, ils sont nombreux à venir d'autres continents pour appuyer, pour nous aider dans ce combat parce que toute personne qui aspire, tous les peuples qui aspirent à cette liberté, à ce développement, à cette harmonie, à cette union que nous voulons entre les peuples du monde, sont unis par les liens de la révolution. Voilà pourquoi il n'y a pas de barrière et un révolutionnaire aime le peuple.

Partout où il y a l'oppression, partout où il y a des peuples qui sont dominés par d'autres individus, les révolutionnaires doivent pouvoir donner de la voix. Et merci donc à vous qui êtes venus du continent européen, américain, un peu partout, pour nous soutenir, parce que la cause de Thomas Ankara...

Certes le 15 octobre 87, on a cru avoir assassiné l'homme et ses idées. On a tenté de détruire toutes les archives même en passant par notre télévision nationale, les gens ont essayé de détruire tout ce qui pouvait exister. Ils sont témoins, vous pourrez passer à la RTB les demander. Toutes les boîtes d'archives ont été vidées. On a essayé d'effacer totalement les faits de Thomas Sankara. Dieu merci. Certains ont pu conserver beaucoup de choses de lui.

Aujourd'hui, plus que jamais, on se rend compte que l'homme — oui, la chair — s'en est allé, mais l'esprit demeure sur le monde. Aujourd'hui, beaucoup de chefs d'Etat africains se cachent derrière une soi-disant démocratie fabriquée à l'africaine, essayant de copier peut-être leur maître impérialiste. Mais aujourd'hui, la démocratie montre ses limites. Elle s'est développée, elle a atteint son apogée. Aujourd'hui, elle est en déclin. Ça, il faut le reconnaître.

Il faut que nous arrivions à fabriquer notre modèle et notre modèle est africain. Si la signification du mot démocratie est telle qu'ils le disent

c'est que c'est né en Afrique. Alors ici nous avons notre manière de voir les choses. Il faut que nous redevenions africains et que nous acceptions de vivre africains. Comme disait le camarade président Thomas Sankara, c'est la seule manière de vivre libre et de vivre digne.

Qui aujourd'hui plus que vous pour passer ce message au monde entier ? Qui aujourd'hui plus que vous pour éveiller les consciences ? Comme je l'ai dit, tout commence par là. Si la jeunesse ne connaît pas son histoire, la jeunesse ne comprend pas le monde d'aujourd'hui, ne comprend rien de la géopolitique, vous avez beau tourner sur les terres, ils ne pourront jamais comprendre la démarche de la révolution. Il va de soi qu'à partir de maintenant, partout où nous sommes, nous pouvons faire passer le message de notre histoire, d'où nous venons, qu'est-ce que nous faisons aujourd'hui, pourquoi le monde est ainsi fait, pour que les gens puissent comprendre, emboîter le train de la révolution et qu'on puisse avancer vers un développement harmonieux, vers une union africaine réelle ? Car cette union africaine aujourd'hui de façade, on ne la sent pas. Il n'y a pas d'union.

Le continent est déchiré par des guerres. Tout cela par la manipulation des impérialistes. Ils ne veulent que nous voir nous déchirer, nous entretuer pendant qu'on pille nos richesses. Mais il faut que le message passe. Il faut conscientiser. Il ne faut jamais s'arrêter de parler. Certains diront que beaucoup d'entre vous peut-être parlent beaucoup. Moi, j'ai été longtemps accusé de ça. Mais il faut toujours parler.

J'ai rencontré une fois le président vénézuélien, il me disait : Le Père de la Révolution, chaque jour il parlait à la radio et lui-même qui était son fidèle se demandait mais pourquoi tous les jours il parle. Et Chavez lui a dit : il faut toujours parler pour que les gens comprennent le message et que le message de l'impérialisme ne puisse pas passer.

Plus que jamais, lui l'a compris et il était venu juste pour m'encourager de continuer à parler. Pendant que sur le continent, nos frères qui n'ont peut-être encore rien compris, disent

qu'on parle trop. Et souvent ce sont ces soi-disant intellectuels qui n'ont peut-être pas compris, qui ont été totalement formatés par le système occidental, par le système impérialiste qui trouvent qu'on parle trop parce qu'ils ne peuvent pas comprendre et percevoir le message qu'on passe. Malheureusement, c'est leur faiblesse aussi. Mais nous devons continuer à parler. Nos jeunes doivent se réveiller.

Tout de suite avant de venir ici, je suis allé encourager une jeune dame qui a été combattue dans le temps quand elle a essayé de transformer notre coton en produit coton hydrophile médical qui est utilisé. Elle a été combattue. Son usine a été fermée. Ses machines ont été toutes démontées et rangées. Quand nous sommes arrivés, nous avons essayé de la soutenir et l'usine a réouvert ce matin.

L'Afrique ne demande que ça. Produire, transformer et consommer. Et nous allons continuer à encourager ce genre d'initiatives. Mais tout ça c'est par le changement de mentalité et aussi je dirais en forçant la main à certains et c'est là la révolution. Parce que le changement de mentalité dans la bourgeoisie est difficile et c'est cette bourgeoisie qui oppresse et qui continue de conjuguer avec l'impérialisme parce qu'ils ont les moyens et aussi communiquent, ils passent par tous les canaux pour amener les jeunes Africains à stagner.

C'est par là que les jeunes Africains se retrouvent à prendre l'eau, à mourir par milliers dans l'océan pour essayer de rejoindre l'Eldorado, si on peut dire. Mais il faut qu'on arrive à le créer ici et c'est possible. Nous nous sommes lancés dans cette révolution et je pense qu'aujourd'hui pour l'Afrique, c'est le seul chemin qui puisse permettre de pouvoir se développer.

Passé cela, je ne vois pas d'autre méthode qui puisse résister au manœuvre de l'impérialisme et de ces valais locaux sur place. Vous ne pourrez pas avancer, ils mettront toujours des bâtons dans vos roues à travers les textes que les impérialistes eux-mêmes ont avancé, ont amené à développer à travers les organismes, les institutions que les impérialistes ont aidé à mettre en place dans nos Etats. Il faut pouvoir casser tout

ça pour que l'Afrique puisse ressurgir, s'unir et avancer.

Les guerres nous ont trop déchirés. Parler des guerres, parler essayer de toucher leur cœur. Nous sommes en guerre au Burkina. Nous connaissons d'où ça vient, nous nous battons. Mais quand nous regardons l'histoire de certains pays, ça nous déchire encore plus le cœur. Le Soudan, le Congo, bref, il y en a assez où des gens meurent par milliers. Des frères se déchirent à longueur de journée.

Ici, ce sont des individus manipulés par l'impérialisme qui sont assis de l'autre côté, qui leur envoient un peu d'argent, des carburants, des armes, des munitions et ils tuent leurs frères. Ils gambadent à travers les campagnes, tuer sans même savoir pourquoi ils le font.

Mais tout ça c'est parce que les cerveaux sont encore éteints. Il faut que vous puissiez rallumer les cerveaux de beaucoup d'Africains pour qu'on puisse se réveiller. Et c'est sérieux et c'est à travers la communication que vous faites. Vous le faites déjà très bien et moi je vous encourage à pouvoir continuer ces rencontres.

Nous avons créé l'Institut des peuples noirs. Nous sommes en train donc d'opérationnaliser et j'espère que tout un chacun participera en présentiel ou en visioconférence pour continuer d'éduquer notre jeunesse pour qu'elle prenne ses responsabilités, pour qu'elle comprenne le monde et que l'Afrique puisse se réveiller enfin et qu'on puisse s'unir et vivre dignement et librement. Et comme je l'ai dit encore, un révolutionnaire aime tous les peuples. Ce sont les politiques qui font souvent qu'on peut confondre les peuples, mais les politiques ne doivent pas diviser les peuples.

Et donc travaillons - peu importe la position où nous sommes - à unir les peuples et non à les diviser. Mais il faut que nous amenions d'une manière ou d'une autre les politiques à changer leur approche en Afrique. Et là aussi, nous allons continuer à parler, quitte à ce que ce ne soit pas diplomatique, mais nous allons le faire.

Laala Bechetoula

Algérie 2030 : géopolitique des corridors et centralité saharienne

Vers un État pivot dans l'architecture multipolaire émergente

La recomposition du système international redonne à la géographie une centralité stratégique. Dans un monde fragmenté où les flux énergétiques, logistiques et sécuritaires déterminent les rapports de puissance, les États capables d'organiser les corridors acquièrent un poids structurel durable. L'Algérie, par sa configuration territoriale, ses infrastructures énergétiques, sa profondeur saharienne et ses capacités sécuritaires, possède les attributs nécessaires pour évoluer vers un statut d'État pivot entre Méditerranée, Sahel et Afrique de l'Ouest à l'horizon 2030. Cette étude examine les conditions de cette mutation, ses fondements matériels et ses contraintes d'exécution.

Cette analyse adopte une lecture géoéconomique et géostratégique des corridors énergétiques et logistiques en Afrique du Nord et au Sahel. Elle s'appuie sur des données publiques d'organisations internationales (AIE, OPEP, Banque mondiale), des rapports d'instituts de recherche stratégique (IFRI, SIPRI) ainsi que sur l'observation des dynamiques diplomatiques et infrastructurelles récentes dans la région. L'objectif n'est pas de proposer un scénario déterministe, mais d'évaluer la plausibilité structurelle d'un repositionnement de l'Algérie comme État pivot à l'horizon 2030 à partir d'indicateurs matériels (volumes énergétiques, infrastructures, continuité territoriale, capacités sécuritaires) et politiques (coopérations régionales, stabilité relative, cohérence stratégique)

Fragmentation mondiale et retour des routes stratégiques

La décennie 2020 marque la fin d'une mondialisation logistique fluide et relativement prévisible. Les tensions énergétiques, la militarisation de certaines routes maritimes et la fragmentation des chaînes d'approvisionnement ont replacé les corridors au centre des stratégies nationales.

Comme l'a souligné Fatih Birol, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie :

« Dans un monde énergétique fragmenté, la sécurité des routes d'approvisionnement devient aussi stratégique que la disponibilité des ressources elles-mêmes. Les pays capables d'assurer des corridors fiables acquièrent une

influence structurelle durable. »

Cette évolution traduit un déplacement du centre de gravité de la puissance. La maîtrise des flux devient aussi déterminante que la possession des ressources.

Dans ce contexte, les États disposant d'une continuité territoriale sécurisée, d'infrastructures multimodales et d'une diplomatie de stabilisation régionale acquièrent une importance accrue. L'Algérie appartient à cette catégorie émergente d'États-ponts.

1. Une centralité énergétique déjà constituée

L'Algérie figure parmi les principaux fournisseurs de gaz naturel vers l'Europe méridionale. En 2023-2024, les exportations gazières ont atteint environ 50 à 55 milliards de m³, dont plus de 30 milliards de m³ vers l'Europe. L'Italie est devenue le premier partenaire avec environ 20 à 25 milliards de m³ par an, tandis que l'Espagne demeure un client majeur malgré la reconfiguration des flux.

Selon l'Agence internationale de l'énergie, l'Algérie représente plus de 12% des importations européennes de gaz par pipeline, confirmant sa centralité dans l'équilibre énergétique méditerranéen¹. Les capacités combinées des gazoducs TransMed et Medgaz dépassent 40 milliards de m³ annuels, offrant une base solide pour l'intégration future de flux supplémentaires en provenance d'Afrique de l'Ouest.²

La mutation stratégique réside toutefois dans la fonction de transit. Le projet de gazoduc Ni-

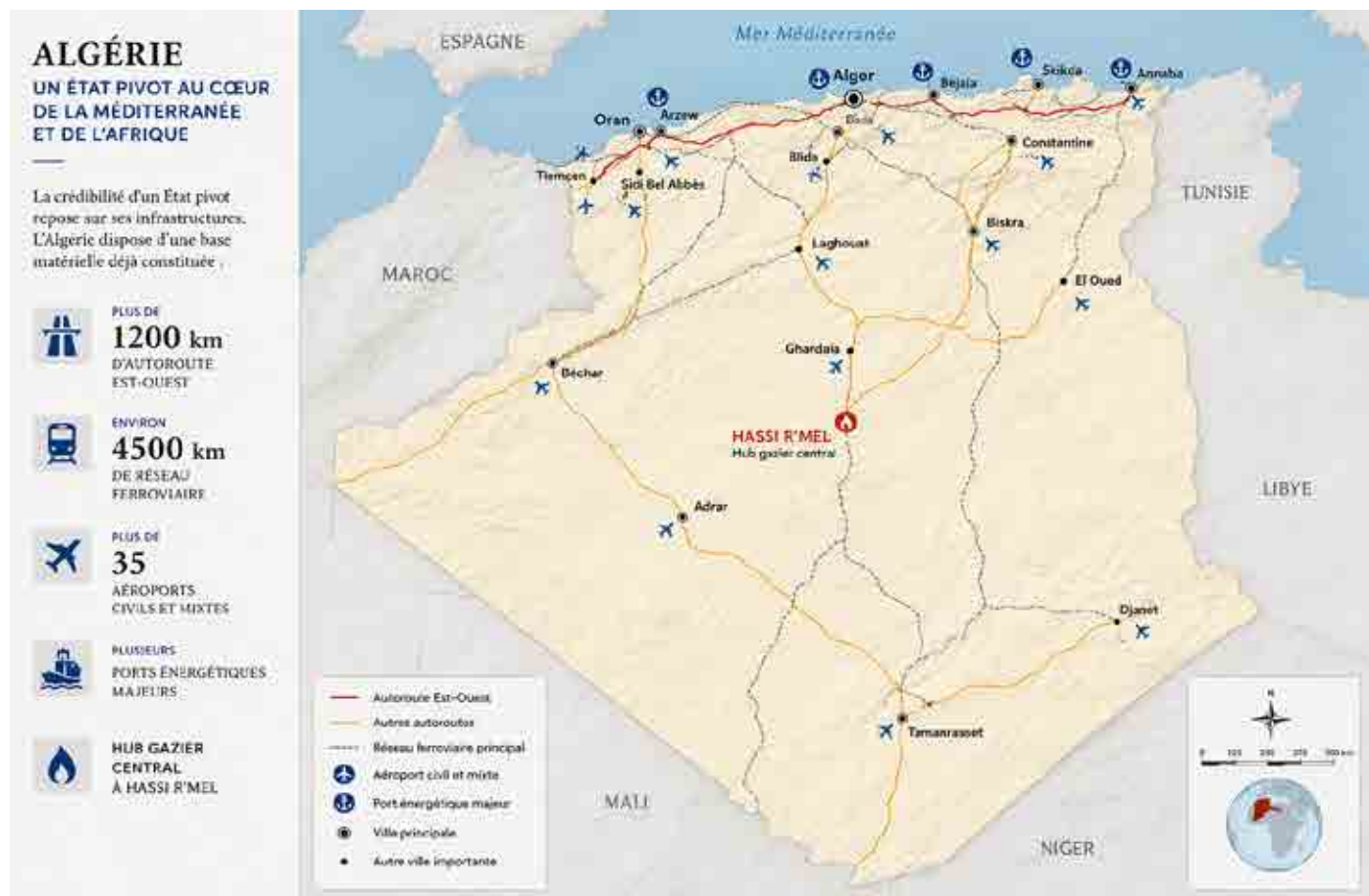
geria-Niger-Algérie, d'une capacité envisagée d'environ 30 milliards de m³ par an, pourrait relier les réserves ouest-africaines aux terminaux méditerranéens. Au-delà de sa dimension énergétique, ce corridor créerait une interdépendance régionale durable et renforcerait la centralité algérienne.

2. Infrastructures et continuité territoriale

La crédibilité d'un État pivot repose sur ses infrastructures. L'Algérie dispose d'une base matérielle déjà constituée : plus de 1200 km d'autoroute Est-Ouest ; environ 4500 km de réseau ferroviaire ; plus de 35 aéroports civils et mixtes ; plusieurs ports énergétiques majeurs : hub gazier central à Hassi R'mel.

Selon la Banque mondiale, les pays disposant d'une connectivité multimodale dense voient leur compétitivité logistique augmenter de 20 à 30 % en moyenne³. Cette configuration place l'Algérie parmi les rares États africains capables d'assurer une continuité logistique nord-sud à grande échelle.

Les extensions ferroviaires vers les zones minières et sahariennes, notamment dans la région de Gara Djebilet, renforcent cette continuité. Le Sahara cesse progressivement d'être un espace périphérique pour devenir un espace de circulation.





Bombardier Su-34 de l'armée de l'air algérienne. Baracho Didi, Wikimedia, (2025)

Profondeur saharienne : d'obstacle à levier

La profondeur territoriale algérienne — plus de deux millions de kilomètres carrés — constitue un levier stratégique rare. Les investissements dans les axes nord-sud et dans les infrastructures minières transforment progressivement cet espace en corridor potentiel reliant Méditerranée et Sahel. Au cœur de cette architecture émergente se trouve Tamanrasset.

Tamanrasset : hub en devenir

Située à l'interface du Niger et du Mali, Tamanrasset dispose d'atouts structurants : aéroport international opérationnel ; axe routier nord-sud en consolidation ; perspective de connexion ferroviaire ; position géographique centrale dans le Sahara ; présence sécuritaire structurée.

Dans toute architecture de corridor, un hub intermédiaire est indispensable. Il permet la maintenance, la sécurisation et la continuité des flux. À l'horizon 2030, Tamanrasset pourrait devenir un point d'articulation logistique et sécuritaire majeur entre Méditerranée et Sahel.

Sécurité et crédibilité stratégique

Aucun corridor ne peut fonctionner durablement sans sécurité. L'Algérie consacre environ 5 à 6% de son PIB à la défense, avec un budget supérieur à 18 milliards de dollars en 2024 selon le SIPRI⁴. Elle dispose de l'une des armées les plus structurées du continent africain et d'une expérience significative en matière de sécurisation territoriale et de lutte contre les groupes armés.

Dans un Sahel marqué par l'instabilité et la recomposition des présences extérieures, cette capacité confère à l'Algérie une crédibilité particulière pour sécuriser les infrastructures énergétiques et logistiques.

La puissance des corridors repose sur une

équation simple : infrastructure + sécurité + continuité politique = influence durable.

Diplomatie sahélienne et profondeur régionale

La relation avec le Niger constitue un élément central de la viabilité du corridor transsaharien. La coordination énergétique et sécuritaire renforce la plausibilité du projet. Le Mali, malgré des tensions passées, demeure essentiel à la stabilisation périphérique.

Un rapport de l'IFRI souligne que la stabilisation des corridors énergétiques en Afrique du Nord et au Sahel dépend de la capacité des États pivots à assurer simultanément sécurité, connectivité et coordination diplomatique⁵. Dans ce cadre, l'Algérie dispose d'un avantage structurel lié à sa profondeur territoriale et à ses infrastructures existantes.

Conditions de consolidation du statut pivot

La transformation de l'Algérie en État pivot à l'horizon 2030 dépendra de trois facteurs principaux.

Synchronisation des projets : Les infrastructures énergétiques, ferroviaires et logistiques doivent converger dans un calendrier stratégique cohérent.

Industrialisation des corridors : Le transit seul ne suffit pas. La transformation locale — sidérurgie, maintenance industrielle, logistique avancée — multiplie la valeur ajoutée.

Comme l'a souligné Makhtar Diop : « Les corridors africains ne doivent pas être pensés comme de simples routes d'exportation. Lorsqu'ils s'accompagnent d'industrialisation et de hubs logistiques, ils deviennent des multiplicateurs de puissance économique. »

Projection stratégique

Un État pivot doit être perçu comme tel. La crédibilité internationale repose aussi sur la cohérence de la projection stratégique.

2030 fenêtre stratégique

L'horizon 2030 impose un rythme d'exécution. Si les projets énergétiques, logistiques et sécuritaires convergent, l'Algérie pourrait devenir un pivot structurant entre Méditerranée et Afrique de l'Ouest. Dans un monde multipolaire incertain, les puissances-ponts acquièrent une importance croissante. Elles ne dominent pas nécessairement ; elles relient.

L'Algérie se trouve à un point de convergence historique

La recomposition des flux énergétiques, la dynamique sahélienne et la configuration géographique créent une fenêtre stratégique rare. La question n'est plus celle du potentiel. Elle est celle de la cohérence et de l'exécution.

Les États qui maîtrisent leurs corridors structurent leur siècle. Ceux qui organisent leur profondeur territoriale deviennent des pivots. À l'aube de 2030, l'Algérie se situe précisément à ce point de bascule. ■

Notes :

- (1) International Energy Agency, Gas Market Report, 2024.
- (2) OPEC, Annual Statistical Bulletin, 2024.
- (3) World Bank, Logistics Performance Index, 2023.
- (4) SIPRI, Military Expenditure Database, 2024.
- (5) IFRI, North Africa and Sahel Strategic Corridors, 2023.



Laala Bechetoula

Laala Bechetoula est un historien, journaliste et analyste géopolitique algérien. Chercheur associé au Centre de recherche sur la mondialisation (Montréal). Il a publié des articles dans Countercurrents, Global Research, Sri Lanka Guardian, Just International, Nexus Newsfeed, Ummid.com et Réseau International.

Bruno Guigue

Tian'anmen 1989 : la véritable Histoire

Place Tian'anmen située au centre de Pékin. Wikimedia



Record absolu : aucun événement survenu en Chine ne fut à ce point magnifié par les belles âmes du « monde libre », aucun segment d'Histoire ne s'est vu dresser un tel monument apologétique. Il faut dire que l'enthousiasme pour les « héros de Tian'anmen » était à la mesure des espérances d'un Occident qui rêvait de voir s'effondrer avec fracas le système communiste. Inscrite au frontispice d'une narration univoque, la condamnation morale du « monstre totalitaire » a aussitôt recouvert d'un voile opaque l'intégralité de cette séquence historique.

Drapé dans les plis de son manichéisme, le discours dominant ne veut voir, dans les violences de juin 1989, que les turpitudes criminelles d'un pouvoir verrouillé. Pire encore, occultant les faits sous une avalanche d'imprécations, les donneurs de leçon habituels ont pris leurs désirs pour des réalités. Pourtant crédité par la doxa d'une lucidité hors du commun, Simon Leys s'est mis à vaticiner : « Ce que Deng et ses acolytes ont confusément pressenti, — et que leur aveugle obstination n'a fait que précipiter —, c'est l'irrésistible surgissement du grand raz-de-marée qui va demain les balayer, eux et les derniers débris du communisme chinois¹ ». L'intellectuel belge fit ce pronostic le 3 juillet 1989. Aux dernières nouvelles, le parti communiste chinois se porte plutôt bien.

Raison de plus, on l'aura compris, pour remettre le métier à l'ouvrage et tenter de reconstituer la trame des événements historiques. Que se passe-t-il en Chine, en effet, à la fin des années 1980 ? C'est assurément une période critique. En pleine accélération, le rythme des réformes économiques génère des contradictions inédites. Comme l'atmosphère est au changement, l'équipe dirigeante débat aussi d'une éventuelle réforme politique. Conduits par Hu Yaobang, secrétaire général du parti, les réformateurs souhaitent une meilleure répartition des rôles entre le parti et l'État.

Une transition difficile

Une démarche réformatrice qui ne remet pas en cause le système socialiste : elle vise plutôt à le moderniser pour le rendre plus efficace. À la fin de l'année 1986, l'équipe dirigeante semble divisée en deux camps. D'un côté les « réformateurs » entendent poursuivre la modernisation économique tout en assouplissant progressivement le système politique. D'un autre côté les anciens compagnons de Mao craignent que l'affaiblissement des prérogatives du parti, sous prétexte de « réforme démocratique », n'ouvre la voie à une crise du système et ne compromette les acquis du socialisme.

La lutte entre les deux groupes s'intensifie en décembre 1986 lorsque des manifestations étudiantes en faveur de la « liberté » et de la « démocratie » se déroulent dans les grandes villes. Cette contestation fait écho au mouvement lancé dès 1978 par des intellectuels comme Wei Jingshen qui réclamaient une « Cinquième Modernisation », c'est-à-dire un régime démocratique à l'occidentale, en référence aux « quatre Modernisations » prônées par Zhou Enlai. Simultanément, les réformes engagées de 1980 à 1987 par Hu Yaobang

sont contestées par une fraction importante du PCC.

Même s'ils comprennent la nécessité de transformer l'économie, certains responsables craignent la déstabilisation de l'ensemble de la société. Afin de résoudre cette contradiction au sommet, Deng Xiaoping fait mettre Hu Yaobang en minorité en janvier 1987 au profit de Zhao Ziyang, qui le remplace comme secrétaire général du parti après avoir été premier ministre. Au XIII^e Congrès, le nouveau dirigeant fait adopter une série de mesures en faveur d'une large décentralisation des pouvoirs, mais cette tentative de réforme politique se heurte à l'aggravation de la crise sociale. Avec « la réforme et l'ouverture », la mutation de l'économie bâtit le socle d'une croissance sans précédent. Ce changement de paradigme, toutefois, soumet les Chinois à rude épreuve. La transition d'une économie collectivisée à une économie mixte secoue les fondements de la société. Dans le monde rural, l'introduction des mécanismes de marché souligne la surabondance de la main d'œuvre agricole. La Chine compte au moins 200 millions de paysans sans emploi permanent ou dont la productivité demeure très faible. La libéralisation des prix provoque également des poussées inflationnistes, la population ayant tendance à consommer

politique d'austérité. Alors que le pays est en pleine croissance et que la consommation s'envole, les contradictions s'accumulent : la transition vers l'économie de marché déstabilise la société, elle provoque une frénésie de consommation tout en générant de nouvelles frustrations. Dans les villes, la perspective des réformes liées à l'économie de marché inquiète les travailleurs des entreprises publiques, attachés au « bol de riz en fer » que le système maoïste leur a accordé.

Conséquence de la libéralisation des prix agricoles, l'inflation provoque un mécontentement général tout en permettant à une poignée de spéculateurs de s'enrichir. Tandis que les intellectuels qui ont effectué de longues années d'études se sentent délaissés, les marchands autrefois méprisés bénéficient de la nouvelle donne économique. En réaction, les étudiants dénoncent le pouvoir exorbitant de l'argent. Ils chantent : « Le fils de Mao est mort au combat, le fils de Lin Biao a tenté un coup d'État, le fils de Deng Xiaoping rafle les collectes de charité, le fils de Zhao Ziyang trafique des télé ». Ce refrain se colporte dans une Chine en désarroi, où les valeurs dont se réclame la libéralisation économique percutent les valeurs socialistes.

Des membres de la Marine de l'Armée populaire de libération défilant devant Tiananmen lors du défilé de la Journée de la Victoire en Chine de 2025. Wikimedia



davantage en réaction à l'austérité de la période antérieure. Les réformes économiques creusent les inégalités sociales et provoquent une dégradation du rapport à la loi, entraînant l'explosion de la corruption, de la délinquance et de la criminalité. De surcroît, ce malaise social est aggravé par la conjoncture internationale : la crise du système soviétique suscite des interrogations sur la pérennité du système chinois.

Au printemps 1989, pour juguler l'inflation, le gouvernement doit annoncer une

Le mécontentement étudiant

Dans les milieux étudiants, le mécontentement est également nourri par les difficultés matérielles. Depuis le rétablissement du fonctionnement normal de l'enseignement supérieur, des centaines de milliers d'étudiants ont afflué dans les grandes villes. Leurs conditions de vie sont médiocres. « Les étudiants entassés à huit dans une chambre mal chauffée, les intellectuels dont le salaire n'arrive jamais

à rattraper la hausse des prix, ne sont pas sans rappeler les lettrés sans emploi de l'ancienne Chine : misère et suspicion », explique Alain Peyrefitte.

« Seuls 5 % de la masse des élèves sortant du secondaire, soit environ 2 % d'une classe d'âge, sont admis dans l'enseignement supérieur. Ils appartiennent pour la plupart aux milieux dirigeants. Et pourtant, rien ne semble moins urgent aux dirigeants que de donner à la jeunesse de bonnes conditions de travail. La vie des campus frise l'indigence. Partout, la saleté. L'électricité est coupée fréquemment, autant par pénurie que pour décourager les veillées où les conciliabules s'échauffent. » Mais ce n'est pas tout. La frustration des étudiants s'aiguise lorsqu'ils comparent leur situation à celle des étudiants occidentaux. « Si l'on ajoute que les disciplines restent empreintes d'idéologie ennuyeuse, que les perspectives d'avenir pour l'étudiant qui réussit sont limitées aux murs pissieux des administrations de l'État ou des provinces, on conçoit que la jeunesse universitaire chinoise rêve des campus américains² ». Cette jeunesse subit aussi la rancune d'un parti dominé par des paysans, ouvriers et soldats qui continuent à lui faire payer sa « mauvaise origine de classe ».

La moitié des cadres du parti ont été recrutés sous la Révolution culturelle, et ils en partagent les valeurs égalitaires. Or le rétablissement de la sélection sur des critères académiques pour entrer à l'Université a évincé les candidats d'origine populaire, nourrissant le ressentiment des membres du parti. Victime de ce déphasage social, attirée par les images séduisantes venant du monde développé, une partie de la jeunesse étudiante va réclamer des réformes démocratiques.

Le point de départ de la contestation est l'hommage que veulent rendre les étu-

dants à l'ancien dirigeant Hu Yaobang, écarté du secrétariat général du parti en 1987 et décédé d'une crise cardiaque le 15 avril 1989. Parce qu'il a été limogé sous la pression des conservateurs, les étudiants lui attribuent à titre posthume l'intention d'avoir tenté de mener des réformes démocratiques et manifestent lors de ses funérailles le 22 avril.

Or les autorités réagissent de façon confuse. La police a pour consigne de ne pas intervenir, ce qui donne aux contestataires l'impression qu'ils ont carte blanche pour accentuer la pression et poursuivre le mouvement. Pourtant, le 26 avril, Deng Xiaoping approuve un éditorial du Quotidien du Peuple qui accuse les manifestants de participer à une « conspiration bien planifiée pour semer la confusion dans le peuple et plonger le pays dans les troubles ». Zhao Ziyang, de son côté, cherche à ramener le calme en discutant avec les porte-parole du mouvement. Mais il ne parvient pas à convaincre ses collègues de retirer l'éditorial du 26 avril et il y perd sa crédibilité.

Le 4 mai, 300 000 personnes défilent à Pékin et dans d'autres villes, et le mouvement s'amplifie. Au sommet du pouvoir, la tension monte entre Zhao Ziyang, secrétaire général du parti, et le premier ministre Li Peng, beaucoup moins enthousiaste à l'idée de négocier avec les manifestants. Place Tian'anmen, les étudiants sont calmes et la police applique les consignes : présence passive et aucune répression. Durant cette première phase, les manifestants ne demandent nullement qu'on change le système. Tout en dénonçant l'affairisme et la corruption, ils chantent l'Internationale.

Les autorités temporisent. Comment le pouvoir réprimerait-il un mouvement qui se donne les objectifs souhaités par le peuple ? Pourtant les tensions s'accrois-

sent. Le 15 mai, Mikhaïl Gorbatchev arrive à Pékin pour une visite officielle d'une importance historique, puisqu'elle scelle la réconciliation sino-soviétique. C'est le moment que choisit la coordination étudiante pour lancer une grève de la faim. La presse occidentale s'en mêle et fait un portrait élogieux des porte-parole du mouvement. La principale revendication des grévistes de la faim est le retrait de l'éditorial du Quotidien du peuple, mais le pouvoir refuse de céder à la pression de la rue. Le premier ministre Li Peng tente à son tour de dialoguer avec les manifestants devant les caméras de télévision et leur demande de ne pas perturber la visite du numéro un soviétique. Nouvel échec. Inquiet pour la suite des événements, le bureau politique décide alors de mettre fin à un mouvement qui met en péril l'autorité du parti.

La loi martiale

Au terme d'un débat houleux, la décision de proclamer la loi martiale et de faire appel à l'armée est prise par le comité permanent du bureau politique, le 17 mai, par deux voix pour, deux voix contre et une abstention. Mais les huit « Anciens », c'est-à-dire la vieille garde du parti animée par Deng Xiaoping, sont majoritairement pour : ils emportent la décision³. Les instances dirigeantes sont divisées, aussi bien sur la nature du mouvement que sur le moyen de rétablir l'ordre, même si tous veulent éviter l'effusion de sang. Prenant l'initiative, Zhao Ziyang va à la rencontre des grévistes de la faim le 17 mai. Cette discussion n'aboutit à rien et le dirigeant fond en larmes devant les caméras.

Ce fiasco provoque une crise politique au sommet du pouvoir. Devant son incapacité à raisonner les protestataires, ses pairs vont désavouer Zhao Ziyang. À l'instigation de Deng Xiaoping et des « Anciens », il est mis en minorité au comité permanent du bureau politique et remplacé par Jiang Zemin à partir du 31 mai. Le pouvoir est déterminé à éteindre le mouvement, si possible sans violence. À la demande du gouvernement, les troupes interviennent dans la capitale avec l'ordre formel de ne pas ouvrir le feu. D'abord bloquées dans les faubourgs par une foule qui veut s'interposer, elles parviennent difficilement, après de longues négociations, jusqu'à la place Tian'anmen. Les violences éclateront seulement dans la nuit du 2 au 3 juin 1989 et dureront deux jours.

Lorsqu'elle retrace l'enchaînement des faits, la narration occidentale lui fait subir de sérieuses distorsions. Elle affirme par exemple que les manifestants exhortaient le parti communiste à démissionner et ap-



Rue Zhongguancun, (Pékin), au lendemain de la répression du 4 juin sur la place Tiananmen. Daiwenchen, (7 juin 1989)

pelaient à l'instauration d'une « démocratie libérale ». C'est inexact. Le mouvement comprend non seulement des étudiants, le groupe le plus bruyant, mais aussi des ouvriers d'usine et des travailleurs ruraux de la région de Pékin. Certains manifestants sont « marxistes-léninistes », d'autres « démocrates » ou « libéraux ». D'un côté on scande des slogans en anglais, de l'autre on brandit des portraits de Mao. « Quand les protestations ont commencé en Chine en avril 1989, les manifestants ne demandaient pas la démocratie mais un socialisme plus pur, libéré de la corruption et des inégalités qui étaient endémiques à l'époque. Les étudiants portaient des portraits de Mao et chantaient fréquemment l'hymne national chinois », rappelle le journaliste sri-lankais Nury Vittachi.

Une autre distorsion par rapport à la réalité concerne la participation des services secrets occidentaux à la préparation de l'émeute. Dans la narration dominante, le rôle de ces officines est systématiquement occulté, comme si les événements de mai-juin 1989 n'avaient donné lieu à aucune tentative de manipulation extérieure.

« Opération Yellowbird »

« En 1988, une organisation relativement nouvelle, avec un nom innocent — National Endowment for Democracy — a installé un bureau en Chine. À l'époque, nous, journalistes, n'avions aucune idée que c'était une organisation dérivée de la CIA destinée à nouer des relations avec des militants anti-gouvernementaux à l'étranger, dans l'objectif de répandre la désinformation et de déstabiliser le pouvoir d'une manière favorable aux intérêts des États-Unis. Un acteur majeur a été le colonel Robert Helvey, vétéran des opérations de déstabilisation en Asie depuis trente ans. Il a formé, à Hong Kong, des leaders étudiants de Pékin aux techniques de manifestation de masse qui ont été utilisées plus tard dans l'incident de la Place Tian'anmen de juin 1989 », relate Nury Vittachi⁴.

Des préparatifs clandestins qui déboucheront sur le lancement d'une vaste opération conjointe MI6-CIA, appelée Yellowbird, pour soutenir le mouvement contestataire de la place Tian'anmen. Après le drame des 3 et 4 juin, la presse occidentale fera l'éloge de cette entreprise de subversion en la faisant passer pour une intervention humanitaire destinée à exfiltrer les meneurs étudiants. Devant « l'histoire fascinante et captivante de ce réseau », la rédaction du quotidien Le Monde ne cache pas son admiration :

« Hongkong, sous souveraineté britan-

nique, en était la plaque tournante. Des hommes d'Église, des militants, des truands, des personnalités du cinéma de la colonie britannique y participèrent. Et c'est au consulat de France qu'ils trouvèrent leurs meilleurs alliés pour permettre aux 'oiseaux' pourchassés de rejoindre Paris ».

Liée à la pègre, une fraction de la bourgeoisie hongkongaise joue un rôle majeur dans l'exécution du plan : « Un producteur de cinéma connu va se tourner vers les triades opposées au régime communiste et présentes dans la contrebande. C'est grâce à ces réseaux mafieux que les anciens meneurs de la place Tian'anmen, placés par Pékin sur une liste de 21 personnes les plus recherchées du pays, vont pouvoir échapper aux griffes de la police⁵. »

Selon Le Monde, il faudrait donc se réjouir non seulement de l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures d'un État souverain, mais aussi de la collaboration du crime organisé à cette entreprise. À chacun son échelle de valeurs ! Il va de soi que la presse occidentale omettra de préciser que cette opération fut conduite, en amont des affrontements, dans le but de provoquer l'effondrement du régime communiste, l'évacuation des rescapés ne constituant que le service après-vente de cette entreprise de déstabilisation. Comment croire, en effet, qu'une telle opération d'exfiltration massive ait été subitement improvisée au lendemain du 4 juin ? C'est d'autant plus invraisemblable que l'opération fut techniquement réussie. Mais peu important les faits. Aujourd'hui encore, l'implication des services secrets occidentaux et leur collaboration avec les bandes mafieuses font l'objet d'une omerta généralisée dans le « monde libre ».

Les déclarations des porte-parole du mouvement étudiant sont également éclairantes. Comme le retrace le documentaire *The Gate of Heavenly Peace*, l'une des principales porte-parole des étudiants contestataires, Chai Ling, est interviewée par le journaliste Peter Cunningham le 28 mai 1989 : « Tout le temps, je l'ai gardé pour moi parce qu'étant Chinoise, je pensais que je ne devais pas dire du mal des Chinois. Mais je ne peux pas m'empêcher de penser parfois — et je pourrais aussi bien le dire — vous, les Chinois, vous ne valez pas mon combat, vous ne valez pas mon sacrifice ! Ce que nous espérons réellement, c'est une effusion de sang, le moment où le gouvernement sera prêt à massacrer effrontément le peuple. Ce n'est que lorsque la place sera inondée de sang que le peuple chinois ouvrira les yeux. »

L'invitation pressante au sacrifice n'excluait pas la prudence pour soi-même :

après avoir voué son peuple au martyre, l'icône féminine de Tian'anmen optera pour l'exfiltration vers les États-Unis. « De toute évidence, le leadership fabriqué par les services occidentaux pour cette protestation avait un objectif clair : créer les conditions d'un massacre sur la place Tian'anmen. La manifestation avait commencé comme une démonstration de force pacifique destinée à soutenir Hu Yaobang, mais elle a été cooptée par des agents étrangers », relate le site Mango Press dans une enquête publiée en juin 2021⁶.

Deux récits pour un événement

« Comme tout le monde le sait maintenant, il y a toujours eu deux contes dramatiquement différents sur ce qui s'est passé à Beijing en 1989 », explique Nury Vittachi. « L'un est le terrible conte du massacre de la Place Tian'anmen, qui raconte que des soldats sont entrés dans l'espace public et ont tiré sur dix mille étudiants pacifiques qui manifestaient pour une démocratie à l'occidentale. Ils ont écrasé les corps en roulant dessus avec des tanks avant de les empiler et de les brûler avec des lance-flammes. L'autre version dit que personne n'est mort sur la place Tian'anmen, bien qu'il y ait eu des violences ailleurs, causant la mort d'environ 300 personnes, la plupart n'étant pas des étudiants mais des soldats — ou, pour le dire autrement, le même nombre de morts violentes qu'au cours de n'importe quel week-end aux États-Unis. J'ai religieusement cru le premier conte pendant des décennies. Jusqu'à ce que je fasse des recherches et que je réalise que presque toutes les sources sérieuses, occidentales et chinoises, soutiennent désormais la deuxième version⁷. »

Les conditions du rétablissement de l'ordre, en effet, constituent le point crucial de la controverse. À l'évidence, les forces de sécurité ont fait preuve d'une remarquable retenue jusqu'au déclenchement de l'émeute. Du 16 avril au 2 juin, les manifestations se poursuivent sans violence de part et d'autre. Le 21 mai, la loi martiale est proclamée par les autorités et les manifestants reçoivent l'ordre, via les journaux télévisés et les haut-parleurs, de rentrer chez eux.

Lorsqu'elles entrent dans la capitale, les troupes de l'Armée populaire de Libération envoyées sur place sont majoritairement désarmées et elles ont reçu l'ordre formel de ne pas ouvrir le feu. Il s'agit de faire pression sur les manifestants en envoyant au contact de jeunes militaires sans armes qui ont pour mission de persuader les manifestants d'évacuer les lieux. Le

sort des centaines de grévistes de la faim préoccupe également le pouvoir qui craint de se voir reprocher son indifférence à leurs souffrances.

Afin de disperser les manifestants par la persuasion, certaines unités militaires reçoivent alors l'ordre d'entrer sur la place Tian'anmen, mais elles sont refoulées par les manifestants. Le 2 juin, l'armée opère malgré tout sa première tentative d'évacuation de la place Tian'anmen, sans user de violence et en discutant avec les manifestants. C'est à ce moment qu'en remon- tant vers l'ouest par l'avenue Chang'an, les troupes sont attaquées par la foule. Certains soldats sont désarmés, d'autres frappés par les émeutiers.

Les militaires finissent tout de même par se frayer un chemin jusqu'à la place Tian'anmen, où des soldats non armés persuadent les étudiants de quitter les lieux. C'est dans la nuit du 2 au 3 juin, en revanche, que tout dérape. Les violences éclatent dans les ruelles avoisinantes et le long de l'avenue Chang'an : les émeutiers qui ont confisqué leurs armes aux soldats passent à l'attaque. Des dizaines de véhicules blindés sont incendiés avec des cocktails Molotov, et de nombreux militaires désarmés sont molestés. C'est le chaos au cœur de la capitale.

Même le Wall Street Journal, en dépit de son anticommunisme et de son soutien enthousiaste au mouvement « pro-démocratie », reconnaît que « des manifestants radicalisés », dont certains étaient « armés d'armes à feu et de véhicules réquisitionnés lors d'affrontements avec l'armée », ont délibérément attaqué les militaires dépêchés sur place. « Alors que des colonnes de chars et des dizaines de milliers de soldats s'approchaient de Tian'anmen », les troupes ont été attaquées par des foules en colère. « Des dizaines de soldats ont été tirés des camions, sévèrement battus et laissés pour morts. A une intersection à l'ouest de la place, le corps d'un jeune soldat, qui avait été battu à mort, a été dépouillé et suspendu à côté d'un bus »⁸.

Des émeutiers en formation de combat

Selon Nury Vittachi, « la violence a commencé quand un groupe mystérieux de voyous a attaqué des bus de l'armée avec des cocktails Molotov, en y mettant le feu, provoquant la mort des occupants. Les soldats qui ont réussi à s'enfuir des bus enflammés ont été battus à mort⁹ ». Les photos des soldats carbonisés ayant été largement diffusées, l'occultation de cette tuerie par les médias occidentaux est un véritable tour de force : elle permet

de masquer l'origine des violences et d'en attribuer la responsabilité aux dirigeants communistes, la répression d'une émeute sanglante devenant un massacre d'étudiants inoffensifs.

Pourtant, selon le Washington Post du 5 juin 1989, « les combattants antigouvernementaux sont organisés en formations de 100 à 150 personnes. Ils sont armés de cocktails Molotov et de matraques en fer, pour affronter l'APL qui n'était toujours pas armée les jours précédant le 4 juin ». Devant la violence des émeutiers et le meurtre des jeunes militaires désarmés, le gouvernement ordonne à l'armée de reprendre le contrôle des ruelles. Dans la nuit du 3 au 4 juin, les troupes entrent massivement dans la ville et répriment l'émeute.

À la suite de ces affrontements, le gouvernement estime le nombre des victimes à 300 personnes, soldats et émeutiers confondus. Un bilan que le monde occidental qualifie aussitôt de mensonger, et ses médias parlent de 1000 à 3000, puis finalement de « 10 000 victimes ». Mais quelle est la crédibilité d'un tel bilan ? Auteur d'un ouvrage pour lequel il a réalisé deux cents entretiens avec les acteurs du drame, Alain Peyrefitte confie ses interrogations :

« J'arrivai à Pékin, au mois d'août 1989, persuadé, d'après les récits de la presse occidentale et d'après ce que j'avais vu de mes yeux parmi les images des télévisions, que les chars chinois, débouchant sur Tian'anmen, avaient massacré la foule des étudiants pris au piège : à coups de canons et de mitrailleuses lourdes, ou sous les chenilles des blindés, l'armée y avait fait un affreux carnage. Or, à ma grande surprise, les observateurs occidentaux demeurés à Pékin — diplomates ou journalistes — ainsi qu'Amnesty international ne démentaient pas la version officielle : l'armée n'aurait pas tiré sur la place, si ce n'est en l'air ; le quadrilatère occupé depuis sept

semaines aurait été évacué pacifiquement. Certains disaient qu'ils ne pouvaient rien affirmer, les témoignages qu'ils avaient recueillis étant trop divergents. Depuis lors, j'ai retrouvé la trace de précieux témoins qui se trouvaient sur Tian'anmen pendant la nuit. Plusieurs s'estimaient obligés de confirmer la version officielle des autorités chinoises¹⁰. »

En fait, il n'y a eu aucune violence sur la place. « Il y a bien eu quelques coups de feu, mais qui avaient pour cible les haut-parleurs juchés sur les pylônes. Qui a parlé de morts à Tian'anmen ? Ceux qui n'y étaient pas ». La véritable nature des violences a bel et bien été occultée par la narration occidentale : « Sur la place Tian'anmen, des centaines de chars tirent au canon sur la foule des manifestants aux mains nues ou les broient sous les chenilles ». C'est ce récit fantaisiste que la presse occidentale va colporter inlassablement, accréditant cette fiction pour masquer la réalité d'une émeute antigouvernementale.

« On n'a pas rectifié cette première information pour préciser qu'à l'aide de barricades, dressées sur les seize kilomètres de l'avenue Chang'an, depuis les faubourgs de l'est et de l'ouest jusqu'à Tian'anmen, des insurgés ont essayé d'empêcher la progression des colonnes ; que des combats de guérilla urbaine ont eu lieu toute la nuit ; que des véhicules militaires ont été enflammés à coups de projectiles incendiaires et au moins quelques-uns de leurs occupants brûlés vifs ; que l'armée a dû passer en force ; qu'aucun combat n'a eu lieu sur Tian'anmen ; que les étudiants qui y étaient encore restés ont pu évacuer la place, leurs drapeaux en tête », conclut Alain Peyrefitte.

Le mythe du « Tankman »

Mais peu importe la réalité : elle passera sous les radars des médias occidentaux.



« Tank man » devant une colonne de chars de l'Armée populaire de libération chinoise lors des manifestations de la place Tian'anmen le 5 juin 1989. Capture d'écran

En revanche, la photo de l'homme qui arrête la colonne de chars sur la place Tian'anmen va faire le tour du monde. Elle est censée illustrer la bravoure d'un homme seul, se dressant héroïquement devant des blindés qui symbolisent la brutalité de la répression. Mais sur la vidéo complète, on voit la colonne s'arrêter pour ne pas lui passer sur le corps. L'homme grimpe alors sur le premier char. Ses sacs de courses à la main, il s'entretient avec l'équipage pendant quelques secondes. Puis il redescend tranquillement du blindé et il est emmené par ses amis. Les chars continuent ensuite vers Chang'an, retournant à leur base. C'est tout. Le génie propagandiste a fabriqué un symbole planétaire avec un non-événement.

« Si nous devons croire qu'une colonne de chars s'arrête pour un seul homme après en avoir assassiné 10 000, alors quels mensonges encore plus ridicules l'Occident va-t-il écrire sur la Chine ? Sur la place Tian'anmen, le 4 juin 1989, il n'y a eu aucun massacre. Il y a eu de violents combats dans les rues latérales entre les éléments armés contre-révolutionnaires, la police et l'armée. Le nombre de morts pour l'ensemble de l'événement fut de 241 au total, soldats, policiers et émeutiers confondus. »

De même, il faut faire un sort à la fable de la sanglante répression qui aurait suivi les événements : « À la suite des violences, il n'y a pas eu d'exécutions. Wang Dan, leader de la protestation et incitateur à la violence, qui n'a pas réussi à fuir vers l'Ouest, a été arrêté. Il a été condamné à quatre ans de prison, plus deux ans de détention dans l'attente de son procès pour incitation à la violence contre-révolutionnaire. L'homme n'a écopé que de six ans de prison. Il vit désormais librement dans le monde merveilleux de l'Occident capitaliste », conclut l'enquête de Mango Press¹¹.

Au terme de ce récit, on peut toujours se demander si les choses pouvaient tourner autrement. C'est peu probable. La détermination du pouvoir condamnait d'autant plus à l'échec ce mouvement protestataire qu'il a dégénéré en tentative de subversion soutenue par des puissances étrangères. Imolé sur l'autel d'une démocratie imaginaire, il n'avait aucun avenir. Les étudiants ne pouvaient guère entraîner les masses paysannes et ouvrières. Ils représentaient 2 % d'une tranche d'âge et passaient pour des privilégiés aux yeux des classes populaires. Le hiatus entre la protestation étudiante et la masse du peuple était d'abord de nature sociologique. Si cette « révolution de couleur » avant la lettre a échoué à Pékin en juin 1989, c'est surtout en raison de l'étroitesse de sa base

sociale.

Tout aussi décisive, la deuxième faiblesse du mouvement est précisément ce qui lui a valu sa popularité à l'Ouest. En donnant l'impression de vouloir importer le modèle occidental, il s'est coupé de ses racines chinoises. Son langage trahissait un désir d'imitation qui comblait d'extase la presse occidentale, mais heurtait le patriotisme chinois :

« Ces étudiants ont emprunté leur gestuelle à l'Occident : comme si c'était le principal bienfait retiré de leur séjour dans les universités d'outre-mer. Sit-in, happening, grève de la faim, calicots sont des bizarreries importées ; les slogans sont rédigés en anglais. Le geste illustre de Churchill, deux doigts levés en forme de V, n'a aucun sens en Chine et ne correspond même pas à un caractère chinois. Le soir venu, les jeunes allument simultanément un briquet, symbole de lumière : geste imité des fans dans les concerts-pop d'Occident. Autant de circonstances aggravantes : elles offensent l'orgueil national dont le pouvoir est dépositaire », relève Alain Peyrefitte¹².

Outre son caractère minoritaire dans le pays et l'exotisme contre-productif de ses références symboliques, le mouvement étudiant, enfin, souffrait « de la posture élitiste des intellectuels chinois » et de son « incapacité à intégrer les préoccupations des citoyens ordinaires ». Une obsession de la pureté morale et une disposition sacrificielle qui s'accompagnaient, chez les protestataires, d'une critique des autres couches sociales, ouvrières et paysannes, soupçonnées de préférer la défense de leurs intérêts matériels au combat pour la liberté et la démocratie.

Ce mépris à peine dissimulé pour les masses laborieuses, sans nul doute, condamnait à l'impuissance une stratégie insurrectionnelle qui ressembla plutôt à « une protestation fortement théâtralisée et saturée de signification morale », « un spectacle martyrologique à l'adresse du pouvoir, dépourvu de toute réflexion institutionnelle ». Figure de proue du mouvement et future idole de l'Occident, Liu Xiaobo lui-même le reconnaissait : « Nous avons été perdus par notre sens de la supériorité morale¹³. » ■

Notes :

- (1) Simon Leys, Les habits neufs du président Mao, Préface de 1989, in Essais sur la Chine, Robert Laffont, 1998, p. 8.
- (2) Alain Peyrefitte, La Tragédie Chinoise, in De la Chine, Omnibus, 1997, p. 1073.
- (3) Gilles Guiheux, La République populaire de Chine, Belles Lettres, 2018, p. 118.
- (4) Nury Vittachi, « How psy-ops warriors fooled me about Tiananmen Square : a warning », Friday, 4 juin 2022.
- (5) François Bougon, « En Chine, la fascnante opération Yellow Bird », Le Monde, 27 juin 2016.
- (6) « The Tian'anmen Square Massacre, The West most persuasive, most pervasive Lie », Mango Press, 4 juin 2021.
- (7) Nury Vittachi, op. cit.
- (8) James P. Sterba, Adi Ignatius and Robert S. Greenberger, « Class Struggle : China's Harsch Actions Threaten to set back 10-Year Reforme Drive – Suspicions of Westernization Are Ascendant, and Army Hasq a Political Role Again- A Movement Unlikely to Die », Wall Street Journal, June 5, 1989.
- (9) Nury Vittachi, op. cit.
- (10) Alain Peyrefitte, op. cit., p. 1104.
- (11) « The Tian'anmen Square Massacre, The West most persuasive, most pervasive Lie », Mango Press, 4 juin 2021.
- (12) Alain Peyrefitte, op. cit., p. 1088.
- (13) Sébastien Veg, « Les trois crises



Bruno Guigue

Normalien et énarque, Bruno Guigue est professeur invité à l'Ecole de Marxisme de l'Université normale de la Chine du Sud. Ancien haut fonctionnaire, auteur de onze ouvrages et de nombreux articles, il collabore régulièrement avec des médias chinois, russes, iraniens, turcs, algériens et libanais. Dernier ouvrage paru : L'Odyssée chinoise, de Mao Zedong à Xi Jinping, Editions Delga, 400 p., 2025.

An aerial photograph of a vast, rugged landscape in Greenland. The terrain is covered in a thick layer of snow and ice, with dark, jagged mountain peaks and ridges protruding from the white expanse. The lighting creates strong shadows, emphasizing the dramatic topography. The sky is a pale, hazy blue.

Oleg Nesterenko
Groenland – États-Unis – l'UE :
Le bal de l'hypocrisie

Dès son premier mandat, Donald Trump a manifesté son désir d'acquérir le Groenland, territoire danois depuis le XVI^e siècle. Ces propos, initialement accueillis avec scepticisme, ont ressurgi lors de son retour au pouvoir en janvier 2025, ravivant l'intérêt américain pour cette colonie arctique danoise.

Les déclarations de la Maison Blanche concernant la convoitise du Groenland, initialement perçues comme une extravagante aberration, ont pris une toute nouvelle tournure avec l'enlèvement du président vénézuélien légitime le 3 janvier. Ce passage de la fantaisie à l'action a révélé à la communauté internationale la détermination des États-Unis d'Amérique, sous la présidence Trump, à transgresser le droit international, au besoin, afin d'obtenir les bénéfices géo-économiques unilatéraux.

Les prétextes fallacieux

Les prétextes drapés dans des justifications sécuritaires anti-russes et anti-chinoises, que brandit la présidence américaine pour justifier sa volonté de s'appropriier l'île du Groenland, ne sont que des mensonges caractérisés que la Maison Blanche ne prend même pas la peine de camoufler davantage. L'époque où l'on exhibait à l'ONU une prétendue fiole d'anthrax, comme le fit le secrétaire d'État américain Colin Powell le 5 février 2003, pour maquiller l'invasion de l'Irak sous un vernis de légitimité, semble révolue. Cette mascarade avait alors servi de prétexte pour déclencher la destruction d'un pays et le massacre de son peuple.

L'anéantissement de l'Irak, ne nous y trompons pas, n'était pas un but en soi, mais la conséquence inéluctable d'une stratégie américaine. La véritable motivation résidait dans la nécessité de neutraliser l'initiative de Saddam Hussein contre le « pétrodollar ».

En octobre 2000, le président irakien avait osé déclarer son intention de ne plus vendre son pétrole contre des dollars américains, mais uniquement contre des euros. Une telle audace valait la signature de son propre arrêt de mort. En février 2003, Saddam Hussein mit sa « menace » à exécution en vendant plus de 3 milliards de barils de pétrole brut pour 26 milliards d'euros. Un mois plus tard, les États-Unis envahissaient et détruisaient l'Irak, infligeant au peuple irakien une tragédie marquée par l'anéantissement des infrastructures et un nombre effroyable de victimes civiles.

Forte de l'impunité judiciaire totale dont jouissent les crimes contre l'humanité commis par les gouvernements successifs des États-Unis, ils ne se donnent plus la peine de les couvrir par des narrations ne serait-ce qu'un peu crédibles aux yeux de la communauté internationale. Nul besoin, donc, de déployer des efforts de communication supplémentaires pour préparer l'annexion du Groenland, que ce soit de gré ou de force.

La véritable raison de la convoitise américaine pour cette zone polaire peu hospitalière réside incontestablement dans les gigantesques réserves de matières premières qu'elle recèle, tant dans son sous-sol que dans les profondeurs de l'océan Arctique, au sein de la zone économique exclusive (ZEE) danoise qui s'étend jusqu'à 200 milles marins des côtes du Groenland (370,42 km) et confère à son détenteur des droits souverains en matière de ressources économiques.

Si le Groenland venait à passer sous l'autorité américaine, le fait que l'extension américaine de terres rares et

d'uranium se fasse sans consulter les populations autochtones serait une considération secondaire, une simple formalité qui sera ignorée à Washington. En 2021, pourtant, ces populations avaient réussi à bloquer le début d'une telle exploitation (affaire d'Energy Transition Minerals), afin de préserver leurs moyens de subsistance traditionnels d'une pollution imminente. Compte tenu des enjeux économiques pour les États-Unis, il est prévisible que l'opinion des populations autochtones sur ce sujet ne suscitera pas plus d'intérêt que l'avis des Européens concernant l'annexion de l'île. Cette indifférence stratégique s'inscrit dans une logique géopolitique et économique où les intérêts nationaux prévalent sur les considérations éthiques ou les droits des minorités. De plus, l'histoire des relations entre les États-Unis et les peuples autochtones est profondément marquée par une marginalisation systématique de ces derniers dans les processus décisionnels concernant leurs propres territoires et ressources.

« Un conflit ou une tentative d'annexion du territoire d'un pays membre de l'OTAN par un autre pays également membre de l'OTAN serait la fin du monde tel que nous le connaissons », a déclaré le premier ministre polonais Tusk. Une déclaration qui semble ignorer que la préservation du monde tel que nous le connaissons est la dernière des préoccupations du maître d'Outre-Atlantique.



Ilulissat, Groenland. Joe Raedle, Getty Images, (2025)

La présence américaine au Groenland

Contrairement aux insinuations fallacieuses, la présence militaire américaine dans l'océan Arctique ne nécessite nullement l'annexion du Groenland ni sa transformation en territoire national des États-Unis. En réalité, les forces armées américaines sont stationnées en permanence sur cette île arctique depuis la Seconde Guerre mondiale, une présence officialisée dès 1951 par un accord bilatéral américano-danois (Accord du 27 avril 1951). Cet accord confère à Washington D.C. une latitude d'action militaire significative dans la région arctique.

À ce jour, la base aérienne de Pitufik (Thulé Air Base) demeure la seule installation militaire américaine active au Groenland.

Les déclarations occasionnelles de Donald Trump, telles que celles sur Truth Social, suggérant que « L'OTAN deviendrait plus redoutable et efficace si le Groenland était entre les mains des États-Unis. Tout ce qui est en-deçà de cela est inacceptable », n'altèrent pas la nature juridique de l'accord existant.

Il ne fait aucun doute que, si les circonstances l'exigeaient, les États-Unis pourraient accroître très considérablement leur présence militaire sur l'île, même si cette dernière demeure sous la souveraineté danoise.

Les hypocrisies de l'Union européenne

À ce jour, seuls six des vingt-sept États membres de l'Union européenne, abstraction faite du Danemark, ont formalisé leur position par une déclaration officielle condamnant l'initiative des États-Unis d'Amérique vis-à-vis du Groenland (déclaration conjointe du 6 janvier, émanant d'Allemagne, du Royaume-Uni, de France, d'Italie, de Pologne et d'Espagne).

Cette déclaration, confinée à l'expression verbale, est dénuée d'un véritable engagement : les paroles qui n'ont aucune valeur, ne signifient rien et n'engagent les déclarants à rien.

À l'instar des prédateurs opportunistes, l'appareil politico-bureaucratique de l'UE et de ses États membres manifeste une propension à cibler exclusivement les États perçus, à tort

ou à raison, comme structurellement plus faibles ou en situation de vulnérabilité conjoncturelle. Face aux forces dominantes, une politique de deux poids, deux mesures, d'une perversité indéniable, se révèle inéluctablement.

La devise de l'Union européenne est bien celle formulée jadis par les Romains : « Ce qui est permis à Jupiter n'est pas permis au bœuf. »

La protection des démocraties, des droits de l'homme et de la liberté d'expression n'est qu'une pure chimère, un artifice rhétorique destiné à manipuler l'électorat. La classe politique européenne, majoritairement constituée de vulgaires activistes carriéristes, est bien davantage préoccupée par la conservation du pouvoir et la dissimulation de ses crimes à l'encontre des nations entières, commis en continu à travers le monde.

L'Union européenne redécouvre avec soudaineté l'existence du droit international, une prise de conscience motivée par la menace que représente Donald Trump pour ses propres intérêts. Les instances dirigeantes de l'UE et de nombreux États européens, qui critiquent la Maison Blanche pour ses velléités de démembrement du Danemark, en appellent désormais au respect du droit international.

Or, ces mêmes acteurs ont fait preuve d'un empressement notable à participer au démembrement illégal de la Yougoslavie en 1999, en violation totale dudit droit.

De même, les indignations européennes face aux bombardements russes de l'infrastructure énergétique ukrainienne (après avoir laissé la chance à la partie adverse d'entendre la raison durant plus de 3 années consécutives) remportent haut la main le concours de l'hypocrisie, sur le fond de la destruction de plus de 70% non seulement de l'infrastructure énergétique civile, mais également de l'accès à l'eau potable en Yougoslavie par l'organisation criminelle du Traité Atlantique Nord dès les premiers jours de son agression en 1999 et sur le fond de la déclaration officielle de l'OTAN concernant la privation des populations de l'accès à l'électricité et à l'eau potable : « Si Milosevic veut vraiment que ses citoyens aient de l'eau et de l'électricité, tout ce qu'il a à faire est d'accepter les conditions de l'OTAN et nous arrêtons cette campagne [...]. Si cela a des conséquences pour la population, ce

sont ses problèmes ! » (porte-parole de l'OTAN, l'anglais Jamie Shea, le 25 mai 1999). En ce moment de l'histoire et dans tant d'autres crimes qui ont suivi depuis, le droit international semblait d'un intérêt bien plus limité pour ces acteurs.

Abstraction faite des causes profondes du conflit en Ukraine et des opinions divergentes, toute personne raisonnable dotée d'un minimum de capacités analytiques ne peut nier que la Fédération de Russie avait des raisons bien plus impérieuses de revendiquer la Crimée et le Donbass que les États-Unis d'Amérique d'annexer le Groenland, dont l'unique rapport de l'État américain avec ce dernier ne consiste que dans la modeste présence sur son sol d'une seule, parmi plus de 700, de leurs bases militaires dans le monde.

Dès lors, la question qui se pose est la suivante : quelle est la réaction des pays de l'Union européenne et de leurs « élites » politiques face à ces deux revendications ?

La réponse est indéniable et bien étonnante pour un esprit non averti : une quasi-guerre totale contre la Russie, impliquant des investissements de centaines de milliards d'euros, des centaines de milliers de morts sur les champs de bataille et plus de 30 711 sanctions imposées à la Russie (au 1er janvier 2026).

En revanche, quelle est l'action de ces mêmes pays face à leur suzerain américain ? Quelques paroles impuissantes qui n'iront jamais plus loin.

De même, il est inutile de détailler l'hypocrisie profonde des « élites » européennes face au massacre à grande échelle des populations civiles à Gaza et à d'autres crimes de guerre et crimes contre l'humanité perpétrés à travers le monde, dont les « défenseurs des droits de l'homme » sont non seulement restés silencieux, mais souvent, sont directement responsables.

Le droit fondamental de la classe politique de l'Occident collectif vis-à-vis du reste du monde, depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours, est celui du plus fort. Elle ne sait avancer que par la force et ne comprend aucun autre langage que celui de la force. Cette monolingue de la force annihile toute tentative de dialogue subtil, d'échange constructif, réduisant la relation à un rapport de domination brute et simpliste.

Les abus et crimes extraterrito-

riaux à répétition, visant à accroître la richesse des « élites » (à ne pas confondre avec les peuples) du « jardin fleuri » aux dépens des intérêts des nations non occidentales, qualifiées de « jungles » (« L'Europe est un jardin. La plus grande partie du reste du monde est une jungle », Josep Borrell, Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères, vice-président de la Commission européenne), sont justifiés par des discours incessants sur les droits de l'homme, la démocratie et de nobles idéaux servant de prétexte à leurs ingérences et invasions, tout en réprimant avec véhémence ceux qui s'y opposent. Simultanément, tout régime, aussi antidémocratique, dictatorial, voire sanguinaire soit-il, mais soumis aux intérêts des capitales occidentales, peut compter sur leur soutien indéfectible.

Cependant, les discours de ces fervents défenseurs du concept spirituel incarné par les cochons orwelliens de La Ferme des animaux : « Tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres », ne trompent plus personne, ni en Afrique, ni en Amérique latine, ni en Asie.

Peu importe les déclarations euro-

péennes actuelles et futures : aucune action européenne égale ne serait-ce qu'à quelques pour cent de celles entreprises contre la Russie ne verra jamais le jour à l'égard des États-Unis d'Amérique.

Le 14 janvier, le président français Emmanuel Macron déclarait que la France « ne sous-estime pas » les intentions des États-Unis concernant le Groenland et s'engageait à « faire preuve d'une solidarité totale » avec le Danemark.

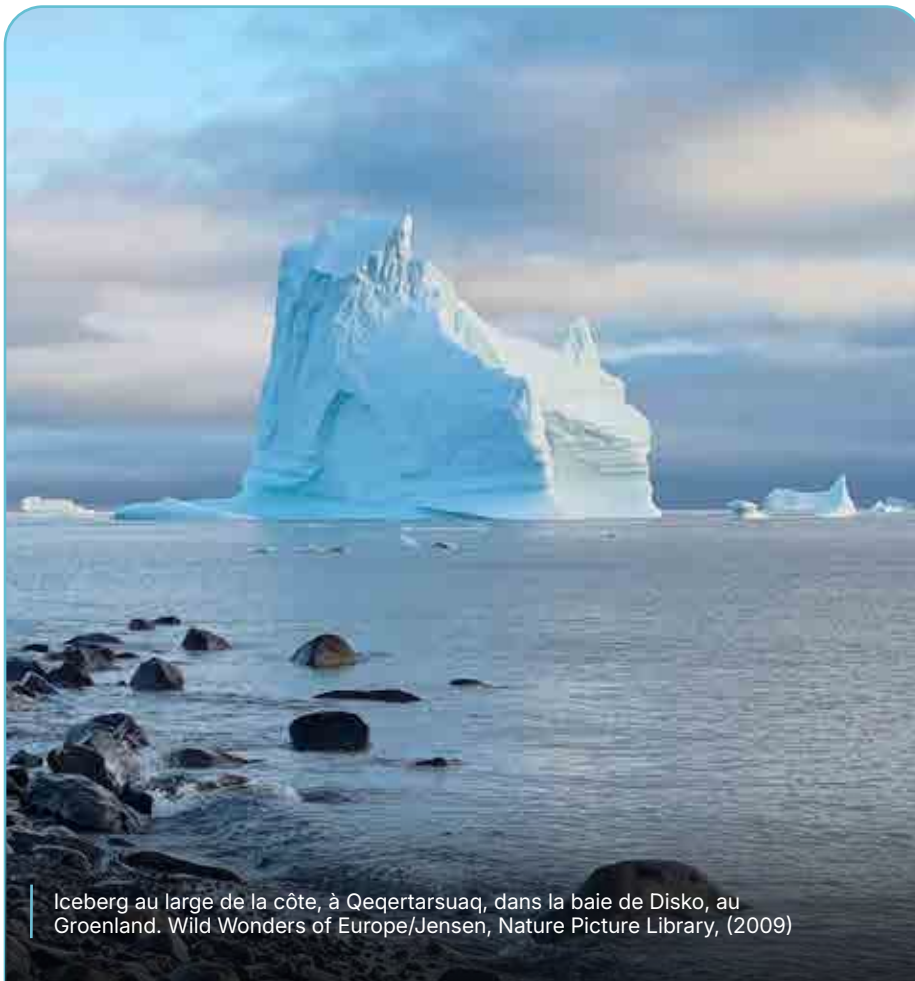
En guise d'illustration, rien ne révèle mieux le degré d'hypocrisie pathétique des « élites » européennes que le déploiement de troupes européennes au Groenland pour préparer le terrain à une résistance contre une éventuelle invasion américaine. La Norvège a envoyé deux personnes. La France a envoyé quinze personnes. L'Allemagne en a envoyé treize. Les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Finlande, l'Estonie et la Suède s'apprêtent également à envoyer leurs troupes, dont le nombre ne dépassera certainement pas celui des puissances déjà engagées.

Ainsi, Donald Trump est incité à réfléchir davantage avant de se heurter au redoutable déploiement militaire européen sur ce territoire convoité. ■



Oleg Nesterenko

Oleg Nesterenko est Président du CCIE et Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris



Iceberg au large de la côte, à Qeqertarsuaq, dans la baie de Disko, au Groenland. Wild Wonders of Europe/Jensen, Nature Picture Library, (2009)

Hommage vibrant à Christine Cotton, suite à son envol ce 1er juin 2026



C'est avec une immense tristesse et un profond respect que nous rendons aujourd'hui hommage à Christine Cotton qui nous a quittés ce 1er juin 2026. Sa disparition laisse un grand vide, mais son héritage restera gravé dans les mémoires.

Biostatisticienne hautement qualifiée et lanceuse d'alerte courageuse, spécialiste reconnue des essais cliniques, elle a mis toute son expertise et son énergie à analyser avec rigueur les données des études Pfizer sur les injections contre le Covid-19. Avec son exigence scientifique, sa rigueur méthodologique et son respect absolu des Bonnes Pratiques Cliniques, elle n'a pas hésité à pointer du doigt les failles et les irrégularités qu'elle y avait décelées.

Dès décembre 2020, face aux documents des essais cliniques des « vaccins » anti-Covid, Christine a choisi le chemin, souvent solitaire et difficile, de la vérité.

En toute indépendance, elle a analysé en profondeur les protocoles, rapports et données de Pfizer et des autres fabricants. Avec cette précision qui la caractérisait, elle a mis en lumière des manques flagrants de données et des problèmes d'intégrité qui remettaient en question les affirmations d'efficacité à 95 % et de sécurité communiquées au public.

Ses rapports d'expertise, précis et rigoureusement sourcés, sont devenus des pièces maîtresses dans plusieurs procédures judiciaires et ont éclairé des milliers de citoyens en quête de transparence (son livre « Tous vaccinés, tous protégés ? » Editions Trédaniel). Ces écrits restent gravés pour toujours comme des preuves irréfutables.

Christine ne se battait pas seulement pour des chiffres, elle se battait pour des vies. Elle s'était profondément impliquée pour venir en aide aux personnes victimes d'effets indésirables de légers à graves, trop souvent délaissées par les autorités sanitaires.

À travers ses nombreuses interviews et interventions dans les médias indépendants, elle a partagé ses analyses avec une honnêteté rare.

Elle a payé ce refus de se taire au prix fort : celui de sa tranquillité, de sa santé, et, finalement, de sa vie. Malgré

des douleurs insoutenables apparues vers début 2025 et contre lesquelles elle luttait au quotidien, elle a continué son travail et a porté plainte contre les autorités sanitaires. Avant de s'éteindre, elle a tenu à laisser un dernier message sur le réseau X, empreint de sincérité et d'un amour profond pour la vie, cette vie qu'elle avait toujours cherché à protéger.

Voici ses derniers mots sur son tweet déchirant sur son compte X : « Nous sommes le 02 juin 2026, quand vous lirez ces lignes, j'aurai quitté ce monde. Pour ceux qui ne me connaissent pas, je m'appelle Christine Cotton, je suis ce qu'on appelle une lanceuse d'alerte. J'ai travaillé 25 ans pour l'industrie pharmaceutique dans la gestion et l'analyse des données cliniques. En tant que biostatisticienne, depuis décembre 2020, je me suis plongée dans les documents du vaccin Covid du laboratoire Pfizer. J'ai écrit de nombreux documents et fait de nombreuses émissions pour partager les vrais résultats. Mes conclusions sont catastrophiques, en plus de la non-validité des résultats due à des erreurs, voire des fraudes manifestes. Le vaccin Pfizer que la population a reçu, que vous avez peut-être reçu, n'est pas celui de l'essai clinique aux 95 % d'efficacité annoncée par tous les politiques, journalistes et médecins de plateau. On vous a administré un produit pour lequel il n'y avait strictement aucun résultat, ni d'efficacité, ni de tolérance. Ce message n'a pas pour but de faire du sens-

Conseils de lecture



Dutroux, l'enquête assassinée

Aimé Bille

éditions Investig'Action

Dans les méandres de l'infamie, « Dutroux - l'enquête assassinée » révèle les zones d'ombre d'une affaire qui continue de hanter la Belgique. Ce livre controversé projette une lumière crue sur les failles et les controverses d'une enquête que certains estiment avoir été délibérément sabotée.



L'anticonspirationnisme mis à nu à travers l'imposture Rudy Reichstadt

François Belliot

éditions Retour aux sources

Mise à nu de l'imposture de l'anticonspirationnisme, dans son ensemble, en prenant pour fil directeur narratif l'extraordinaire parcours de Rudy Reichstadt, devenu en dix années le pape de l'anti-complotisme.



Palestine - le malaise français

Charles Onana

éditions Duboiris

Le 2 mai 1989, le président François Mitterrand reçoit, pour la première fois à Paris, le leader palestinien Yasser Arafat. Certains crient à la trahison et le chef de l'Etat français, pourtant connu pour son amitié pour Israël, devient la cible d'attaques violentes. À Tel-Aviv, le Premier ministre Yitzhak Shamir déclare que cette visite est un encouragement aux terroristes.



Aux origines de la théorie du complot

Lance deHaven-Smith

éditions Yves Michel

La « théorie du complot » permet de ridiculiser et de décrédibiliser toute personne osant exprimer des doutes, ou des critiques, sur l'interprétation officielle (celle des gouvernements relayée par les médias mainstream) d'événements politiques de grande ampleur (assassinats, attentats, guerres, pandémies...). Les dissidents sont désormais taxés d'être « complotistes » ou « conspirationnistes ».



Ukraine entre guerre et paix
Jacques Baud
 éditions Max Milo

Que l'on soit pour ou contre la position de l'Ukraine, on est condamné à revenir au terrain des opérations et à analyser ce qui s'y déroule. C'est à ce prix qu'un chemin vers la paix est possible, et non en nous fondant sur des illusions.



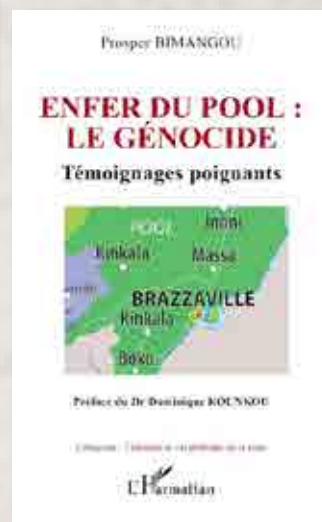
Le printemps des complotistes
Jacob Cohen
 éditions Fiat Lux

L'auteur a choisi de faire parler des personnages, fictifs mais ancrés dans la réalité, pour aborder les questions d'actualité, sous l'angle précisément de ces manipulations attribuées au Système, pour faire avancer son projet totalitaire. Avec un accent mis principalement sur les mécanismes de subordination.



Les guerres illégales de l'OTAN
Daniele Ganser
 éditions Demi-Lune

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la fondation de l'Organisation des Nations Unies, prévaut l'interdiction de faire la guerre. Durant ces 7 dernières décennies, certains pays membres de l'OTAN ont trop souvent mené des guerres illégales, ce qui demeure encore aujourd'hui lourd



Enfer du pool : le génocide. Témoignages poignants
Prosper Bimangou
 éditions l'Harmattan

Cet ouvrage décrit les méthodes déployées dans la volonté de donner gratuitement la mort à des dizaines de milliers de personnes pour ce qu'elles étaient et pour ce qu'elles avaient fait : Un génocide. Les survivants à cet enfer sont prêts à témoigner devant une juridiction internationale pour valider ces récits et espérer l'inculpation des acteurs de ce génocide.

tionnalisme sur les réseaux, mais pour vous informer de l'une des plus grosses manipulations que l'humanité ait connues. Toutes les preuves se trouvent dans la dernière version de mon travail que je vous invite à télécharger et à lire. Pour les plus feignants et les très occupés, les quelques pages de la conclusion et les liens sur les docs sources vous éclaireront déjà beaucoup.

Je suis tombée malade au moment où j'ai porté plainte contre les autorités de santé. Je souffre depuis plus d'un an de douleurs atroces partant des lombaires jusque dans les jambes, de brûlures dans la peau, essentiellement dans les jambes et le dos. J'ai consulté des médecins généralistes, neurologue, ostéopathe, virologue, dermatologue, rhumatologue, psychiatre, homéopathe... j'ai avalé des milliers de gélules de compléments alimentaires, des anxiolytiques, des neuroleptiques, des antidouleurs prescrits par le centre antidouleur. J'ai même fait des séances de Biorésonance et vu des magnétiseurs, et ce, sans aucun résultat. Je suis à bout de ce que je peux supporter.

Je demande pardon à ceux qui m'aiment, vous qui me suivez sur les réseaux sociaux depuis 4 ans, mes amis, mes parents, et surtout à dieu ou quelle que soit sa nature ou son nom, de mettre fin à ma vie, moi qui n'ai eu de cesse de la protéger depuis l'enfance, que ce soit la vie végétale, animale ou humaine. Je remercie du fond du cœur ceux qui m'ont soutenue, encouragée, et tous ceux qui prient ou ont organisé des groupes de prière.

Je vais vous demander de prier encore pour que mon âme soit au plus vite dans la lumière du Créateur. »

Hommage de la LNPLV, au nom du Dr Martine Gardénal, présidente, et de toute l'équipe

La LNPLV salue la mémoire de Christine Cotton, une femme d'exception, biostatisticienne émérite et lanceuse d'alerte au courage exemplaire.

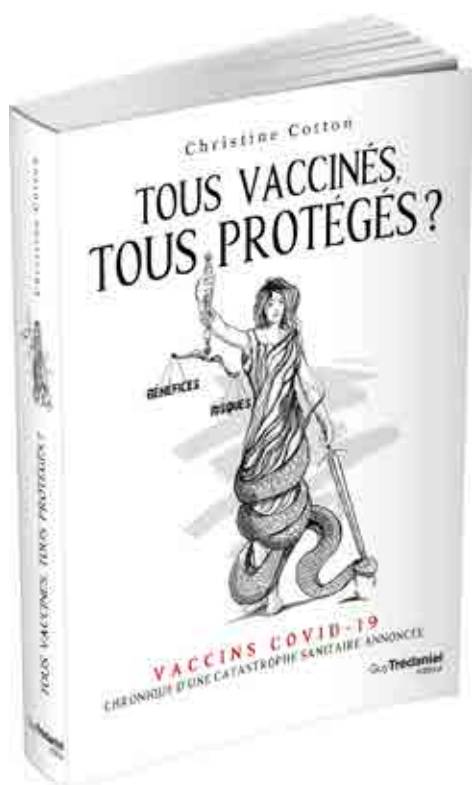
Par son travail minutieux et ses analyses d'une précision chirurgicale sur les essais cliniques, elle a éclairé des milliers de citoyens.

Au-delà de la brillante professionnelle au caractère entier et authentique, avec une franchise parfois déroutante, mais qui faisait son charme, nous retiendrons sa profonde humanité, sa douceur et son dévouement envers les plus vulnérables, notamment les victimes d'effets des injections Covid, qu'elle a soutenues sans relâche, au mépris de sa propre santé.

Face à cette douloureuse perte, survenue trop tôt, mais étant son choix pour se libérer de ses souffrances, la LNPLV tient à exprimer son soutien total à sa famille et à ses proches, et adresse ses plus sincères condoléances.

Repose en paix, Christine.

La Ligue Nationale pour la Liberté des Vaccinations





Dominique Muselet

Créer une société alternative ou disparaître avec le système

L'ancien monde, comme disait Gramsci, à savoir le système capitaliste libéral, dont l'inhumanité totale apparaît au grand jour dans les deux abominations qui se disputent actuellement l'affiche : l'horrible monde d'Epstein et le génocide de Gaza, est cliniquement mort, mais il bouge encore.

Cet ancien monde est un monde de faux-semblant où tout ce qu'on nous montre et tout ce qu'on nous dit est le contraire de ce qui se passe vraiment. Le système capitaliste libéral n'est pas du tout le monde de la libre entreprise, de la concurrence libre et non faussée et des droits de l'homme. C'est au contraire le règne du capitalisme monopoliste prédateur, initié par John Rockefeller, comme l'explique l'Historien des Pièces :

« Aujourd'hui, vous vivez dans une économie où : Des milliers de marques appartiennent à quelques groupes. La concurrence est une illusion. La richesse ne circule pas, elle s'accumule. Le pouvoir économique se transforme en pouvoir politique. Et les règles sont écrites par ceux qui gagnent déjà. »

Et désormais « nous assistons », comme l'explique José Manuel Rivero, « à l'épuisement d'un modèle d'accumulation fondé sur une financiarisation extrême, le privilège exorbitant du dollar et la coercition militaire comme outil de politique étrangère. Son effondrement est précipité non seulement par des puissances rivales, mais aussi par ses propres contradictions internes : la désindustrialisation de sa base productive, le transfert mondial de capacité manufacturière, l'explosion des dettes impayables et l'érosion totale de la légitimité des élites qui la géraient. »

Le corps pourrissant de cet ancien monde, de ce mort-vivant dégage une odeur pestilentielle qui donne au petit peuple une phénoménale envie de vomir. De sa tombe, sortent des vampires en costume italien sur mesure, tous plus cruels, vaniteux et dégénérés les uns que les autres, qui s'agitent et prétendent nous vouloir du bien, sous les applaudissements d'une foule de parasites débauchés, qu'ils entretiennent dans le luxe avec l'argent qu'ils nous volent à chaque instant.

Chaque nouvelle affaire de corruption semble être celle qui sonne le glas des zombies richissimes qui terrorisent le petit peuple en Occident, mais non... Ils continuent de sévir parce qu'ils ont tout verrouillé depuis longtemps. On a vu, avec les Gilets jaunes, qu'il ne servait à rien de se révolter. Les rescapés de la féroce répression policière et judiciaire ordonnée par Macron and Co ont vite été oubliés et si on en reparle un peu en ce moment sur les médias du pouvoir, essentiellement pour les calomnier, c'est uniquement à cause du procès de neuf des CRS qui, pour faire carrière ou simplement garder leur boulot, ont écrasé dans le sang la protestation pacifique. Ces neuf policiers ont tabassé avec acharnement quelques malheureux GJ qui s'étaient réfugiés dans un fast-food pour échapper aux gaz lacrymogènes. Et, bien qu'il y ait plusieurs vidéos éloquentes de la scène, il est quasiment certains que les CRS de Macron seront acquittés parce que, comme le répètent les médias de propagande, le vrai coupable, c'est Poutine ! For sure, comme dirait notre président qui aime montrer qu'il parle américain fluently, c'est Poutine qui a lancé les Gilets jaunes à l'assaut du pouvoir parisien et les CRS n'ont fait que se défendre...

À nouveau avec l'affaire Epstein, on nous annonce la fin du système. Alastair Crooke, entre autres, titre « Le lent séisme Epstein : la rupture entre le peuple et les élites » :

« Après Epstein, après que les dossiers Epstein ont révélée comme endémiques la vénalité, la pourriture institutionnelle et la perversion de certaines élites occidentales, rien ne peut continuer comme avant : ni les valeurs d'après-guerre du « plus jamais ça », une expression qui reflétait le désir général d'en finir avec les guerres sanglantes et de mettre en place une société « plus juste » ; ni le système d'exploitation capitaliste basé sur d'insupportables disparités de richesse ; ni la confiance. »

Mounir Kilani rétorque à Crooke, dans un article du 7 février 2026 intitulé « Ils savent. Nous savons. Et rien ne se passe », que si, bien sûr, ça va continuer comme avant et sans problème, car le petit peuple est désormais tellement habitué à la pourriture pestilentielle de la Caste que cela ne le choque même plus :

« Tout a été révélé. Tout a été nommé. Tout a été exposé. Et pourtant, rien ne tombe. L'affaire Epstein fonctionne comme un test de résistance du pouvoir globalisé. Elle montre qu'un système politique, financier et informationnel suffisamment intégré peut survivre à l'aveu, à la transparence et à la divulgation massive. Le scandale, autrefois facteur de déstabilisation, devient une variable gérable. Ce qui se joue n'est pas une crise morale, mais une mutation géopolitique : le passage d'un ordre menacé par la révélation à un ordre capable d'en faire un instrument de régulation et de continuité. »

herve_02, dans son commentaire, attribue plutôt l'escalade de la criminalité de la Caste mondialiste dévoyée et son impunité à la disparition des contre-pouvoirs :

« Ce n'est pas tant que le pouvoir absorbe et dure mais qu'il a pris tous les leviers : Politique : il n'y a aucune force potentielle pour se présenter contre lui. Policier : il maîtrise la police et est protégé. Juridique : les magistrats corrompus obéissent et comme les malpropres sont au pouvoir et que le pouvoir à tous les leviers. Éducatif : il n'est que voir que l'école n'est devenue qu'une propagande même plus déguisée. Journalistique : pas besoin de faire un dessin, il suffit d'ouvrir sa télé ou un journal. Économique : Le pouvoir distribue les richesses à quelques qui maintient le pouvoir économique entre quelques mains. Et si certains veulent se rebeller, quelques mains arrachées et yeux énucléés font rentrer les enragés dans leurs maisons. »

Personnellement je pense que les deux ont raison, certes les grands banquiers et milliardaires globalistes détiennent, à travers les pantins qu'ils ont mis à la tête de nos nations, absolument tous les pouvoirs et cela nous rend impuissants à combattre le système, mais on constate aussi une accoutumance à la perversion et à la répression dans la population. Le mal choque de moins en moins, parce qu'on en voit tellement que ça devient normal.

Il y a eu la répression des Gilets jaunes avec ses mutilés... Il y a eu la dégoûtante cérémonie des JO à Paris. J'ai demandé, à l'époque, à des ados et des chrétiens pratiquants ce qu'ils pensaient du spectacle, satanique à mes yeux, et notamment de la caricature de la Cène, et ils n'étaient pas choqués, mais alors pas du tout, ils avaient trouvé cela très bien...

Il y a eu le Covid avec ses injections mortelles, son Rivotril, sa destruction des petits commerces et sa censure. Et tout cela sur fond de dépècement de la France et autres infamies...

Alors Epstein, ça ne fait que confirmer ce qu'on savait déjà : qu'ils peuvent mentir et rementir, s'enrichir sans limite, ni morale, ni légale, sur le dos de leurs peuples, se divertir en violant et se droguant, emprisonner voire suicider qui bon leur semble, bombardier et exterminer des populations entières, bref semer la misère, mort et le chaos, en toute impunité... On s'habitue au vice plus vite qu'à la vertu... C'est comme ça... Il n'y a qu'à voir Sodome et Gomorrhe, Abraham n'y a pas trouvé 10 justes...

Même Poutine s'y est mis ! En 2024, lors d'une interview, Vladimir Poutine a déclaré que les élites occidentales « ont l'habitude, depuis des siècles, de se remplir la panse de chair humaine et les poches d'argent », mais qu'elles « doivent comprendre que le bal des vampires touche à sa fin. »

Ce système pourri jusqu'à l'os, qui survit uniquement par la dictature policière, la prédation des peuples, l'assassinat social ou physique des opposants ou soi-disant inutiles (loi sur l'euthanasie) et le génocide des peuples gênants, est mort mais il bouge encore assez pour qu'il soit dangereux de l'attaquer de front.

Et pour finir, voilà une petite pique de rappel pour ceux qui croient encore que l'esclavage a disparu avec la guerre de Sécession, la Révolution française et les droits de l'homme. Une vidéo, « Une minute avant l'abolition de l'esclavage », montre, en une minute, le peu de différence qu'il y a entre le statut d'esclave et celui de jour-

nalier ou d'employé d'usine. « Entrée du personnel », un documentaire de Manuela Frésil sur les conditions de travail dans les abattoirs, enfonce le clou.

Un choix austère

Il reste un moyen d'échapper au sort épouvantable (l'esclavage et la mort) que le système nous réserve, sans avoir à émigrer. C'est, comme on commence à le voir dans certains villages et quartiers populaires, de prendre la tangente et de s'organiser en dehors du système, pour créer des petits îlots de vie communautaire solidaire, enrichissante et utile où on troque des biens et des services et ainsi développer une économie parallèle sur laquelle l'État prédateur n'a pas encore de prise.

Pour être en mesure de mener à bien de telles opérations de survie, il faut d'abord sauver son âme, son humanité et son espoir en l'avenir. Il faut comme le souligne Amal Djebbar, faire un choix difficile,

nous mettons en place, les prémices d'une société solidaire et juste dont on pourra être fiers...

Ce ne sera pas facile, mais c'est possible. Le système, en se durcissant, rejette de plus en plus de gens. Le chômage touche désormais plus de 20% de la population française, notamment les jeunes, ce qui représente plus de 6 millions de personnes qui n'ont pas de quoi vivre, selon TV Libertés. À quoi s'ajoutent tous les retraités dont la retraite est insuffisante, les immigrés clandestins ou pas, et tous les marginaux. Et puis, les gens, qui écoutent de moins en moins la propagande impériale et se réfugient sur les réseaux sociaux et autres plateformes alternatives pour avoir la vérité, se comptent par millions, voire milliards :

« Maria Zakharova révèle un basculement majeur dans l'équilibre mondial de l'information : plus de 3,2 milliards de personnes utilisent désormais des plateformes numériques en dehors de l'influence directe occidentale. »



Xavier Arnau, Getty Images, 13 décembre 2013

un choix austère, si nous ne voulons pas sombrer avec le système nihiliste et pervers qui nous entraîne dans sa chute :

« Il ne reste qu'un choix austère : refuser la contagion de l'indifférence et du conformisme. Se tenir droit, silencieux, dans l'ombre, sans chercher l'approbation des foules ni les applaudissements des tièdes. Conserver une mémoire vive, quand tout incite à l'oubli collectif, quand tout pousse à l'amnésie volontaire. Entretenir une exigence intérieure, une tension morale, dans un monde qui célèbre la docilité et châtie la révolte. Refuser la facilité, le confort illusoire, et marcher contre le flux comme un témoin solitaire. C'est dans ce refus que subsiste l'étincelle lucide. »

C'est un fait, nous avons besoin de toutes nos facultés morales, critiques et créatives pour poser les bases d'un autre monde, le monde de demain, pour construire, à partir de l'économie parallèle anticapitaliste que

Ces millions/milliards de gens vomissent le système tyrannique corrompu occidental et n'en attendent plus rien, ce qui les rend disponibles pour de nouvelles expériences...

La cantine des Gilets jaunes de Montreuil

Je fais partie de ces gens-là. Même si j'ai longtemps fait partie d'associations qui prônaient le Salaire à vie, un salaire égal pour tous tout au long de la vie dans une société fonctionnant sur le mode communiste, l'argument selon lequel il faut préparer les bases théoriques d'une nouvelle société afin d'être prêt en cas d'effondrement de l'ancienne, m'a toujours laissée sceptique. Je n'arrêtais pas de me demander comment Lénine avait fait pour imposer le communisme dans l'Union soviétique. Finalement, j'ai compris qu'il s'était appuyé

sur les Soviets ouvriers (avant de les réprimer sauvagement). En gros, pas de Soviets, pas de révolution léniniste !

Peu après, j'ai renoncé aux éternelles discussions politiques sur un utopique retour à la démocratie dans notre pays, j'ai abandonné l'espoir irréaliste d'une révolution qui rebattrait les cartes et accoucherait miraculeusement d'une société plus conforme à mes vœux, et je me suis mise au boulot. J'ai accepté la présidence d'une association de soutien scolaire, puis j'ai rejoint un petit groupe de Gilets jaunes qui ont créé une cantine qui offre un repas hebdomadaire à prix libre à l'AERI, presque en face de chez moi. Ce lieu se présente comme « une utopie réelle en expérimentation permanente, un espace d'entraide, de rencontre, de création, de lutte et de mise en commun. Un espace où nous inventons et mettons en forme un rêve collectif, où se mènent, se croisent et se frottent des actions politiques, culturelles, sociales artistiques, éducatives et sportives. Un lieu où l'on invente de nouvelles façons de faire, où l'on invente d'autres rapports aux autres et à soi, où l'on improvise notre bonheur. Les rêves d'AERI s'articulent autour des principes d'autonomies, d'égalités et d'ouverture ». Juste ce que je recherchais...

Préparer chaque semaine un bon repas chaud pour une soixantaine de personnes, sans aucuns moyens financiers et en comptant uniquement sur des bénévoles (une trentaine) et des dons de nourriture, serait sans doute qualifié de mission impossible par la plupart des gens, et pourtant cela fait quatre ans que ça dure. Ceux qui viennent manger ne se rendent pas compte du travail, de l'organisation et de l'abnégation que cela représente.

Le lundi, à six heures du matin, une équipe de trois bénévoles se rend au marché international de Rungis dans une camionnette prêtée par l'association « Les bons petits légumes », un collectif anticapitaliste qui lutte pour l'autonomie alimentaire à travers la gestion d'un camion collectif. Son but est de rendre accessibles des légumes à prix libre au plus de gens possibles, et de soutenir toute initiative contre la précarité alimentaire. Les trois bénévoles font la tournée des commerces partenaires pour récupérer les invendus. L'avantage pour les commerçants, c'est qu'ils peuvent ainsi toucher de petites subventions et/ou économiser sur le montant de la location de leur espace, calculé au poids du chargement.

Vers dix heures trente, la camionnette est de retour à Montreuil où l'attend une équipe d'une dizaine de personnes qui décharge, trie, décide du menu de la cantine du mercredi suivant en fonction de la récolte, stocke les fruits et légumes nécessaires dans



Affiche de Le Cantine des Gilets Jaunes

la réserve, puis, vers treize heures, distribue le surplus à tous ceux qui en veulent.

Le mardi de seize à dix-neuf heures, une équipe de six/sept personnes prépare les ingrédients du repas du lendemain. On trie, on épluche, on coupe, on lave et on met tout dans des grandes marmites pour la cuisson du lendemain. Le mercredi matin, une équipe d'une dizaine de personnes arrive vers neuf heures trente/dix heures pour préparer le repas et installer les tables pour midi et demi.

À l'entrée, un(e) bénévole accueille les arrivants qui mettent ce qu'ils veulent dans la tirelire. Il y a toujours assez d'argent pour acheter tout ce qu'on ne nous donne pas et faire des dons à différentes causes, comme les Mutilés Gilets jaunes ou autres.

La cantine des GJ est partenaire d'autres cantines et du Collectif de la ferme de Combreux, une magnifique ferme bio du XVII^e siècle, qui travaille avec les AMAP. En échange de légumes, les bénévoles de la cantine vont aider aux travaux des champs de temps en temps. J'y suis allée une fois et j'ai passé la matinée à noyer les doryphores qui avaient envahi les plants de pommes de terre et l'après-midi à arracher les mauvaises herbes qui proliféraient dans le quartier des oignons. À midi, nous avons partagé ce que nous avions apporté. Il y avait là une trentaine de personnes, la plupart jeunes, qui appartenaient à des AMAP ou des associations. C'était très gai... et délicieux !

La lutte des classes version Macron

Macron ne fait pas mystère de sa vision, progressiste j'imagine, de la lutte des classes :

« Dans une gare, on trouve des gens qui ont réussi et des gens qui ne sont rien » nous a-t-il affirmé doctement.

Ceux qui ont réussi, ce sont les privilégiés, qui grâce à leur héritage et/ou leurs réseaux s'engraissent à volonté sur le système. Ceux qui ne sont rien, ce sont les petits, les sans grade, les anonymes qui, en fait, font marcher le pays, ou ce qu'il en reste, et se font esclavagiser, humilier et finalement dépouiller par ceux qui ont réussi. Et il y a ceux qui sont moins que rien, les marginaux, les laissés pour compte, les rejetés par le système que Macron ne voit même pas.

À l'AERI, nous on les voit, car tout un chacun peut venir s'installer, discuter, boire un café sans avoir à se justifier. Certains, qui n'ont nulle part où aller, y passent leurs journées, mais pas les nuits, c'est à peu près la seule limite.

Le miracle

Évidemment la créolisation, comme dit Mélenchon pour décrire la manière dont les races et les cultures des classes populaires finissent par se fondre en une seule, à force de vivre ensemble, ne se fait pas sans heurts. Ça me rappelle toujours Thick Nah Than, le maître vietnamien qui a créé le centre bouddhiste, le Village des Pruniers, près de Bordeaux. Il comparait ses moines à des cailloux qui à force de se frotter les uns aux autres devenaient des galets ronds et doux.

À l'AERI, il y a, comme partout, pas mal de conflits à gérer, des vols, des indélicats qui ne rangent ni ne lavent ce qu'ils ont utilisé, des profiteurs et des malpolis. Mais comme

tout le monde l'accepte, car d'une part il ne peut pas en être autrement, et d'autre part, il y a encore bien plus de gens dévoués et généreux, qui tout en râlant parfois, réparent les dégâts.

Personnellement, ce n'est pas la disparition du fromage, des œufs, de l'ail, ou même des robots ou des éplucheurs, ni même la saleté que certains laissent derrière eux, qui m'a le plus dérangée, ni le travail pourtant fatigant, car finalement chacun fait ce qu'il peut comme il peut, mais le fonctionnement informel de l'AERI et de la cantine. Au petit noyau d'habitues qui savent ce qu'ils font et ce qu'il faut faire, s'aggrave toute une faune hétéroclite, aux objectifs et besoins différents et aux comportements bizarres et parfois agressifs qui, à mes yeux de nouvelle recrue, perturbaient et parasitaient le travail. Je me suis frottée avec plusieurs d'entre eux avant de comprendre, que dans un village, il y a toutes sortes de gens qu'on n'a pas choisis, et qu'il faut accepter chacun comme il est, sinon ça ne peut pas fonctionner. Et le miracle, c'est que, lorsqu'on accepte tout le monde, ça fonctionne. Enfin, ça fonctionne parce que nous avons un but commun et concret, un but plus important que les désaccords, les désagréments, les différences : le repas, le bon repas, que nous avons promis de servir à douze heures trente à la soixantaine de personnes qui viendront le partager...

Oui c'est un miracle, mais c'est un miracle ordinaire, c'est le miracle de la vie... ■



Dominique Muselet

Dominique Muselet – collaboratrice du site Chronique de Palestine – a vécu dans plusieurs pays étrangers : Cameroun, Canada, Inde, Palestine/Israël, Mexique. Ces séjours prolongés dans des pays pour beaucoup soumis à l'impérialisme occidental, l'ont aidée à mieux comprendre les rapports de force géopolitiques. Elle s'efforce de partager sa large expérience économique, politique, géopolitique et spirituelle à travers ses traductions et ses articles.

A person wearing a bright yellow long-sleeved shirt and dark jeans is sitting on a floor completely covered with newspapers. They are holding a newspaper up to their face, completely obscuring it. The background is a wall also covered with newspapers. The scene is lit with soft, even light, creating a surreal and somewhat ironic atmosphere of being completely immersed in media.

Egor Vikhrev, Unsplash, (2021)

Serge Van Cutsem

Le faux procès des médias alternatifs

Les médias alternatifs ne sont pas une contestation des médias traditionnels : ils en sont le miroir, et si ce reflet dérange, ce n'est pas la faute du miroir.

L'émergence massive de médias alternatifs au cours des cinq dernières années est trop souvent analysée à l'envers. Les médias mainstream et leurs fact-checkers scrutent sans cesse leurs contenus, interrogent leurs intentions, soupçonnent leurs motivations, les accusent de propagande mensongère, ce qui est un magnifique exemple d'inversion accusatoire, mais ils évitent tous de se poser la question fondamentale, la seule qui mérite d'être posée : pourquoi sont-ils apparus en si grand nombre, en si peu de temps, et de manière si transversale ? En effet, la fonction (ou le besoin) crée l'organe, et il est peu probable que tant de citoyens de tous pays, surtout au sein de ce qu'on nomme l'Occident, aient soudain mis tant d'énergie et de moyens si les médias traditionnels remplissaient encore leur rôle avec honnêteté, en tant que quatrième pouvoir.

Soyons précis : À l'origine, le quatrième pouvoir désignait la presse et plus largement les médias (journaux, télévision, radio, internet aujourd'hui). L'expression vient de l'idée que, dans une démocratie, les médias constituent un contre-pouvoir essentiel face aux trois pouvoirs officiels de l'État : le pouvoir exécutif (gouvernement), le pouvoir législatif (parlement), le pouvoir judiciaire (justice).

On peut le résumer ainsi : « Le quatrième pouvoir, c'est la presse et les médias, chargés de surveiller, informer et critiquer les trois pouvoirs de l'État. Véritable contre-pouvoir démocratique, ils éclairent l'opinion publique, révèlent les abus et empêchent, en théorie, les dérives autoritaires ». En bref, c'est le « chien de garde de la démocratie »... Mais seulement quand il aboie vraiment, ce qui n'est plus le cas, car il est désormais le chien bien dressé des trois autres pouvoirs.

Les médias alternatifs libres et indépendants ne sont pas nés comme une opposition idéologique aux médias traditionnels, par simple principe. En réalité, ils sont désormais, qu'on le veuille ou non, un miroir révélateur. Un miroir qui ne crée pas la réalité médiatique mais qui la reflète. Et si le reflet dérange, ce n'est pas la faute du miroir, mais bien de ce qu'il donne à voir.

Pendant longtemps, les médias traditionnels ont occupé une position de quasi-monopole dans la médiation du réel. Ils sélectionnaient les faits, hiérarchisaient l'information, posaient le cadre interprétatif, et bénéficiaient en retour d'un capital de confiance implicite. Cette confiance n'a jamais été absolue, mais elle était cependant suffisante pour que la majorité accepte le récit proposé comme une représentation honnête du monde. Aujourd'hui encore, (trop) nombreux sont ceux qui accordent une confiance aveugle dans leurs médias préférés, mais la proportion des sceptiques grandit de jour en jour.

Oui, cette relation de confiance s'est progres-

sivement fissurée, non pas à cause d'un événement isolé, mais par une accumulation : angles récurrents, absences persistantes, silences sur certains sujets, homogénéité des analyses, confusion croissante entre information, communication et pédagogie morale. À mesure que le récit médiatique s'est resserré, une partie croissante du réel est restée hors champ et aujourd'hui les médias de grand chemin diffusent en permanence un narratif, un récit qui a au préalable été avalisé et établi par le pouvoir.

C'est précisément dans ce réel que les médias alternatifs se sont développés. Ils ne sont pas nés d'un projet coordonné ni d'une volonté de subversion globale, mais d'un phénomène beaucoup plus simple et plus ancien : lorsque les canaux dominants cessent de rendre compte de l'expérience vécue, des canaux parallèles apparaissent spontanément.

Internet a joué ici un rôle décisif, mais sans idéologie, seulement comme facilitateur technique. La suppression des barrières d'entrée aux médias traditionnels a permis à des individus, des collectifs, des journalistes indépendants ou de simples citoyens d'occuper un rôle autrefois réservé à des structures lourdes. La défiance avait déjà débuté depuis plusieurs années, c'est la capacité de produire et de diffuser l'information qui l'a simplement rendue plus visible.

Les médias alternatifs remplissent ainsi une fonction révélatrice : ils mettent en lumière les angles morts du système médiatique dominant. Désormais ces médias s'autorisent à explorer des sujets, des hypothèses ou des témoignages que d'autres ont écartés, jugés secondaires, sensibles ou dérangeants. Leur existence même souligne ce que les médias traditionnels ne traitent plus, ou ne savent plus traiter.

Les médias traditionnels, dit « médias mainstream » ont tous été rachetés par une poignée de milliardaires, non pas pour s'enrichir encore plus, mais bien pour maîtriser l'information. Année après année, ces médias ne sont plus que des diffuseurs de narratifs, de récits, qui sont imposés. Aujourd'hui, ces médias sont également devenus les diffuseurs de propagandes du pouvoir. On se doit aussi d'expliquer que non seulement ces médias contrôlés appartiennent à des milliardaires, mais ils se voient octroyer des subsides indécents, ceux-ci sortant de la poche des citoyens qui, en fin de compte, paient leur propre désinformation. C'est pourquoi la critique systématique des médias alternatifs comme phénomène pathologique passe à côté de l'essentiel. On peut, et on doit, distinguer les approches sérieuses des dérives opportunistes. Réduire l'ensemble du phénomène à une dérive complotiste ou à une manipulation revient à ignorer sa cause profonde : la rupture de confiance entre une partie croissante de la population et les institutions

médiatiques censées informer sans orienter.

Un miroir n'est ni gentil ni dangereux, il est neutre. Les médias alternatifs, dans leur diversité, jouent aujourd'hui ce rôle de miroir. Ils révèlent les tensions, les contradictions, les zones d'ombre et les limites d'un système d'information qui a progressivement confondu cohérence narrative et compréhension du réel, ce qui ne signifie pas que ces nouveaux médias ne relatent que la réalité. Oui, eux aussi peuvent diffuser une fausse information, mais elle peut être controversée. Si ces reflets provoquent malaise ou hostilité, la question n'est donc pas de savoir comment faire taire les miroirs, mais bien de comprendre pourquoi tant de citoyens ne se reconnaissent plus dans l'image que leur renvoient les médias traditionnels. Tant que cette question restera évitée, les médias alternatifs continueront d'exister, de se multiplier et de remplir une fonction que d'autres ont abandonnée.

Il est probable que certains observateurs issus des médias traditionnels lisent cette analyse comme une tentative de réhabilitation implicite des médias alternatifs, voire comme une critique déguisée de la presse établie. Une telle lecture est compréhensible, mais elle manque le cœur du propos. La question posée ici n'est pas celle de la supériorité d'un modèle sur un autre, ni celle de la validité de chaque contenu publié dans l'espace alternatif. Elle concerne un phénomène structurel : lorsqu'une partie du public ne se reconnaît plus dans les récits dominants, d'autres formes d'expression émergent mécaniquement. Reconnaître cette dynamique ne revient ni à sanctifier ni à condamner ces nouveaux espaces médiatiques ; cela consiste simplement à observer un déplacement du centre de gravité de la confiance, dont l'analyse dépasse les clivages habituels. ■



Serge Van Cutsem

Serge Van Cutsem est informaticien de formation autodidacte depuis 1970, avec une carrière de plus de cinquante ans dans le développement de systèmes complexes. Après avoir consacré l'essentiel de sa vie active à l'informatique, il s'est tourné vers l'écriture analytique et le journalisme d'investigation, collaborant notamment avec Kairos Presse, média belge francophone indépendant fondé sur les principes de la Charte de Munich, ceci en tant que chargé des relations publiques et auteur.

L'éléphant et la baleine

« Si vous connaissez la géographie d'un pays, vous pouvez comprendre et prédire sa politique étrangère. »
Napoléon

Image générée par IA

À l'origine d'un cycle de cinq siècles

Le grand navigateur Sir Walter Raleigh (1552-1618) fut l'un des premiers à souligner l'importance géopolitique de la maîtrise des mers à une époque où le développement des thalassocraties était tiré par la conquête des Amériques : « Qui tient la mer tient le commerce du monde ; qui tient le commerce tient la richesse ; qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même ». Cette vision britannique de la puissance correspond parfaitement à la citation de Napoléon que l'on pourrait reformuler ainsi :

« L'histoire d'un pays est contenue dans sa géographie. »

L'idée de domination du monde grâce au commerce maritime fut intégrée dans la thèse de Halford John Mackinder (1861-1947), considéré comme l'un des pères de la géopolitique, à l'époque de la révolution industrielle. Il vit dans le développement du chemin de fer la possibilité pour la Russie et l'Allemagne de contrer la puissance britannique qui dominait les mers en développant des voies commerciales terrestres. Ainsi, chez Mackinder, les puissances maritimes (symbolisées par la baleine) et terrestres (symbolisées par l'éléphant) s'opposent. Il développa une théorie de domination du monde fondée sur trois zones stratégiques : l'« Heartland », constitué principalement du plateau continental d'Europe centrale ; la Ceinture Intérieure qui est à la périphérie de ce centre de gravité du monde, de l'Europe occidentale à la Chine en passant par le Moyen-Orient et l'Inde ; la Ceinture Extérieure qui compte les puissances insulaires et océaniques comme le Royaume-Uni, le Japon et les États-Unis. À partir de ce découpage il énonça sa théorie : « Qui contrôle l'Europe orientale domine

l'Heartland ; qui contrôle l'Heartland commande l'Île-Monde (Eurasie et Afrique) ; qui commande l'Île-Monde contrôle le monde. »

Cette vision de la géopolitique, proche de celle de Sir Walter Raleigh, fut reprise par Zbigniew Brzezinski dans son livre *Le grand échiquier*. Il s'agissait d'empêcher le développement de puissances continentales et d'éviter absolument un rapprochement entre la Russie et la Chine. Pour compléter le tableau, il faut préciser que dans le cerveau d'une puissance qui recherche l'hégémonie, un concurrent est assimilé à un ennemi.

Domination de la baleine

Ainsi, depuis la découverte des Amériques jusqu'à récemment, la baleine a dominé l'éléphant. Les pays d'Europe, à commencer par le Portugal et l'Espagne, développèrent tous une marine de haute mer. À partir du XIX^e siècle le Royaume-Uni devint dominant sur les mers, suivi des États-Unis qui prirent le relais au XX^e siècle. Cette domination s'accompagna, de la part des « élites » britanniques puis étasuniennes, d'une forme de condescendance, voire de mépris à l'égard des autres civilisations, en particulier celles d'Eurasie. On put le constater récemment à travers les analyses et les attitudes des « élites » et médias occidentaux au cours de l'opération militaire spéciale (OMS).

En parallèle de l'émergence des thalassocraties modernes, un système de création monétaire fondé sur la dette se mit en place au XVI^e siècle afin de financer les expéditions vers les Amériques (voir le film d'animation pédagogique de Paul Grignon « *L'argent Dette* », 2010). Ce paradigme tha-

lassocratie/argent-dette a structuré le monde depuis le XVI^e siècle et a atteint son apogée au début du XXI^e siècle : le porte-avions est devenu l'emblème absolu, quasi religieux, de la puissance militaire étasunienne et le dollar, en tant que monnaie d'échange mondiale repose sur une pyramide de Ponzi insolente... et fragile.

Noyade de la baleine

Mais toute chose a une fin. La guerre de l'OTAN contre la Russie en Ukraine et l'apparition des drones marins et aériens ainsi que des missiles hypersoniques a révélé la fragilité des marines de guerre. La perte du « Moskva », navire amiral de la flotte russe en mer Noire au début de la guerre, qui a contraint la Russie à déplacer sa flotte militaire de Sébastopol à Novorossiïsk, a signé le début de la fin de la suprématie navale. Le contrôle de la mer Rouge par les Houthis grâce à des drones et des missiles qui ont endommagé le porte-avions USS Harry S. Truman confirme la tendance. Une nuée de drones à bas-coût peut saturer et épuiser les défenses de n'importe quel bâtiment de guerre. Ainsi, le statut des grands navires de guerre est passé rapidement de l'invincibilité à la fragilité, et cela se répercute dans le système global. Les détroits sont devenus des vulnérabilités du système de trafic maritime.

D'un point de vue systémique, une vulnérabilité est l'association d'une dangerosité et d'une fragilité. Un point dangereux est un point qui, si on le neutralise ou détruit, peut endommager fortement, voire arrêter le fonctionnement du système global. Un point fragile est un point que l'on peut neutraliser ou détruire facilement. Lorsqu'un point est à la fois dangereux et fragile, alors on a affaire à une vulnérabilité du système. À cet égard, la fragilité des navires de guerre associée à la dangerosité des détroits constitue une vulnérabilité des détroits dans le système global de navigation maritime. De plus, certains, tels que les détroits de Malacca et Bab-el-Mandeb, ou le canal de Panama, ont un poids stratégique particulier dans la mesure où leur contournement engendre un allongement des lignes extrêmement coûteux. Le détroit d'Ormuz, quant à lui, est tout simplement unique. Il ne peut être contourné que par voie terrestre : oléoducs ; gazoducs ; voies ferrées ou routières, moyens qui n'existent pas ou peu pour le moment.

En parallèle de la chute des thalassocraties, l'effondrement du dollar en tant que monnaie d'échange mondiale annonce peut-être la fin du système de création monétaire par la dette. L'avenir le dira. En tout état de cause, la dédollarisation du commerce mondial amorcée en 2009 par les BRICS s'accélère fortement. La dédollarisation s'était certes amplifiée après les premiers mois de l'opération militaire spéciale mais elle prend une tournure symbolique avec

la fin du pétrodollar. En effet, le 9 juin 2024, l'Arabie saoudite n'avait pas renouvelé le « pacte pétrodollar » datant de 1973 qui stipulait que le pétrole saoudien serait vendu exclusivement en dollars en échange de quoi l'Arabie saoudite investirait ses excédents pétroliers dans des obligations du Trésor américain. Pour parfaire le tableau, l'Iran déclare que le péage du détroit d'Ormuz pourrait inclure l'obligation de vendre en yuans (RMB) chinois toute marchandise énergétique transitant par le détroit. On en revient donc à l'association initiale du contrôle des mers et de la création monétaire. La suprématie maritime et celle du dollar s'effondrent de concert.

Émergence de l'éléphant

La manifestation la plus évidente de l'émergence de l'éléphant, en dehors de la noyade de la baleine, est le projet des nouvelles Routes de la soie qui se déploient méthodiquement sous l'impulsion de la Chine depuis 2013. Dans ce vaste projet, le Caucase occupe une place centrale, sur la route de la base sud et potentiellement au cœur du corridor nord-sud. Quand elle sera opérationnelle et que les trois autres seront ajoutées : la septentrionale ; la centrale ; la méridionale en Russie (refonte du chemin de fer transsibérien), le réseau terrestre est-ouest des routes de la soie sera presque achevé. Il s'ajoutera au réseau d'oléoducs et de gazoducs existants ou en devenir tel que « Force de Sibérie 2 ».

La centralité du Caucase dans la carte générale des routes de la soie, en particulier pour le corridor nord-sud, de Saint-Petersbourg vers Mumbai en Inde en passant par les ports de Bandar-Abbas ou Chahbahar en Iran, permet d'appréhender les manœuvres qui se jouent dans la région, de la part des États-Unis, de la Russie et de la Chine.

Ainsi il en est de l'initiative étasunienne pour tenter de contrôler le corridor de Zanguezour, renommé pour l'occasion « Route Trump pour la paix et la prospérité internationale » (TRIPP). L'accord USA-Azerbaïdjan-Arménie qui visait à renforcer la présence étasunienne dans le Caucase en consolidant la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan rompait radicalement avec la tradition diplomatique étasunienne : menaces ; ultimatum ; bombardements. La guerre contre l'Iran a rendu cette initiative caduque. Actuellement, l'Azerbaïdjan, qui cherche une détente avec l'Iran après avoir été victime d'une attaque de drones... iraniens ou israéliens sous faux drapeau, amorce probablement un repositionnement géopolitique.

Dans un autre registre, l'abstention de la Chine et de la Russie à l'occasion du vote de la résolution 2817 de l'ONU condamnant les attaques iraniennes contre les pays du Golfe, présentée par Bahreïn au nom du Conseil de Coopération du Golfe, s'inscrit dans une vision à long terme.

Certains analystes ont interprété ces votes comme une forme de lâcheté, voire de trahison de la part de ces deux pays. Il est plus probable que la Chine et la Russie n'aient pas voulu insulter l'avenir en s'opposant inutilement aux monarchies du Golfe. Cela est à mettre en parallèle avec le discours de Sergueï Lavrov à l'ONU qui recadre l'intervention du représentant de l'Arabie saoudite, ainsi que des contacts entre les monarchies et Vladimir Poutine. Concrètement, le soutien économique et militaire de la Chine et de la Russie à l'Iran est avéré, depuis le support logistique jusqu'à la fourniture de renseignement stratégique. En revanche, l'adhésion des pays du Golfe à la future architecture de sécurité régionale, probablement sous l'égide de l'OCS et des BRICS reste à construire, sans présager de l'avenir politique de ces régimes.

Tout cela s'inscrit dans le changement de paradigme géopolitique et dans la place qu'y prendra le Proche et Moyen-Orient.

Si l'on peut raisonnablement prévoir qu'à la fin du conflit contre l'Iran, les États-Unis auront été éjectés de la région et Israël aura considérablement changé, voire aura disparu, l'avenir des monarchies du Golfe reste en revanche ouvert. Il dépendra entre autres des facteurs suivants : la pression de la rue arabe, même sunnite, au vu de la résilience et du courage déployé par l'Iran ainsi que des résultats obtenus sur le champ de bataille face à la « coalition Epstein », suite au martyre de l'ayatollah Ali Kamenei renvoyant à celui d'Al-Hussein ; l'état final des installations pétrolières et gazières de ces pays et les coûts et délais pour les remettre en œuvre.

En tout état de cause, il est prévisible que la région s'intégrera dans l'espace continental comprenant l'Heartland de John Mackinder élargi aux parties centrale et orientale de la ceinture intérieure.

Ainsi, nous observons la fin d'un cycle de cinq siècles dominé par la baleine et le retour de l'éléphant au centre de gravité de l'économie mondiale. ■



Régis Chamagne

Le Colonel Régis Chamagne a suivi des études scientifiques jusqu'aux classes préparatoires de mathématiques supérieures et spéciales (maths sup et maths spé). Il a ensuite intégré l'École de l'air de Salon-de-Provence pour y suivre sa formation d'officier à l'issue de laquelle il a fait carrière dans l'Armée de l'air en tant qu'officier et pilote de chasse.

Maria Poumier

L'avenir de la GPA, pour un nouveau féminisme

Depuis 1996 (première légalisation de la GPA dans le monde, par l'État israélien, et démarrage fou-droyant du commerce international des « mères porteuses » alias utérus sur pattes en location (après celui des cellules reproductives d'hommes et de femmes), embryons, et nouveau-nés fabriqués sur commande, un commerce transnational lancé avec d'énormes campagnes de propagande par les États siamois Israël-USA, on observe la croissance parallèle et symétrique de deux phénomènes : l'essor exponentiel de la GPA, dans le monde entier, porté par des judéo-gays¹ de tous les pays, commercialisé par des agences tentaculaires gérées aussi par des judéo-gays, et une machine de propagande ciblée selon les divers clients potentiels dans chaque pays ; parallèlement, les progrès de la lutte pour l'abolition universelle de la GPA.

Depuis 1996 (première légalisation de la GPA dans le monde, par l'État israélien, et démarrage foudroyant du commerce international des « mères porteuses » alias utérus sur pattes en location (après celui des cellules reproductives d'hommes et de femmes), embryons, et nouveau-nés fabriqués sur commande, un commerce transnational lancé avec d'énormes campagnes de propagande par les États sismois Israël-USA, on observe la croissance parallèle et symétrique de deux phénomènes : l'essor exponentiel de la GPA, dans le monde entier, porté par des judéo-gays de tous les pays, commercialisé par des agences tentaculaires gérées aussi par des judéo-gays, et une machine de propagande ciblée selon les divers clients potentiels dans chaque pays ; parallèlement, les progrès de la lutte pour l'abolition universelle de la GPA. En septembre 2025, c'est au niveau de l'ONU qu'est adopté l'objectif d'interdiction de la GPA dans le monde entier, ce qui est une belle et réelle avancée² mais qui reste du domaine du virtuel, tant que des sanctions sévères ne sont pas mises en place.

En gros, trois groupes de réflexion et de pression se retrouvent sur le front de résistance à la marchandisation du corps humain : religieux croyant à la réalité transcendante de l'âme humaine (toutes confessions confon-

dues sauf le judaïsme, et à l'avant-garde, les catholiques), juristes des deux sexes, et enfin féministes. Nous faisons ici le pari que de nouvelles féministes peuvent tirer les leçons des erreurs du passé, et mettre en place de nouveaux terrains de lutte, parce qu'on ne saurait faire l'économie des exigences spirituelles d'honnêteté.

Le raisonnement féministe, limites et perspectives

Il y a des nuances et des divergences, dans l'univers féministe, mais un point commun : les féministes considèrent qu'un enfant appartient exclusivement à la femme qui l'a porté. Le géniteur n'a rien investi dans la grossesse, il est donc hors-sujet³. Certes, la GPA est une extension de la prostitution, gérée par des commerçants, abusive par définition, dans la mesure où elle constitue un gagne-pain pour des femmes misérables et un investissement lucratif pour les proxénètes que sont les agences, avec d'autres motifs de satisfaction pour clients, avocats, cliniques de fertilité etc. Outre les femmes, les enfants sont tarifés, ils sont l'objet de contrats, comme des biens meubles. Tout le monde rejette instinctivement les abus de pouvoir sur les faibles, sauf quand on le commet soi-même, que l'on soit homme

ou femme. Ce qui est monstrueux dans l'essor de la GPA, c'est le viol de la conscience des hommes et des femmes, un viol encouragé, bien souvent consenti, assumé, institutionnalisé, un progrès dans la barbarie partagée.

Remontons la chaîne des tabous brisés par l'Occident, et l'effet des nouveaux contre-tabous. La contraception et l'avortement ont été promus en tant que droits des femmes, sur lesquels les hommes n'avaient pas leur mot à dire, des droits désormais considérés comme sacrés dans les Constitutions de certains pays, et des instances internationales. Or ces inventions « civilisationnelles » sont des mines d'or pour l'industrie pharmaceutique et tous ses satellites (recherche « médicale », publicité mensongère, corruption des professionnels de la médecine). Les féministes attaquent souvent le capitalisme et la logique marchande comme apanages du patriarcat. Elles ne le voient pas à l'œuvre dans ces innovations, parce qu'avortement et contraceptifs sont agréés comme outil de dépannage dans l'urgence. Comment ne pas se poser la question du long terme, et des profits pour « le patriarcat » ?

La promotion de la reproduction artificielle, les « droits reproductifs » et les « droits humains » sont essentiellement dus à la réflexion et à la biotechnologie juive et/ou israélienne, tout autant que les réseaux de commercialisation attenants⁴. On a découvert en 2022, à l'occasion des efforts de la Cour suprême américaine pour limiter la propagande en faveur de l'avortement, que les grandes institutions juives considèrent l'avortement comme un véritable « sacrement juif », et que ce sont elles qui insistent dans le monde entier pour que le droit à l'avortement soit constitutionnalisé, afin que tout retour en arrière soit rendu impossible⁵.

50 ans d'essor de l'avortement légal et de la contraception ont pour résultat la dénatalité, accentuée dans les pays où le féminisme est puissant, pays où règne l'affaiblissement psychique des hommes et des femmes, qui paraissent incapables de dépasser leur narcissisme maladif.

Avec la GPA, les contradictions du féminisme explosent, et la souffrance des femmes, des enfants voire des hommes se corse. Les féministes permettent à des lobbys « LGBT » d'asso-



cier les lesbiennes aux revendications des gays, ce qui est contradictoire, les femmes lesbiennes se trouvant de fait associés à la prédation exercée sur les femmes pauvres encouragées à servir de « mères porteuses » s'engageant par contrat à abandonner leur enfant. Les féministes disent souvent se battre pour l'égalité des sexes, revendiquent l'accès à la PMA sans limite pour elles-mêmes, mais refusent l'aide à la procréation artificielle pour les hommes (la GPA). Elles invoquent les droits de l'enfant pour réclamer l'interdiction de la GPA, mais jamais pour les enfants privés de père par la PMA, aux frais de l'État, dans les pays occidentaux, c'est-à-dire nés d'un trafic de cellules reproductives humaines aux frais du et de la contribuable⁶. En fait, la PMA pour toutes est déjà devenue la PMA pour tous, autrement dit la fabrication en série d'embryons qui deviendront des enfants pour le compte d'un « géniteur en série » qui en fait ce qu'il veut : vente de ses spermatozoïdes, élevage prénatal, lebensbraum avec ou sans reconnaissance de paternité. PMA et GPA permettent à un délire inédit de paternité – perversité de s'épanouir, quelque chose qui ne semble pas gêner les militantes de la PMA pour toutes : les cas de « serial fathers » se multiplient ; cela avait commencé en Grande Bretagne dans les années 1940⁷, puis un autre cas défraya la chronique au Japon⁸ : Un géniteur peut être un génie dans la commercialisation de ses charmes et spermatozoïdes (le cas du jeune Danois qui est le géniteur de plus de 500 enfants, voire des milliers, et qui a créé une structure pour recruter d'autres hommes vivant de cette prostitution masculine si spéciale, dans des pays variés⁹). Un autre cas récent est celui de Pavel Dourov, le fondateur de Telegram : « Dourov se vante d'être un « généreux donneur de sperme », et d'être le père génétique de plus de cent enfants à travers le monde via ses dons à des banques de sperme. Il a annoncé vouloir laisser sa fortune, évaluée à 17 milliards de dollars en 2025, à ses 106 enfants, après son décès, et à compter du 19 juin 2055. »¹⁰ Elon Musk, père d'une douzaine d'enfants reconnus, est un adepte pratiquant de la GPA, Epstein faisait des recherches et des expériences dans le domaine de la reproduction artificielle, dont on n'a encore rien rendu public..., mais aucun doute qu'il voyait grand, au dé-



triment des femmes, comme dans ses autres domaines d'activité.

Le féminisme d'État, avec l'inscription de l'avortement dans la Constitution, est une catastrophe pour la santé mentale de tous. De même, la supposée éducation sexuelle obligatoire à toutes les étapes de la scolarité, ne prépare les enfants qu'à tomber dans une névrose obligatoire d'objets sexuels, sans espoir de dignification par la paternité ou la maternité naturelles. C'est un objectif d'organes mondialistes qui veulent régimenter la planète, piétiner toute civilisation traditionnelle et réduire en esclavage mental tous ceux qui continuent de se réclamer de la morale naturelle, et de l'histoire de leur patrie. Il existe bien un projet de destruction de la famille comme fondement de la société, remplacée par des erzats révocables à merci, pour remplir les fonctions de fraternité, transmission, parentalité, exemplarité, identité collective assumée. L'imposture élevée au rang de norme de la modernité peut-elle satisfaire qui que ce soit, à part des geôliers et tortionnaires bonimenteurs, ceux qui se réclament des modèles siamois israélo-américains ?

Apparemment, les féministes ne proposent rien d'autre que leur ressentiment aggravé : elles refusent d'envisager des solutions communes aux problèmes qui se posent à la fois aux hommes et aux femmes. Les féministes honteuses invoquent l'égalité à outrance quand cela les arrange, mais se battent avant tout pour acquérir et conserver certains privilèges (en particulier l'impunité devant les tribunaux, selon la logique des LGBT, sorte d'espèce protégée par les lois contre l'homophobie). Leurs raisonnements sont faux et indéfendables dans la mesure où la nature

se réserve le choix des terrains et des moments de confrontation pour rappeler qu'il y a une polarité yin-yang à respecter dans tout le monde vivant, impliquant des devoirs communs ou spécifiques qu'on ne peut réduire à une arithmétique « égalitaire » plate et totalitaire. Est-ce que ce sont les bombardements de civils sur le territoire des pays occidentaux ultralibéraux qui vont venir à bout de la stérilité mentale du féminisme officiel et permettre le retour de l'instinct de reproduction en force ? Mais la pollution générale, et a fortiori celle des armes de destruction massive va encore faire reculer les capacités des nouvelles générations pour la reproduction naturelle d'enfants sains de corps et d'esprit...

Il existe des adaptations pragmatiques à la crise de la reproduction naturelle, tenant compte des intérêts physiologiques et spirituels des hommes, des femmes et des enfants. Ainsi, certains misent sur la GPA intrafamiliale : de nombreux pays tentent de conserver, de la révolution dans la procréation, seulement les réussites de la biotechnologie, en évacuant le volet commerce international, traite humaine et mise à jour de l'esclavagisme. Ainsi les pays musulmans, l'Iran, des pays chrétiens comme le Brésil et Cuba tentent de légiférer dans le sens de la consolidation de la famille traditionnelle : que la GPA se pratique exclusivement par accord réciproque au sein de la famille élargie, comprenant le couple stable demandeur et le couple stable offrant un prêt d'utérus ; l'intérêt de l'enfant est protégé, dans la mesure où sa filiation réelle n'est pas niée, qu'il s'insère dans la même lignée que ses frères et sœurs, qu'il partage idéalement avec eux grands-parents,

aïeux, collatéraux et cousins sur plusieurs générations, consolidant une culture collective qui le protège par sa stabilité. Dans ce schéma, la seule différence avec les pratiques ancestrales de don d'un enfant à naître par une mère (prolifique) à une autre femme (stérile) de la famille, et de don d'une insémination par pénétration concrète plus ou moins furtive par un proche lorsque le candidat à la paternité ou la candidate à la maternité est stérile, c'est qu'il met en œuvre des adultères à froid entièrement gérés par des professionnels indifférents, sans tendresse partagée, sans attraction sexuée, sans relation sexuelle, mais avec la même dose d'arrière-fond incestueux que dans les aides à la procréation traditionnelles. Les législateurs s'en remettent au médecin de famille et aux spécialistes qui prendront les opérations en main, pour évaluer le degré d'honnêteté de la transaction, et fermeront les yeux sur les abus et arnaques de toute nature qui peuvent se produire au sein d'une famille comme entre étrangers. Mais il y a une limite aux pratiques intrafamiliales. Le CIAMS a apporté des témoignages poignants sur l'escroquerie régnant aussi dans les tractations familiales, le 4 octobre 2025 à Paris : le marché noir resurgit aussi dans le cadre intrafamilial, quand c'est le seul à être autorisé : « Écoutez les concernées, vérités sur la GPA » abolition.gpa@gmail.com. La demande de GPA légalisée restera forte parce qu'elle a un argument qui triomphe de tous les freins légaux existants, par exemple en France : une fois qu'un nouveau-né sur commande est livré, il est de son intérêt que lui soit accordé le statut d'enfant adoptif partageant nationalité et foyer de son ou ses acheteurs, ceux-ci contractant des obligations d'éducateurs légitimes envers lui. C'est ainsi que l'insertion de l'enfant dans un marché intercontinental en bonne voie de régulation et de régularisation est à terme garanti, qu'on le veuille ou non, et c'est ainsi que le fabuleux business de la procréation artificielle se trouve de fait protégé. La dose d'éthique introduite dans les transactions se marie, au cas par cas, avec les objectifs commerciaux, en termes de profits gagnant-gagnant pour tous les partenaires. Et les injustices et crimes occasionnées au fil des étapes seront mis sous le tapis, comme des effets secondaires inévitables...

C'est pourquoi il faut être encore plus radical, pour protéger la civilisation et en particulier les femmes et les enfants. Face à la recrudescence des viols, des trafics humains validés par les prouesses des laboratoires, de la pédocriminalité et des agressions sexuelles contre des enfants, c'est toute la société qui réclame le rétablissement de la peine de mort. Il est bien connu, mais jamais reconnu, que les premiers abolitionnistes de la peine de mort étaient des conspirateurs ayant raté leur coup, ce qui est logique. Victor Hugo lui-même rendait compte de ce phénomène, dès 1829, alors qu'il était outré, à juste titre, par l'application de la guillotine sur de pauvres hères souvent jugés à la hâte par une caste criminelle à une échelle incommensurable. Encore aujourd'hui, c'est la caste usurpatrice au pouvoir qui refusera toujours le rétablissement de la peine de mort, car elle est parfaitement consciente qu'elle risque d'y perdre ses plus belles « plumes », la crème des pédocriminels bien en courtoisie aux manettes. L'abolition de la peine de mort telle qu'elle régit nos pays doit être équilibrée par le droit du peuple au tyrannicide, basé à son tour sur le devoir de résistance contre ceux qui conduisent à la disparition de la santé mentale de leur propre patrie. La poursuite judiciaire dissuasive des patrons et soutiens des agences qui organisent la GPA est indispensable, dans le cadre de nouvelles constitutions nationales qui aillent au fond des choses. Nos sociétés ont tendance à pratiquer la peine de mort légale exclusivement pour ceux qui ne peuvent pas se défendre : enfants à naître, vieillards et

infirmes que l'on pousse vers le suicide assisté ou l'euthanasie brutale, civils dans des pays lointains. Ce déni de justice peut être contrebalancé par des horizons résolument vitalistes. L'authentique « désir d'enfant », tout comme la soumission aux hasards et lois de la nature poussant chaque espèce vivante à se reproduire, repose sur des dispositions spirituelles, indissociables de la nature humaine. Laissons aux gays leurs sophismes sur « l'infertilité sociale » des homosexuels, et leurs arguties pour revendiquer l'égalité avec les femmes, qui par un privilège naturel mais « indu » selon eux, peuvent enfanter naturellement et généreusement. Il faut dénoncer cette malhonnêteté scandaleuse, il faut traduire en justice les escrocs lgbtistes militants, fers de lance de la nouvelle traite humaine, exerçant un lobbysme intense auprès des responsables politiques. Ils sont le fer de lance de l'artificialisation de la reproduction humaine et de la négation des privilèges maternels naturels¹³. Soulignons les aspects tribaux du marché de la procréation artificielle. Refusons la rhétorique gay en termes de droits humains universels alors qu'il s'agit d'une industrie qui privilégie explicitement la reproduction juive certifiée comme telle, et protégée en tant que telle, aux USA et en Israël, mais qui est encouragée ailleurs, avec une propagande ciblant tout particulièrement les personnes judéo-compatibles¹⁴. Pour les non-juifs, il s'agit simplement d'étendre un marché porteur à des clients que l'on aura incités dans leur jeunesse à la limitation forcenée des naissances, si



Sehriban Karakaya, Pexels

bien qu'ils s'adresseront aux agences de reproduction artificielle quand ils découvriront tardivement le désir d'enfant, et qu'ils pourront invoquer un problème de stérilité.

La reconstruction implique de se battre en amont pour faire reculer la pratique de l'avortement, d'abord pour les jeunes filles, et donc une alliance plus poussée avec les mouvements religieux, qui font des analyses psychologiques fines sur le long terme, alors que les féministes défendent en général l'avortement comme une « solution finale » simple et économique pour régler un contretemps, sans plus de conséquence qu'un acte de dentisterie pour soulager une cliente impatiente.

Cessons de livrer le fruit de nos entrailles, à raison d'un enfant conçu sur cinq, ou plus (le ratio exceptionnel de la France, championne mondiale de l'avortement), aux avorteurs professionnels désormais protégés par la constitution, qui écouleront les fœtus comme des tissus, des organes ou du sang, soi-disant pour soigner ou pour « la recherche scientifique », concrètement pour les insérer discrètement dans des circuits commerciaux adaptés (principalement produits de beauté et de longévité, pour le moment)¹⁵.

Conclusion

Les dynamiques ci-dessus ne peuvent triompher qu'avec une totale loyauté envers les hommes, qui doivent être associés à la révolution (ou contre-révolution, le terme importe peu au point où on en est) spirituelle indispensable. Les fondateurs d'institutions humanitaires, comme les hospices pour les pauvres et les blessés de guerre ont toujours compté des femmes intraitables (congrégations religieuses de femmes, Clara Barton, fondatrice de la Croix-Rouge aux États-Unis, sainte Mère Teresa à Calcutta¹⁶, etc.). Les écrivains engagés pour l'abolition de l'esclavage au XIX^e siècle étaient principalement des femmes (Harriet Beecher Stowe, Olympe de Gouges, etc.). Les penseurs et juristes engagés pour l'abolition de la GPA sont des femmes, Sylviane Agassinski, Muriel Fabre-Magnan, Aude Mirkovic, etc.) : elles ne se battent pas en tant que féministes, pour renforcer le bastion féministe, mais pour l'humanité, depuis nos grands-parents jusqu'aux arrière-pe-

tits-enfants que nous ne verrons pas. Dans une société vivante et non pas suicidaire, la fonction paternelle est respectée, parce qu'elle est structurante. On peut la considérer comme le noyau éventuellement abusif du patriarcat, reste qu'une famille encadrée par une autorité paternelle, c'est-à-dire à la fois éducatrice et protectrice, est un formidable rempart contre la maladie mentale qui contamine à grande échelle les nouvelles générations, menaçant particulièrement les pays les plus permissifs en matière de mœurs (les enfants élevés par un seul parent ou un couple homosexuel ont un mal fou à trouver leur équilibre, ce sont le principal gibier des narco-trafiquants, et ils n'arrivent pas à se passer des psys). ■



Maria Poumier

Maria Poumier, française née en 1950, agrégée d'espagnol et docteur d'université, a été Maître de Conférences de l'Université de La Havane (Faculté de Sciences humaines 1970-1979), et de l'Université de Paris VIII (Saint Denis, 1994-2005). Elle est spécialiste de la littérature espagnole et sud-américaine, chercheur en histoire de l'Amérique Latine, et a publié de nombreux ouvrages et traductions tant en France qu'en Espagne et en Amérique latine. Auteure de *Marchandiser la vie humaine*, éd. Le retour aux sources et du documentaire "le fruit de nos entrailles". Elle anime le site «Entre la plume et l'enclume», pour la défense de la liberté d'expression.

Notes :

- (1) Si le judaïsme religieux condamne l'homosexualité masculine, la considérant comme extrêmement dégradante, le judaïsme « réformé » insiste sur l'importance numérique des cas de double appartenance.
- (2) Mathilde de Robien, « Interdiction de la GPA : la mobilisation internationale prend de l'ampleur », Aletheia, 9 octobre 2025.
- (3) « La confusion entretenue à dessein dans les rôles tenus par les parties à la GPA. En effet, le processus biologique de la grossesse est assuré par la femme enceinte, c'est donc elle qui est la mère biologique. Le commanditaire à l'origine du « don » de sperme a seulement un lien génétique avec le nouveau-né. Etranger à la grossesse, il ne devrait jamais être qualifié de parent biologique. » (adresse du groupement féministe CIAMS au CCCH). Même dans le cas où le géniteur élève son enfant au sein d'un couple avec la mère naturelle, les féministes s'acharnent à réduire la marge de manœuvre des pères, suscitant la constitution d'associations de pères se considérant comme discriminés, par les lois et les juges. – Lettre aux membres du groupe de travail de La Haye (2025), CIAMS, 3 avril 2025.
- (4) Maria Poumier, « Le paradigme bioéthique israélien », Réseau International, 10 janvier 2023.
- (5) E. Michael Jones, « L'avortement comme sacrement juif », Entre la plume et l'enclume, 1er juillet 2022.
- (6) Observations de la coalition internationale pour l'abolition de la maternité de substitution (CIAMS), OHCHR / Nations unies.
- (7) fr.wikipedia.org/wiki/Bertold_Wiesner
- (8) Ursula Gauthier, « La folle 'usine à bébés' d'un jeune millionnaire japonais », Le Nouvel Obs, 6 septembre 2014.
- (9) Voir la série documentaire de Netflix « L'homme aux mille enfants ».
- (10) fr.wikipedia.org/wiki/Pavel_Dourov
- (11) Aude Ferbos, « 'Être mère n'a jamais été aussi difficile' : Élisabeth Badinter s'en prend aux 'reliques du patriarcat' dans son dernier ouvrage », Sud Ouest, 11 mai 2024.
- (12) Quel que soit le nom qu'on lui donne, la pratique des « mères porteuses » est interdite en France, condamnée d'abord par la jurisprudence en 1991 (1), au nom du principe de l'indisponibilité de l'état des personnes et du corps humain, puis par la loi en 1994 (2).
- (13) « Des personnalités publiques rejoignent le plaidoyer en faveur de la Gestion pour Autrui (GPA) : un espoir renouvelé pour les familles et les droits reproductifs », APGL, 26 mars 2024.
- (14) jewishsurrogacy.com, [r.search.yahoo.com, sefaria.org/sheets/550603?lang=bi](https://r.search.yahoo.com/sefaria.org/sheets/550603?lang=bi)
- (15) Jonathon Van Maren, « Canada is turning its assisted suicide regime into an organ donation supply chain », LifeSite-News, 2 octobre 2025.
- (16) On ne sera pas surpris de découvrir que certains tiennent absolument à répandre l'idée que Mère Teresa était un monstre, entre autres parce qu'elle refusait l'avortement. François Paquette, « Mère Teresa : Une sainte ou une imposture ? Analyse des faits », Le Blogue du Québec, 9 juillet 2023.



Amal Djebbar

L'Empire des têtes penchées

J'ai retourné le problème dans tous les sens, comme on tourne un cadavre à la lumière pour comprendre la cause du décès. Et plus je regarde notre époque, plus je crois avoir trouvé l'épidémie qui a le plus ravagé ces deux dernières décennies : le smartphone et son jumeau spectral, l'Internet.

Deux petites machines. Minuscules. Presque ridicules dans leur taille. Et pourtant capables de coloniser des existences entières. De dissoudre le silence. D'avaler l'attention. D'engloutir les regards. Une dépendance si parfaitement intégrée qu'elle ne scandalise même plus. Elle règne. Elle gouverne. Elle possède.

Je souris devant la panique qu'inspire désormais l'idée de vivre sans ce petit rectangle lumineux. Une journée ? Impossible. Quelques heures ? Déjà, l'angoisse monte. Les mains tremblent. Les regards cherchent. Les esprits vacillent. Comme si l'on avait arraché une perfusion invisible.

Ils sont perdus. Vraiment perdus. À un point si vertigineux que certains faits divers semblent sortis d'un cauchemar : des proches agressés, parfois même des parents tués pour avoir osé retirer un téléphone, couper une connexion, interrompre le flux. Comme si l'on n'arrachait plus qu'un objet... Mais une drogue, un membre, une part d'existence.

Ils ne savent plus attendre. Ils ne savent plus regarder le monde. Ils ne savent plus traverser un silence sans l'anesthésier de pixels. Le moindre vide les terrorise. Alors ils replongent. Toujours. Encore.

Ces dernières semaines, j'ai observé. Immersion volontaire au milieu des foules modernes, de ces grandes messes silencieuses où les corps sont présents, mais les âmes ailleurs.

J'ai traversé les salles d'attente, les transports, les rues, les commerces, les administrations. Et partout, la même liturgie. Les mêmes nuques courbées. Les mêmes doigts fébriles. Les mêmes visages bleutés par la lumière froide des écrans.

En trois semaines, je n'ai vu qu'une seule jeune fille lire un livre dans une salle d'attente. Une seule. Comme une apparition venue d'un autre siècle. Une survivante.

Le reste du temps ? Tous regardaient leur smartphone. Assis. Debout. En marchant. À vélo. En voiture. À trottinette. Même les grands-pères, même les grands-mères – eux que l'on croyait encore attachés au réel – ont rejoint la procession des hypnotisés. Certaines scènes me reviennent encore. Et, lorsque j'y repense, elles me paraissent toujours aussi sidérantes. Une grand-mère traversant la rue avec son petit-fils d'à peine six ans. Dans ses petites mains, un smartphone presque aussi grand que son avant-bras ; au poignet, une montre connectée. L'enfant ne regardait ni le ciel, ni les passants, ni la route. Seulement l'écran. On le guidait pour éviter qu'il ne tombe. Déjà initié au rite. Déjà domestiqué. Déjà capturé.

À la caisse d'une supérette, la caissière répond à ses appels personnels tout en bipant vos courses machi-

nalement. Les gestes continuent, le corps fonctionne, mais l'attention a déserté les lieux. Vous n'êtes plus un client, mais une simple interruption entre deux notifications. Le réel, désormais, passe après.

Quand vous entrez dans le hall d'un musée, ce temple fragile où l'on croyait encore pouvoir sauver un peu d'attention, l'employée de l'accueil est absorbée dans une conversation personnelle. À votre approche, elle raccroche précipitamment, rappelée au réel comme on revient d'un ailleurs plus captivant. Même ici, au royaume de la contemplation, le monde tangible semble devoir mendier quelques secondes d'attention.

Dans le bus, le chauffeur baisse les yeux vers son téléphone chaque fois qu'une notification réclame son tribut. Quelques secondes volées à la route. Quelques secondes pendant lesquelles des vies entières deviennent secondaires. Car il faut savoir ce qu'a dit un proche, répondre à un message, suivre le feuilleton minuscule de sa propre existence pendant qu'il porte, sans même y penser, celle des autres. Voilà peut-être l'une des folies modernes : ne plus savoir distinguer l'essentiel du dérisoire.

Peut-être qu'un jour, les archéologues du futur tomberont sur notre civilisation et se demanderont comment elle a disparu. Guerre ? Famine ? Catastrophe climatique ?

Non. Ils découvriront probablement des milliards de squelettes presque parfaitement conservés : le cou légèrement incliné vers le bas, les phalanges figées dans cette curieuse posture de tapotement compulsif.

Et quelque part, dans un rapport scientifique rédigé avec tout le sérieux du monde, un expert notera gravement : « L'espèce semblait vouer un attachement obsessionnel à un petit objet rectangulaire émettant de la lumière. Nous ignorons encore s'il servait à communiquer, à anesthésier l'angoisse... ou à organiser méthodiquement sa propre extinction. »

Personnellement, j'ai déjà ma petite théorie. Mais je préfère observer le désastre avec un thé à la main. Les fins du monde ont toujours quelque chose de plus élégant lorsqu'on les contemple à distance. ■



Amal Djebbar

Amal Djebbar est une essayiste algérienne née à Oran en 1973 et installée en France depuis 2000. Elle développe une réflexion critique sur la société contemporaine à travers des chroniques qu'elle publie sur son blog : L'Observatoire d'Amal. Elle est l'auteure d'Une France Potemkine : Plongée derrière le décor (2025) et de Rapport sur l'état de débâcle (2026).



Essais • Histoire • Géopolitique • Civilisations

Fondée en 2013 à Tunis, KA' Éditions est une maison d'édition indépendante spécialisée dans les essais, l'histoire, la géopolitique et les civilisations. Présente en France, en Belgique, en Suisse et en Tunisie, elle accompagne des auteurs engagés dans l'analyse des grands enjeux contemporains et la défense du pluralisme des idées.

Sous la direction éditoriale de Hichem Kacem

Découvrez nos publications sur :

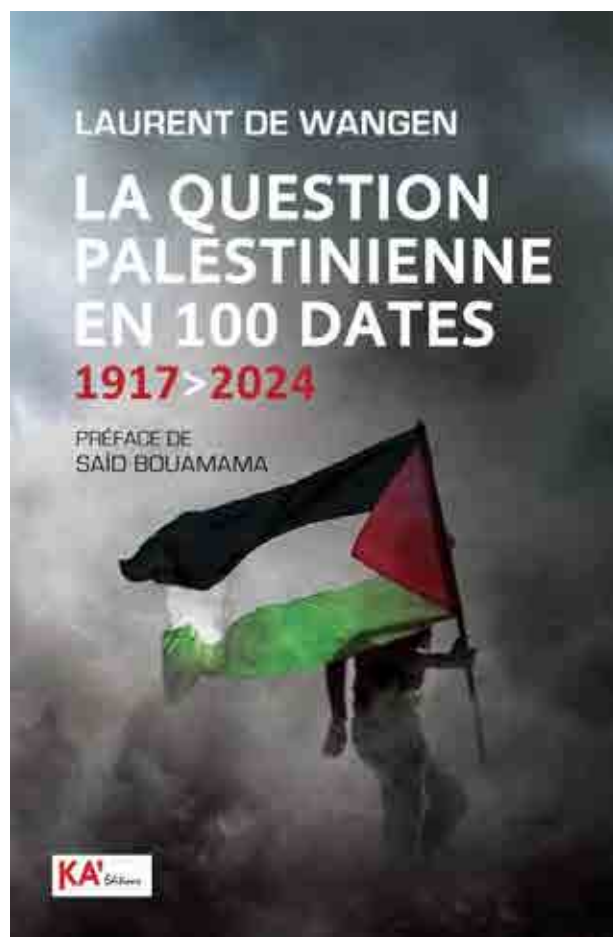
www.kaeditions.com

Regards croisés sur les grands enjeux de notre temps

Comprendre un siècle de conflit pour éclairer le présent



*Une sélection représentative du catalogue
KA' Éditions*



Et si la « complexité » de la question palestinienne n'était qu'un voile jeté sur une histoire d'injustice et de résistance ?

De 1917 à 2024, cet ouvrage retrace 100 dates clés et 20 documents essentiels pour comprendre l'un des conflits majeurs de notre époque. Une synthèse accessible, rigoureuse et documentée pour éclairer les enjeux historiques, politiques et humains de la Palestine, ainsi que le drame vécu par la population de Gaza depuis octobre 2023.

Abonnez-vous pour recevoir les prochains numéros



Lire le monde **autrement.**

Chaque mois, les analyses géopolitiques de Réseau International réunies dans une revue imprimée : dossiers de fond, cartes, tribunes. Sans dépendance, sans ligne dictée.



Je m'abonne en ligne

lemag.reseauinternational.net

